



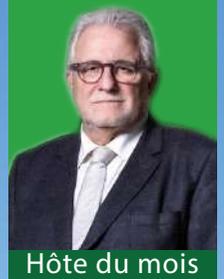
Carte Blanche

Naïma
Yahia



FRANCE ALGÉRIE ACTUALITÉ

Comprendre le passé
et construire l'avenir
FÉVRIER 2024 - N°02



Hôte du mois

Chems-Eddine
Hafiz

NOUVEAU
N°2



L'APPORT DE L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE À LA FRANCE

1914-2024

DOSSIER

LIVRESQUE

MOHAMED
SAÏL, L'ÉTRANGE
ÉTRANGER
Par Mohand Aziri

RETOUR SUR INVESTISSEMENT

LES BONNES
AFFAIRES DE SANOFI
EN ALGÉRIE
Par Amayas Amar

PORTRAIT

MAGYD CHERFI, LE
«GALLO-SARRASIN»
TOUJOURS DEBOUT
Par Samir G. et Walid M.



M 01958 - 2 - F: 6,90 € - RD

Les destinations qui vous sont chères, moins chères.



L'Algérie

à partir de

78€
TTC**

Au départ de Paris, Lyon,
Nantes, Montpellier et
Strasbourg.

Transports collectifs
de voyageurs
**ÉLU
SERVICE
CLIENT
DE L'ANNÉE
2024**

 **transavia**

AIRFRANCEKLM
GROUP

*Étude BVA - Viséo CI - Plus d'informations sur [esca.fr](https://www.esca.fr). **Prix disponible sur une sélection de billets aller simple au tarif Basic, au départ de France métropolitaine. Plus d'informations sur [transavia.com](https://www.transavia.com) - 492 791 306 R.C.S. Créteil.

FRANÇAIS, ALGÉRIENS, ET FIERES DE L'ÊTRE !



PAR SAMIR GHEZLAOUI

Pour ce deuxième numéro de France Algérie Actualité, faisant suite au premier qui a servi d'état des lieux ou d'un rapport d'étape des relations franco-algériennes depuis l'indépendance par le prisme du conflit mémoriel, nous avons trouvé opportun de se pencher sur l'histoire riche, bien que complexe, de l'immigration algérienne en France et son apport à ce pays de 1914 à 2024.

Il s'agit de rappeler la constance et l'excellence des « bienfaits » de la diaspora algérienne pour le « bien-être » de la République et du peuple français, depuis au moins 110 ans. Et ce, au-delà des statuts juridiques, qui se sont faits et défaits au gré des évolutions politiques et historiques, des femmes et des hommes qui l'ont constituée au fil des décennies. D'abord « sujets coloniaux », ensuite « ressortissants algériens », enfin « citoyens français d'origine algérienne », ils ont toujours répondu présents à l'appel de la France, tantôt pour la défendre, tantôt pour la construire, tantôt pour la faire gagner, tantôt pour la soigner, tantôt pour la faire rayonner.

Les pages qui suivent se déploient comme un kaléidoscope, révélant la « face algérienne » de la France métropolitaine que certains ne veulent pas voir. Celle qui, par la volonté de l'État français, a commencé par l'acheminement de milliers de soldats et d'ouvriers vers l'Hexagone depuis les quatre coins de l'Algérie, considérée alors comme le « joyau de l'empire colonial », afin qu'ils concourent à l'effort de guerre de la « nation », en 1914, puis en 1939. Arrachés à leurs terres, souvent de force, ils ont néanmoins joué un rôle déterminant lors des deux conflits mondiaux, sacrifiant leur vie pour une patrie qui n'était pas toujours prompte à reconnaître leur dévouement. Ces héros méritent toute la reconnaissance. La « France algérienne », c'est aussi, en grande partie, celle faite d'enfants d'immigrés et leurs petits-enfants, des immigrés que le gouvernement français est allé chercher volontairement dans l'ancienne colonie. Leurs descendants, tous nés après 1962, n'ont pas connu la guerre d'Algérie, ils n'avaient jamais

eu à choisir un camp. Ils sont Français de naissance et de culture, Français à part entière. Mais ils sont aussi Algériens, de par l'histoire, le sang, la famille. Devraient-ils choisir entre les deux appartenances ? Non. Absolument pas. Comme nous le verrons, les Français d'origine algérienne n'ont rien à envier aux autres Français en matière de « francité », tout en affichant avec autant de fierté leur « algérianité ». Au cœur même des institutions politiques de la Ve République, de nombreuses personnalités franco-algériennes ont marqué l'histoire de la France, et d'autres le font encore aujourd'hui. Loin du « communautarisme », auquel ils sont parfois associés, leurs parcours illustrent la diversité de leurs engagements, de leurs combats et de leurs idéaux, qui ont contribué à façonner la société française contemporaine. De l'émancipation des droits civiques à la représentation politique, ils ont ouvert la voie à une France plus inclusive, en bonne conscience avec son passé algérien, qui pèse toujours trop lourd sur l'imaginaire collectif national.

En dehors du cercle politique, même si celui-ci est très perméable, le sport, la culture, la médecine, le journalisme, la littérature, la recherche scientifique, etc., sont autant de domaines où les talents algériens et franco-algériens ont brillé au profit, avant tout, de la France, apportant des richesses indéniables au pays. Et pas que pécuniaires ! Ces success-stories, qui ne sont pas des exceptions ou des « cas isolés », sont des histoires de réussite méritant d'être célébrées, question de rassurer les nouvelles générations de Français d'origine algérienne et de leur donner, pourquoi pas, des vocations.

D'ailleurs, ce dossier ne prétend pas être exhaustif. Des volets thématiques suivront pour explorer, en détail, d'autres facettes de la vie des Franco-algériens et leur contribution à faire société, à « faire France ». Nous explorerons les mondes du cinéma et du show-business en mettant en lumière des artistes talentueux qui ont su conquérir le public français, les journalistes qui forment le « visage de la diversité » dans les grands médias, les influenceurs et les

rappeurs qui dominent les plateformes digitales françaises, les hommes d'affaires qui ont su faire la transition de l'ancien au nouveau monde, etc., autant de figures qui se sont imposées dans des secteurs variés, contribuant ainsi à l'effervescence culturelle et économique de leur pays, la France.

Il est essentiel également de souligner que cette mise en lumière de l'immigration algérienne ne vise pas à idéaliser une réalité complexe. Comme dans toutes les diasporas dispersées à travers le monde, toutes nationalités confondues, il existe des Hors-la-loi (terroristes, narcotrafiquants, braqueurs, etc.), des individus et des groupes, qui trahissent les valeurs communes de la société. Toutefois, il serait injuste et dangereux de généraliser ces cas isolés à l'ensemble des membres d'une communauté. L'histoire l'a prouvé, ceci est la principale source du racisme et de la haine, qui ne peuvent conduire qu'à des tragédies humaines. Les Français d'origine algérienne, avec leur présence active dans tous les pans de la société française, démentissent avec éloquence les discours d'extrême droite qui parlent de « Français de papiers ». Cette stigmatisation, basée sur une prétendue « double appartenance » douteuse, est contredite par des décennies de contributions obligeantes à la France. Ce sont des citoyens à part entière, portant fièrement leur double héritage. Leur engagement envers leur pays, leur patrie de naissance ou d'adoption, n'est en rien altéré par leurs liens avec l'Algérie et leur amour du « pays des ancêtres ». Ces liens sont une source d'enrichissement mutuel pour les deux nations car la diversité est une force qui forge la résilience d'une société. Les Franco-algériens, tout comme les autres communautés françaises d'origines immigrées, participent activement à l'édification d'une France moderne, dynamique et plurielle. À travers ce dossier entre vos mains, c'est une invitation à la découverte, à la compréhension et à la célébration de cette contribution singulière et essentielle à la mosaïque sociétale française. ♦

SOMMAIRE

18

La littérature francophone aux saveurs algériennes continue de séduire le lecteur français

PAR HOCINE SLIMANI

28

Musique algérienne de l'exil, partie intégrante de la chanson de France

PAR SAMIR GHEZLAOUI ET YACINE FARAH



35

L'Algérie est le pays de mon père, il est devenu le mien par mes créations

PROPOS RECUEILLIS PAR WALID MEBAREK



39

Médecins algériens, le pilier qui empêche l'effondrement du système de santé en France

PAR ZAHRA RAHMOUNI

45

L'imposant héritage des Franco-algériens dans le sport français

PAR FAROUK BOUAMAMA

76

L'inestimable héritage de Pierre Rabhi pour l'Algérie

PAR AMIRA MENSOUR



86

J'aime beaucoup de styles musicaux différents, j'aime toutes les musiques

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMIR GHEZLAOUI

92

El Ajouad-Les Généreux, une version bilingue de la pièce d'Abdelkader Alloula joué en France

PAR YACINE FARAH



96

Le Roi de la Loubia à Alger, il n'y a que le goût qui compte

PAR AMIRA MENSOUR



DOSSIER



L'unique match amical France-Algérie (4-1), du 6 octobre 2001, a commencé avec de belles images de communion et de solidarité entre les supporters, majoritaires à être Franco-algériens au Stade de France. Cependant, la fête est gâchée à la 76^e minute. Plusieurs supporters algériens, pourtant français aussi, ont envahi la pelouse, drapeau levé. Trop de densité émotionnelle et de ressentiments d'une jeunesse, notamment issue des banlieues, qui se sentit « abandonnée par la République » et en manque de reconnaissance dans sa citoyenneté française (©KN Communication, photomontage).

L'ENGAGEMENT DES POLITIQUES FRANÇAISES SOUS LA V^e

On les rencontre sur les travées des différentes assemblées élues, du conseil municipal au Sénat en passant par l'Assemblée nationale ou encore les conseils municipal, départemental et régional. Élus de la République française, ces femmes et hommes politiques d'origine algérienne, Français à part entière, portent sur leurs épaules la charge de « bien » représenter non seulement leurs concitoyens, mais aussi l'immigration issue d'un pays dont la relation avec la France est bien particulière ; de par l'histoire de la colonisation. D'autres, avec ou sans mandat électif, ont pu exercer ou exercent encore des hautes fonctions au sein du gouvernement et de l'Etat français.

PAR AUGUSTIN SÉNACH

Tout ce beau monde fait partie pleinement du paysage politique français à droite, à gauche et au centre ; et ce, sur les plans local, national et européen. Même s'il reste encore beaucoup à faire, de grandes avancées ont été réalisées durant les deux dernières décennies. Faut-il rappeler qu'un intermède long de plus de 40 ans, depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, a éclipsé de la scène politique en France des milliers de citoyens français de naissance ou d'appartenance, qui aspiraient pourtant à servir leur pays tout en exprimant un attachement fidèle à leur origine algérienne. C'est le cas d'Akli Mellouli, élu sénateur Divers Gauche en septembre 2023. « Lors de cette élection, beaucoup m'ont félicité parce que j'avais créé l'exploit d'avoir arraché un siège traditionnellement dévolu à la droite. Je n'ai pas bougé sur mes valeurs et j'essaie de me maintenir dans ce que m'ont inculqué mes parents », rappelle fièrement ce

militant franco-algérien de longue date dans différentes organisations de la société civile et élu local de gauche, depuis le début des années 2000, dans la commune de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne).



Avant d'être le premier président du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), fondé en septembre 1958, Ferhat Abbas a été député français d'Algérie de juin à novembre 1946 (sur la photo, en tribune lors d'une réunion à hôtel Majestic à Tunis, octobre 1959) ©Archives nationales des Pays-Bas.

Très souvent accusés par une certaine classe politique, nostalgique de l'époque coloniale, de manquer de loyauté envers la France au profit de l'Algérie, les politiques franco-algériens de la génération actuelle ne cèdent plus à un tel chantage qui vaudrait qu'ils se renient pour réussir leurs carrières ! Mellouli affirme qu'il a été « élu sans jamais renier [son] algérianité ». D'autres personnalités politiques qui partagent les mêmes origines que lui se disent, désormais, qu'elles n'ont pas à donner en permanence des gages ou à se justifier quant à leur « francité ».

CES ALGÉRIENS, «FRANÇAIS À PART ENTIÈRE», EN QUÊTE DU POUVOIR À PARIS

Pour rencontrer des élus nationaux d'origine algérienne au sein des instances de la République française, il faut remonter à la période qui suit directement la Seconde Guerre mondiale et la fondation de la IV^e République. Pour la première fois de l'histoire, des élus « français musul-

PERSONNALITÉS D'ORIGINE ALGÉRIENNE RÉPUBLIQUE



Élu député français d'Algérie (1958-1962), Saïd Boualam, alias le bachagha Boualam, est le premier vice-président musulman de l'Assemblée nationale. Il a présidé une vingtaine de séances (photo d'archives, ©LCP).

mans d'Algérie » gravissent les marches du Palais Bourbon à l'occasion de la première Assemblée nationale constituante issue de l'élection d'octobre 1945. Les pionniers sont Mohammed Saleh Bendjeloul, Hachemi Benchennouf, Amar Ouzegane et Abderrahmane Farès. D'autres vont suivre à l'occasion de la deuxième Assemblée nationale constituante de juin 1946, à l'instar de Ferhat Abbas, Ahmed Francis, etc. Ces parlementaires, réformistes pour certains et fédéralistes pour d'autres, seront enfin rejoints par des élus nationalistes à l'occasion de la 1ère législature de la IVe République, issue des législatives de novembre 1946 : Mohamed Lamine Debaghine, Mohamed Khider et Ahmed Mezerna. L'élection de ces députés, même

s'ils ne revendiquaient pas tous leur appartenance à la République française, a marqué le début d'une réelle représentativité à l'échelle nationale des Français d'origine algérienne. À partir de ce moment, à chaque élection nationale, seront élus des « députés musulmans », issus de divers horizons politiques et idéologiques, même si les scrutins étaient truqués dans les départements algériens par l'administration coloniale.

En 1958, la guerre d'Algérie bat son plein depuis quatre ans. En France, la IVe République agonise et Charles de Gaulle est rappelé au pouvoir pour renouveler les institutions politiques après le putsch d'Alger ou le coup d'État du 13 mai. Autant dire que la Ve République est née en terre algérienne et elle

sera éternellement liée à ce pays, le « joyau » de l'ancien empire colonial français. Pour la première fois en 128 ans de présence française en Algérie, les Algériens sont considérés comme des « Français à part entière » (ordonnance du 15 novembre). Voulues par le général de Gaulle, les élections législatives du 23 et 30 novembre ont permis l'élection de nombreux députés dits « Français de souche nord-africaine » (FSNA), par opposition aux Français de souche européenne (FSE), appellations administratives officielles des habitants d'Algérie décidées par la Directive du 21 février 1958.

Fait inédit, un notable musulman algérien, en l'occurrence Saïd Boualam alias le bachagha Boualam – élu député du département d'Orléansville et connu pour être un fervent défenseur de l'Algérie française – est désigné vice-président de l'Assemblée nationale. En cette qualité, il préside une vingtaine de séances de l'assemblée.

Autre grande révolution au sein même du gouvernement français, Nafissa Sid Cara est désignée, en janvier 1959, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, Michel Debré, chargée des Questions sociales en Algérie et de l'Évolution du statut personnel de droit musulman. Elle fut ainsi la première femme ministre de la Ve République et la première femme musulmane membre du gouvernement français. Cette institutrice algéroise, native de Saint-Arnaud (actuelle El Eulma), avait été élue députée d'Alger en novembre 1958. Ce qui fait d'elle également la



Désignée secrétaire d'Etat en janvier 1959, dans le gouvernement de Michel Debré, Nafissa Sid Cara, députée d'Alger native de l'actuelle ville El Eulma en Algérie, est la première femme ministre de la Ve République française (visite de Sid Cara en Algérie, ©Archives de la famille Martinet déposées à Aix-en-Provence).

première parlementaire d'origine algérienne de l'histoire conjointement avec Kheira Bouabsa (élue à Mascara) et Rebiha Khebtani (élue à Sétif). Elle est restée ministre jusqu'au 14 avril 1962. À noter qu'elle est, par ailleurs, la sœur de Chérif Sid Cara, qu'on peut considérer comme le premier membre du gouvernement français d'origine algérienne. En effet, l'ancien sénateur et député d'Oran a été secrétaire d'État à l'Algérie entre juin 1957 et mai 1958.

40 ANS DE TRAVERSÉE DE DÉSERT POUR LES PERSONNALITÉS POLITIQUES D'ORIGINE ALGÉRIENNE

L'indépendance de l'Algérie a engendré la fin nette de la carrière politique de plusieurs dizaines d'élus et militants algériens favorables au maintien du pays sous la souveraineté française. De même les Franco-algériens seront insidieusement exclus du paysage politique

national, et empêchés dans leurs ambitions électorales, durant au moins les quatre décennies qui ont suivi la fin de l'Algérie française. Pourtant, la poursuite de l'immigration algérienne aidant, une nouvelle génération naît et grandit en France métropolitaine.

Entre-temps, l'extrême droite gagne du terrain. Les actes racistes anti-algériens et les ratonnades sévissent tout au long des années 1960 et 1970. Les jeunes issus de l'immigration algérienne grandissent et réalisent qu'ils ne font pas « suffisamment » partie de la société française. Le 15 octobre 1983, est organisée la Marche pour l'égalité et contre le racisme, vite dénaturée par l'appellation médiatique « Marche des

beurs ». François Mitterrand, alors président de la République, reçoit les organisateurs de cette marche à l'Élysée. Les médias commencèrent alors à s'intéresser à cette frange largement méconnue de la population française. « Grâce à la marche de 1983, nos parents ont pu obtenir la fameuse carte de séjour de 10 ans (avril 1984, ndlr). Pour moi, il s'agissait d'un véritable acte politique pour toute l'immigration, mais surtout pour les Français d'origine algérienne », souligne le sénateur Mellouli. À partir de ces années 1980, des jeunes issus de l'immigration algérienne renouèrent avec la vie politique française en intégrant des formations alors toutes puissantes ; de gauche : Parti socialiste (PS) et Parti communiste français (PCF) ; et de droite : Rassemblement pour la République (RPR). Cependant, pas de ministres et pas d'élus notables jusqu'au début des années 2000. Beaucoup de militants franco-algériens du PS ont espéré une meilleure visibilité tant dans les instances du parti que celles de l'Etat durant

les années 1990, notamment avec le gouvernement de Lionel Jospin (juin 1997-mai 2002). En vain.

C'est la droite, menée par le président Jacques Chirac, qui donnera finalement l'exemple avec le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin (mai 2002-mai 2005), en nommant Tokia Saïfi, fille d'immigrés algériens, comme secrétaire d'État chargée du Développement durable, 40 ans presque jour pour jour après l'indépendance de l'Algérie. La députée européenne, élue en 1999, occupa son poste ministériel de mai 2002 à juin 2004. Malgré ce court passage au gouvernement, l'ancienne militante associative en faveur de l'intégration est à jamais la première personnalité politique franco-algérienne à faire partie du gouvernement français après l'indépendance de l'Algérie. Elle a été toujours réélue au sein du Parlement européen de 2004 à 2019.

LOI DE FÉVRIER 2005, LA GRANDE MARCHÉ ARRIÈRE DE LA DROITE FRANÇAISE CONCERNANT L'ALGÉRIE

Tokia Saïfi a été vite rejoint au gouvernement Raffarin par Hamlaoui Mechakera, en juin 2002. Ce natif de Souk Ahras en Algérie, ancien militaire de carrière dans l'armée française puis juriste, est nommé secrétaire d'État aux Anciens combattants. En mars 2004, il est promu ministre délégué chargé du même dossier. À partir de là, la nomination de ministres d'origine algérienne ou issus de l'immigration d'une façon générale, dits de « diversité », est devenue une quasi-obligation morale

pour les gouvernements successifs français.

Sur le front électoral, à partir des élections cantonales de mars 2004, « une dynamique s'est constituée, se souvient Mellouli, autour des candidatures de militants issus de l'immigration algérienne ». C'était une première belle bataille



Députée européenne pendant 20 ans (1999-2019), Tokia Saïfi est, pourtant, entrée dans l'histoire par une autre porte. Nommée secrétaire d'État au Développement durable en mai 2002, elle est à jamais la première personnalité politique d'origine algérienne à devenir ministre en France après l'indépendance de l'Algérie (Saïfi en 2023, ©Parti Horizons).

démocratique qui avait laissé ses acteurs espérer que la page de la colonisation de l'Algérie avait été définitivement tournée en France. Elle sera suivie par celle des européennes, en juin 2004 – qui sera marquée notamment par la réélection de Saïfi comme députée, poste pour lequel elle avait quitté le gouvernement –, et celle des sénatori-

ales, en septembre 2004. Ce dernier scrutin a été historique car il a permis l'élection de 3 sénatrices d'origine algérienne d'un seul coup : Bariza Khiari, Éliane Assassi et Alima Boumediene-Thiery.

Toutefois, les ressentiments liés à la période coloniale ressurgissent de nouveau avec la loi du 23 février 2005. Alors qu'elle avait été portée à l'origine par le gouvernement, dont faisait partie Mechakera, un amendement parlementaire de l'article

4, proposé par la majorité de droite, a créé une énorme polémique car il a attribué

« un rôle positif » à la colonisation française. Le texte controversé, auquel le gouvernement Raffarin ne s'est pas opposé, a provoqué une crise diplomatique entre Paris et Alger, qui a mis fin aux discussions autour du traité d'amitié franco-algérien entamées en 2003. Les militants et les sympathisants de gauche d'origine algériennes ont été scandalisés, à l'époque, certes par le comportement de la droite au pouvoir, mais aussi par celui de « l'opposition socialiste qui a laissé passer cette loi sans faire grand-chose », selon Mellouli. Le 15 février 2006, pour répondre à une demande du président Chirac, l'alinéa 2 de l'article 4 qui posait problème a été abrogé par décret.

DE LA GÉNÉRATION DE LA GUERRE D'ALGÉRIE À CELLE LA « GUERRE DES MOUTONS »

La loi de février 2005 a été une vraie désillusion pour les militants et cadres politiques franco-algériens, qui avaient cru à une proche « réconciliation » entre leurs deux pays. Néanmoins, ils ont repris un peu



d'espoir avec la rupture créée vis-à-vis de cette controverse par le gouvernement de Dominique de Villepin (mai 2005-mai 2017). En plus de Mechakera qui conserve son poste de ministre délégué chargé des Anciens combattants, Azouz Begag est nommé ministre délégué chargé de la Promotion de l'égalité des chances. Chercheur et écrivain de renom, auteur du roman *Le Gone du Chaâba* (Éditions du Seuil, 1986), il s'est fait connaître par son opposition farouche à la « droite dure » incarnée à son époque par son collègue au gouvernement Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. À plus d'un titre, cette expérience aura été traumatisante pour ce binational, né à Lyon de parents algériens venus de Sétif, qui avait de nombreux différends avec Sarkozy, futur président français. Il en a fait un livre intitulé *La guerre des moutons* (Fayard, 2008).

L'actuelle ministre de la Culture, Rachida Dati, née de parents algéro-marocains, peut se prévaloir d'être, depuis mai 2007, la première et l'unique personnalité politique d'origine maghrébine à la tête d'un ministère régalien après sa nomination comme garde des Sceaux, ministre de la Justice (portrait de Rachida Dati, ©Ministère de la Culture).

En 2007, après l'accession de Sarkozy à l'Élysée, les principaux partis politiques français, notamment de gauche, présentèrent des candidats de diversité lors des législatives de juin. C'est le cas de l'ancien président de l'association SOS Racisme, Malek Boutih, parachuté par la direction du PS dans la 4^{ème} circonscription de la Charente. Or, du côté de la fédération locale de ce parti, cette candidature ne passait pas. Les militants, ne voulant pas d'un parachutage, ont investi une élue locale, Martine Pinville. Dans cette circonscription traditionnellement

à gauche, Boutih n'a pas pu franchir le premier tour et Pinville est élue députée au second tour face au maire UMP d'Angoulême. « François Hollande [alors Premier secrétaire du PS, ndlr], m'a envoyé au casse-pipe », a avoué Boutih. Malgré tout, une brèche a été irrémédiablement ouverte pour tenter de faire élire des députés et des sénateurs d'origine algérienne en dehors de la région parisienne. En 2008, la socialiste Samia Ghali est élue sénatrice des Bouches-du Rhône. Du côté du gouvernement, Rachida Dati, une magistrate d'origine algéro-marocaine marquée plutôt à droite, avait fait une entrée fracassante au gouvernement de François Fillon en mai 2007. Nommée garde des Sceaux, ministre de la Justice, elle est ainsi la première personnalité politique d'origine maghrébine à la tête d'un ministère régalien. Elle demeure la seule jusqu'à aujourd'hui. En juin



2007, Fadela Amara est désignée secrétaire d'État chargée de la Politique de la ville. La militante féministe franco-algérienne, membre du PS, a été rendue célèbre en 2003 par la fondation du mouvement NPNS (Ni putes ni soumises). De son côté, Nora Berra, médecin, fille d'un tirailleur algérien, a été nommée secrétaire d'État chargée des Aînés en juin 2009, quelques jours après avoir été élue députée européenne. En novembre 2010, elle est désignée secrétaire d'État chargée de la Santé, au même moment où Jeannette Bougrab, fille d'un harki, arrive au gouvernement en tant que secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de la Vie associative. La période « diversité » de la présidence Sarkozy a été achevée par la désignation de Yazid Sabeg, homme d'affaires franco-algérien, comme commissaire à la Diversité et à l'Égalité des chances (décembre 2008-juillet 2012). Le

Ayant siégé au Sénat entre 2004 et 2017 en tant que sénatrice de Paris, Bariza Khiari est la première personnalité d'origine algérienne à être élue vice-présidente de la chambre haute du parlement français (2011-2014), qualité qui lui a permis de présider ses travaux à plusieurs reprises (©LCP).

natif de Guelma en Algérie a remis un rapport au chef de l'État, en mai 2009, « pour faire une place à la diversité ».

LA GAUCHE A-T-ELLE TOURNÉ LE DOS À SA COMPOSANTE FRANCO-ALGÉRIENNE ?

Après 30 ans de déceptions successives de 1981 à 2011, tant sur le plan local que national, les cadres, militants et sympathisants franco-algériens de la gauche attendaient beaucoup de l'élection du président

François Hollande en mai 2012. Dans la foulée, l'élection législative de juin a été l'occasion pour eux de s'affirmer. De nombreux candidats d'origine algérienne ont été effectivement investis par le PS et les autres partis de gauche. Malek Boutih a été enfin élu député sur une liste PS à l'Essonne. Et il ne sera pas le seul élu d'origine algérienne à siéger au Palais Bourbon. L'ancien président du Mouvement des Jeunes socialistes Razy Hammadi, né d'un père algérien et d'une mère tunisienne, est également élu député à la Seine-Saint-Denis. Kheira Bouziane-Laroussi est élue quant à elle députée de la Côte-d'Or. De même, Chaynesse Khirouni, une enseignante à l'université de Lorraine née de parents algériens, a été élue en Meurthe-et-Moselle. Enfin, Kader Arif, natif d'Alger, nommé ministre délégué aux Anciens combattants dans le gouvernement de



Proche de l'ancien président François Hollande, élu en 2012, Kader Arif est nommé ministre délégué aux Anciens combattants, puis élu député de la Haute-Garonne, durant la même année (©AFP).

Jean-Marc Ayrault en mai 2012, a été élu député de la Haute-Garonne. En plus d'Arif, la réalisatrice franco-algérienne Yamina Benguigui a été nommée ministre déléguée aux Français de l'étranger et à la Francophonie.

Lors des élections sénatoriales de 2011, pour la première fois, la

chambre haute est majoritairement à gauche. La sénatrice Bariza Khiari a été réélue, puis élue vice-présidente du Sénat. Historique ! D'autres Françaises d'origine algérienne siègeront à ses côtés dans cette prestigieuse institution de la République : Samia Ghali (élue en 2008) ; Éliane Assassi (réélue en 2011), désignée présidente du groupe communiste



Sabrina Agresti-Roubache, élue locale dans le sud de la France et amie du couple Macron, a été nommée Secrétaire d'État chargée de la Ville et de la Citoyenneté, en juillet 2023(©AFP).

de 2012 à 2023 ; et l'avocate franco-algérienne Leila Aïchi (élue en 2011). Ainsi la gauche sous Hollande a essayé de démontrer qu'elle n'avait pas tourné le dos à la communauté franco-algérienne en essayant de la convaincre que c'est sa famille politique « naturelle ». Ceci dit, force est de constater qu'elle a fait moins que la droite de Sarkozy, pourtant défendant une politique très dure en matière d'immigration et en froid diplomatique avec les autorités algériennes, sur le plan du symbole au niveau du gouvernement. Aucun ministre d'origine algérienne avec une valise ministérielle importante n'a été désigné, hormis peut-être Arnaud Montebourg dont la mère est une franco-algérienne née à Oran.

ÊTRE ACTEUR POLITIQUE FRANCO- ALGÉRIEN À L'ÈRE DE LA MACRONIE !

Le même constat est vrai également pour les gouvernements successifs entre mai 2017 et janvier 2024 sous la présidence d'Emmanuel Macron, qui a séduit à ses débuts beaucoup de citoyens et de politiques franco-algériens par son positionnement « ni à gauche, ni à droite », perçu comme une opportunité qui leur permettrait d'émerger sur les scènes locale et nationale. À part Gérald Darmanin, dont le grand-père maternel est un tirailleur algérien, nommé ministre de l'Action et des Comptes publics, puis ministre de l'Intérieur, il n'y a eu aucun grand nom du gouvernement issu de l'immigration algérienne jusqu'au récent retour de Rachida Dati au gouvernement comme ministre de la Culture. Darmanin était même le seul membre du gouvernement avec des origines algériennes entre mai 2017 et juillet 2023. Lors du remaniement du 20 juillet, c'est-à-dire un mois après les émeutes qui ont suivi la mort du je-



une franco-algérien Nahel tué par un policier lors d'un contrôle routier à Nanterre, les députées d'origine algérienne Fadila Khattabi et Sabrina Agresti-Roubache ont été nommées respectivement ministre déléguée chargée des Personnes handicapées et secrétaire d'État chargée de la Ville, postes qu'elles conservent après la nomination de Gabriel Attal comme Premier ministre, en janvier 2024.

Sous Macron, la classe politique d'origine algérienne a été grandement renouvelée avec notamment l'élection de trois députés en 2017 : Fadila Khattabi (réélue en 2022), Belkhir Belhaddad (réélu en 2022) et Brahim Hammouche ; et cinq députés en 2022 : Sabrina Agresti-Roubache, Mounir Belhamiti, Idir Boumertit, Fatiha Keloua Hachi et Sabrina Sebaihi. Du côté du Sénat, sont élus sénateurs Rachid Temal (en 2017, réélu en 2023) ainsi qu'Ahmed Laouedj, Adel Ziane et Akli Mellouli (en 2023). Outre l'Assemblée nationale et le Sénat,

Issu à la fois de la société civile franco-algérienne et du paysage politique local, le sénateur Akli Mellouli est parmi une nouvelle génération d'élus qui incarnent le renouveau des personnalités politiques françaises d'origine algérienne, qui revendiquent leur appartenance à la France sans nier leur identité et leur culture héritées de l'histoire de l'Algérie (avec le recteur Chems-Eddine Hafiz, 17/01/2024 ©Grande Mosquée de Paris).

on trouve de nombreux franco-algériens ou français d'origine algérienne dans les hémicycles des conseils départementaux et régionaux. Il faut aussi rappeler que de nombreuses villes françaises sont administrées par des maires d'origine algérienne, y compris des localités de plus de 30 000 habitants : Azzé-dine Taïbi (maire de Stains), Abdel Sadi (maire de Bobigny), Kadir Mebarek (maire de Melun), etc.

À part quelques exceptions les élus franco-algériens les plus importants sont plutôt à gauche, tandis qu'on retrouve un certain équilibre avec

la droite au niveau local. Ce qu'a permis la macronie. Cependant, la situation se stagne, pour ne pas dire recule, dans la formation de la droite historique. Selon un élu local du parti Les Républicains, « beaucoup de cadres LR rechignent encore à accepter dans leur rang des Français issu de l'immigration maghrébine, plus particulièrement algérienne ». Et pour cause, ils estiment que leurs attachement à leur « double appartenance » dissuade l'électorat de droite de voter pour eux. Ce à quoi le sénateur Mellouli répond : « Déjà, je vois qu'il y a eu un véritable changement car on ne parle plus de beurs mais de franco-algériens. Personnellement, je préfère ce qualificatif parce que je ne renie jamais ce que je suis. Pour moi il n'y a ni défiance ni allégeance. J'estime que je peux être loyal envers mon pays, la France, sans pour autant renier mon algérianité. Dans tout mon parcours, je suis toujours resté debout comme l'ont toujours souhaité mes parents ». ♦

RETOUR SUR L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION OUVRIÈRE ALGÉRIENNE EN FRANCE

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France se lance dans un vaste programme de développement économique. Pour reconstruire les multiples bâtisses, les voies ferrées, les ponts, les chaussées, etc., elle enverra des recruteurs dans ses colonies et protectorats à commencer par l'Algérie. Les immigrés algériens contribueront ainsi à l'effort de construction, après avoir contribué à celui de la guerre à deux reprises : 1914-1918 et 1939-1945. Ils comptent parmi les fers de lance de l'épopée des Trente Glorieuses. De 1914 à 1974, des générations d'ouvriers algériens laisseront leur empreinte dans un pays qui s'est hissé, en partie grâce à eux, parmi les premières puissances mondiales.

PAR MEHDI BSIKRI

De 3 000 individus début 1914, selon l'historien Gérard Noiriel, jusqu'à presque un million à la fin des années 1970, l'immigration ouvrière algérienne en France est des plus particulières, tant par son contexte que par les relations qui ont marqué les deux rives pendant près de deux siècles. Concentrés initialement dans les Bouches-du-Rhône, les travailleurs algériens vont s'éparpiller à partir des années 1950 sur l'ensemble de l'Hexagone ; en région parisienne, au Nord-Pas-de-Calais et dans le Rhône.

Leur histoire commence déjà à la fin du XIXe siècle. Faible en nombre, sporadique et sans réels repères, cette première mini vague migratoire concerne autant de profils possibles, du paysan jusqu'au lettré, à la recherche de nouvelles opportunités en dehors d'une Algérie, où il n'y en avait que pour les colons européens et les subordonnés locaux de l'administration coloniale.

Puis, le déclenchement de la Première Guerre mondiale, durant l'été 1914, fera connaître à beaucoup d'Algériens la dure réalité de la terre française. Ceux qu'on appelait à l'époque « indigènes » feront partie des premiers contingents de l'armée française pour s'opposer aux bataillons allemands. Des milliers de soldats poseront les bases pour de futurs afflux.

LA COLONISATION, PRINCIPALE RAISON DES PREMIÈRES VAGUES D'IMMIGRATION ALGÉRIENNE

Ils seront environ 180 000 soldats à faire un passage par la France durant les quatre ans de la Grande Guerre. En plus de ceux-là, répartis sur les différents fronts, au moins 120 000 travailleurs algériens ont quitté leur pays et ils sont venus en renfort dans les usines françaises et pour prendre en charge toutes les tâches, notamment les plus

ingrates, qui permettaient à la société et l'Etat français de continuer à fonctionner en temps de guerre. À la fin des hostilités, la majorité d'entre eux retourne en Algérie.

Les historiens s'accordent sur des estimations qui oscillent entre 35 000 et 40 000 Algériens résidents en France au début des années 1920. Quinze ans plus tard, en 1935, ces chiffres doublent. Ce nombre s'explique, entre autres, par les besoins des industriels français, qui, profitant de l'essor des « Années Folles », font appel à plusieurs types de migrants, qu'ils soient européens (Ibériques, Italiens et Polonais) ou nord-africains (Algériens, Marocains et Tunisiens). En réalité, les besoins en main-d'œuvre traduisent l'afflux d'immigrés tout au long des décennies suivantes. Et c'est la Kabylie qui donnera le plus grand nombre d'immigrés algériens, dont le profil type est : homme, jeune, illettré et rural.

Durant cette période de l'entre-deux-guerres (1918-1939), une autre raison pousse ces Algériens



Des immigrés algériens en moment de détente au café, 1955 (©Cité nationale de l'histoire de l'immigration).

à quitter leurs contrées pour aller trouver du travail en France. D'origine paysanne, ils étaient victimes de la spoliation continue des terres tribales et familiales par les autorités coloniales. D'ailleurs, dans la majorité des cas, cette expropriation a dénaturé la relation de bon nombre d'Algériens avec leur terroir, forcés de l'abandonner au profit des propriétaires fermiers venus d'ailleurs qui l'utiliseront dans la propagande coloniale. Ces opérations de confiscations foncières avaient commencé dès les premières années de la colonisation et se sont accentuées à partir de 1871, au lendemain de la fin de l'insurrection en Kabylie menée par Cheikh Ahaddad et Cheikh El Mokrani. Or, les enfants et les descendants directs des vaincus ne se projetaient plus sans leurs terres, d'où la nécessité de penser à d'autres horizons. La solution immédiate était l'exode interne vers les

grandes villes, notamment Alger, puis l'exil en traversant la mer s'est imposé à eux petit à petit. Ainsi, s'organisaient dans les villages des désignations pour l'immigration vers la France. Les responsables des Tajmaât, les assemblées villageoises traditionnelles, ont décidé d'y envoyer des groupes de jeunes pour travailler au bénéfice de la famille et de la tribu. Avant ce départ, on officiait à leurs mariages afin de s'assurer de leur retour au pays. Le « rêve du retour » est né à ce moment-là. Une fois dans l'Hexagone, ce sont de véritables petites communautés qui naissent, sur la base de filiation familiale ou tribale. On s'entraide comme on peut et on essaye de lutter contre le sentiment d'exil en établissant un climat de solidarité centré aut-

our de la nostalgie du pays. La musique, les chants et les jeux traditionnels leur apportent une petite douceur, qui leur fait oublier les heures incalculables de dur labour dans les usines, les chantiers, les voiries, les champs, etc. C'est aussi en cette période de l'entre-deux-guerres qu'émergera le nationalisme algérien, sous l'égide de militants ayant fréquenté les sphères communistes dans le monde ouvrier français, à l'instar de Messali Hadi, lui-même un immigré originaire de Tlemcen, et Imache Amar, un ouvrier kabyle de Tizi-Ouzou, etc. Ce sont les pionniers de la revendication d'indépendance de l'Algérie, dès 1926 avec la fondation de l'Étoile nord-africaine (ENA), projet qui séduit immédiatement des pans entiers d'immigrés algériens, eux qui vivaient dans la précarité de quartiers malfamés des villes françaises ou dans les gourbis con-



struits dans les banlieues.

L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE MOBILISÉE DANS LA RECONSTRUCTION DE LA FRANCE D'APRÈS- GUERRE

Après le désastre absolu de la Seconde Guerre mondiale, l'État français demandera à ses territoires d'Outre-mer un apport en ouvriers pour aider dans la reconstruction du pays et de ses grandes villes détruites. C'est le moment fort de l'immigration massive algérienne en France. Si les autorités espéraient une main-d'œuvre étrangère diversifiée, il en va sans dire que les Algériens constitueront le premier lot, devançant en deux décennies les Portugais et les Espagnols, et ils resteront toujours les plus nombreux devant toutes les autres nationalités. Ainsi, à l'aube des années 1950, ce

Des travailleurs algériens au bidonville de Nanterre, 1960 (© Benjamin Stora).

sont des milliers de jeunes algériens qui traversent la mer Méditerranée pour une nouvelle vie, un nouveau projet, un nouvel espoir, mais toujours avec une pression familiale sur les épaules. L'éternelle obligation du retour !

Ces immigrés fuyaient pour la plupart la misère. Avec cet « exil concerté », ils espéraient améliorer leur quotidien et celui de leurs proches restés au pays. Mais, des centaines de milliers d'entre eux seront confrontés à la dure réalité de la métropole. Les bidonvilles et les foyers de travailleurs poussent aux alentours des villes, faisant naître par conséquent des banlieues insalubres et où survivre relève de l'exploit au quotidien.

L'origine géographique des immigrés algériens va se diversifier progressivement. Longtemps canton-

née à la Kabylie, l'immigration attire désormais des Soufis et des Biskris aimant s'établir à l'ouest de la région parisienne, les Sétifiens en région lyonnaise, les Mostaganémois et les Oranais dans le Midi et les Bouches-du-Rhône. Les Kabyles continuèrent de former tout de même une bonne partie des travailleurs en région du Nord, à savoir l'axe Lille-Tourcoing, et à Marseille. D'autres régions fourniront des contingents importants d'immigrés, comme les Aurès et l'Ouarsenis.

Fait remarquable, la guerre d'indépendance n'a pas freiné les flux migratoires algériens vers la France. Estimé à quelques 210 000 personnes en 1954, leur nombre avoisine les 350 000 personnes en 1962. En pleine guerre d'Algérie, l'immigration algérienne devient un véritable enjeu lorsque les deux partis nationalistes le Front de libération nationale (FLN) et le Mouvement national algérien (MNA)

se lancèrent dans un affrontement fratricide.

IMMIGRATION ALGÉRIENNE POSTINDÉPENDANCE, UN ALLER SANS RETOUR

Le FLN finit par s'imposer et crée une sorte d'État parallèle en France grâce aux structures de sa fédération dans ce pays. Les ouvriers et autres travailleurs immigrés algériens sont appelés à participer en masse à l'effort de la guerre à travers le paiement d'un impôt révolutionnaire, obligatoire pour tout Algérien. Cette manne financière permettra notamment au FLN d'acheter des tonnes d'armes en Europe.

Les années 1950 et 1960, à l'apogée des Trente Glorieuses, transformèrent irrémédiablement la France culturellement et économiquement. Les secteurs du bâtiment et des travaux publics ainsi que de la métallurgie recrutent en masse les travailleurs immigrés. En 1975, ils sont 133 000 algériens à exercer dans ces branches. Et pour cause, comme le soulignent de nombreux sociologues et historiens, les immigrés algériens travaillaient dans des secteurs que les Français ne voulaient plus honorer.

L'historien Benjamin Stora a détaillé dans ses travaux une thèse, selon laquelle les immigrés algériens étaient « animés par les retrouvailles avec leur pays ». Le retour, encore et toujours ! Au fil des années, ce « mythe du

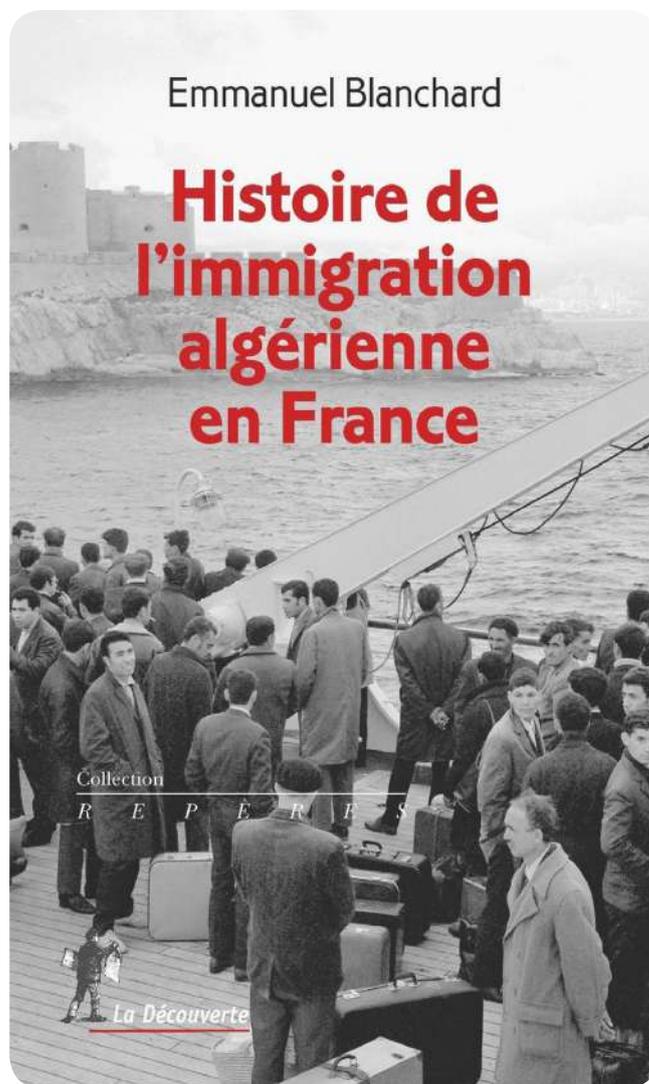
retour » s'évapore complètement. La preuve est présentée par l'Office national d'immigration, qui avance que le nombre d'immigrés algériens avoisinait 711 000 en 1975, c'est-à-dire qu'il avait doublé par rapport à l'année 1962.

L'indépendance de l'Algérie ne ralentit pas la dynamique migratoire pour des raisons économiques. La pression démographique accentua la tendance. Avec près de neuf millions d'habitants en juillet

1962, la nouvelle économie algérienne n'était pas encore productrice pour pouvoir absorber les centaines de milliers de chômeurs qui attendaient un emploi. Ces derniers tenteront pour la plupart l'aventure de l'immigration. En ces premières années d'indépendance, l'envoi d'argent aux familles restées au pays est une manne financière non négligeable.

D'ailleurs, les chiffres pouvaient être plus élevés si l'immigration n'avait pas été encadrée par l'Algérie et la France, dans le cadre des accords du 10 avril 1964 et ceux du 27 décembre 1968. Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, de nouvelles procédures sont adoptées. La France met fin à l'immigration du travail en 1974. À partir de cette date, l'immigration algérienne ne sera plus à caractère uniquement ouvrier. Dès la moitié des années 1970, d'autres profils plus intellectuels franchiront la Méditerranée. Il ne s'agissait plus pour eux de travailler pour survivre, mais plutôt pour vivre en France avec femmes et enfants.

Cela se confirma avec la vague migratoire des années 1999 et 2000. À une seule grande différence, les nouveaux immigrés algériens ouvriers et autres travailleurs non cadres sont non seulement très bien instruits, mais souvent surqualifiés et surdiplômés pour les postes qu'ils occupent et les métiers qu'ils exercent, toujours dans des secteurs où les Français ne veulent pas travailler. ♦



Dans son livre Histoire de l'immigration algérienne en France (La Découverte, 2018), l'historien Emmanuel Blanchard indique que le mouvement migratoire entre la France et l'Algérie a été d'abord du nord au sud à partir de 1830, puis les traversées dans l'autre sens se multiplièrent à partir des années 1900, avec l'afflux continu des ouvriers algériens vers la métropole.

LA LITTÉRATURE FRANCOPHONE CONTINUE DE SÉDUIRE LE

Coup sur coup, des écrivains d'origine algérienne sont primés en France en l'espace de quelques semaines. Mokhtar Amoudi a reçu le prix Goncourt des détenus 2023 pour Les Conditions idéales. Amina Damerdjji est la lauréate du prix meilleur roman français Transfuge 2024 pour son roman Bientôt les vivants. Les deux romans, publiés dans la prestigieuse collection Blanche du mythique éditeur parisien Gallimard, mettent en scène des personnages du pays des origines. Exceptionnelle une telle consécration ? Nullement si l'on voit le long cheminement de la littérature algérienne d'expression française.

PAR HOCINE SLIMANI

Dans un contexte colonial difficile, la littérature francophone algérienne connaît une « timide apparition », comme l'écrit la chercheuse Naget Belkaïd-Khadda, à la fin du XIXe siècle. Les œuvres ayant joué les « éclairceuses » en la matière ont été publiées par El-Hack (la vérité), le premier journal indigène en Algérie : Ali oh mon frère d'Omar Samar (1893) ; Musulmans et chrétiens d'Ahmed Bouri (1912). Puis, il y eut bien évidemment les quelques auteurs de l'entre-deux-guerres. Il s'agit là de pionniers que des chercheurs ont essayé de faire connaître bien plus tard.

Ahmed Lanasri, auteur de l'essai très remarqué La littérature algérienne de l'entre-deux-guerres, genèse et fonctionnement (Publisud, 1990), relève : « Née dans le premier quart du siècle, cette production s'insère dans le cadre de la "résistance-dialogue" animée par des personnalités algériennes, tel l'Émir Khaled (petit-fils de l'émir Abdelkader, ndlr), qui, usant de leur position privilégiée dans le système colonial, se font spontanément les défenseurs de leurs compatriotes. La position sociale des premiers écrivains algériens confirme cette filiation.



Amina Damerdjji, prix Transfuge du meilleur roman français 2024, pour Bientôt les vivants (Gallimard, 2024), son deuxième livre (©D.R.).

Chérif Cadi est lieutenant-colonel de l'armée française et le père Hadj-Hamou fut cadi de Miliana. Chukri Khodja appartenait à une ancienne famille de notables d'Alger et Ould Cheikh était fils d'agha». Les caractéristiques communes des auteurs de cette période étaient l'acceptation du fait accompli et l'affirmation de soi. Autrement dit, on retrouve dans leurs écrits une remise en cause du fonctionnement du

système colonial, mais aucune concernant le système lui-même.

ÉMERGENCE D'UNE LITTÉRATURE FRANCOPHONE ALGÉRIENNE « À PART ENTIÈRE »

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, il y eut l'apport lumineux

AUX SAVEURS ALGÉRIENNES LECTEUR FRANÇAIS



des Amrouche, Jean et Taos, dont le travail fictionnel d'après-guerre sera pionnier et marqueur du véritable début d'une littérature algérienne à part entière, ouverte à un large lectorat. « Œuvre exemplaire au titre de la tradition comme de la création, elle se nourrit de l'histoire et y contribue. Expérience de l'exil, expérience du passage de l'oralité à l'écriture, de la création à la préservation du patrimoine, de la blessure identitaire à la recherche de médiations, à la quête de soi dans l'autre, l'œuvre des Amrouche, générée dans le multiple des langues, des croyances et des histoires, a créé les modalités et les signes de ce que pourrait être en Algérie, aujourd'hui comme hier, une activité efficiente de la mémoire

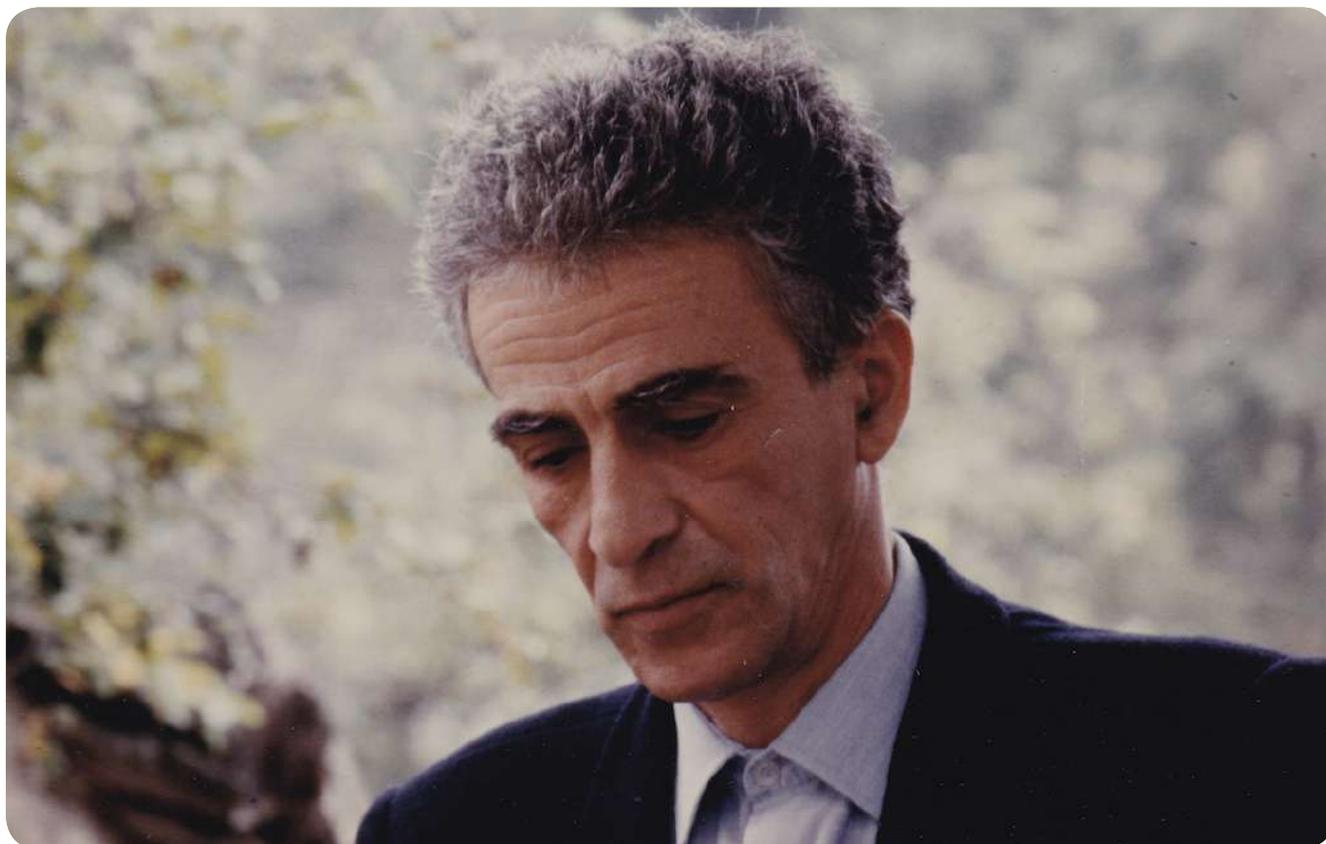
Jean-El Mouhoub Amrouche, le pionnier et le meilleur d'entre les Amrouche, famille d'écrivains dont fait partie la sœur Taos et la mère Fadhma, est considéré à juste titre comme l'un, si ce n'est, le premier grand poète et écrivain algérien d'expression francophone (©France Culture).

redoublant la création littéraire. », note Beïda Chikhi, écrivaine et universitaire franco-algérienne spécialiste de la littérature algérienne.

De son côté, Jean Déjeux, ne se trompe pas en précisant dans une notice consacrée au fils génial de Fadhma Ath Mansour, Jean Amrouche, qu'il « est le premier grand poète algérien de langue française digne de ce nom, un des plus talentueux même ». Le biographe et membre des Pères Blancs sera tout aussi élogieux envers la sœur, qui commencera, dans les années 1930,

la rédaction de *Jacinthe noire* (Éditions Charlot, 1947) : « L'importance de Marguerite-Taos Amrouche réside dans la variété de son action de sauvegarde de la création populaire kabyle, mais elle apporte dans cette action sa propre création, non seulement dans ses romans mais même dans ses chants qui s'écartent parfois quelque peu de la tradition vocale berbère tout en atteignant un sommet artistique ».

Durant cette même période, il y a eu, bien sûr, l'École d'Alger, avec ses figures connues, telles qu'Albert Camus, Emmanuel Roblès, Jules Roy, etc., cheminant néanmoins un peu loin des auteurs purement « algerianistes » des générations précédentes. Avec le foisonnement



éditorial exceptionnel de la fin des années 1930, une figure exceptionnelle émerge, celle d'Edmond Charlot, le premier éditeur de Camus. « Sans évoluer dans les mêmes milieux que leurs homologues français, ces écrivains ont quelque chose à échanger avec le groupe qui fréquente la librairie Les Vraies richesses d'Edmond Charlot et qui, pour dépasser l'impasse colonialiste, cultive le rêve d'une Algérie où les antagonismes de races trouveraient à se résorber dans une unité méditerranéenne.

« GÉNÉRATION 52 », LA FINE ÉQUIPE DE LA LITTÉRATURE ALGÉRIENNE

Camus y fait figure de modèle, voire de mentor. », explique Belkaïd-Khadra. Il sera le neuvième lauréat français du prix Nobel de littérature

De tous les écrivains algériens, c'est Kateb Yacine qui aurait pu offrir le Prix Nobel à la littérature algérienne, tant son œuvre majeure Nedjma (Éditions du Seuil, 1956) est un chef-d'œuvre absolu (Blanchac, 1983, ©René Giraud).

en 1957.

La littérature algérienne vivra une révolution au début des années 1950, avec l'émergence de plusieurs auteurs, dont les œuvres constituent aujourd'hui les classiques des lettres francophones en Algérie : Kateb Yacine, Mouloud Feraoun, Mohammed Dib, Mouloud Mammeri, Malek Haddad et Assia Djébar. Ils formèrent ce que les chercheurs dénomment « génération 52 ». Celle-ci, selon la chercheuse Maria Stepniak, est « née dans la déflagration du colonialisme et devenue authentique et nationale».

La guerre d'Algérie marquera profondément le travail de cette lignée d'écrivains. Certains en souffriront dans leur chair et l'un d'eux sera

assassiné par la sinistre OAS, Mouloud Feraoun. On verra l'adhésion à la Révolution algérienne, sans fioritures, d'auteurs de talent engagés politiquement à l'instar du poète communiste Bachir Hadj Ali. Son Serment est un programme d'une Algérie indépendante ouverte à tous malgré les vieilles souffrances de la colonisation et les douleurs de la répression durant la guerre, à commencer par les atrocités de la torture : « [...] Je jure sur l'intelligence et la bonté d'Ali Boumendjel. Et le front large de Maurice Audin. Mes frères mes espoirs brisés en plein élan. Je jure sur les rêves généreux de Ben M'hidi et d'Inal. [...] Je jure sur l'amitié vécue les amours différées. Je jure sur la haine et la foi qui entretiennent la flamme. Que nous n'avons pas de haine contre le peuple français ».

La jonction entre les écrivains algériens « indigènes » et les autres

d'origine européenne se fait vraiment durant ce moment historique. Si certains auteurs resteront attachés à leur communauté pied-noire, d'autres n'hésiteront pas à rejoindre le combat libérateur, à l'image de Jules Roy et Jean Pélégri, auteur du très émouvant *Ma mère*, l'Algérie (Laphomic, 1989). « Ami déçu » de Camus, le poète tourmenté Jean Sénac épouse, quant à lui, très tôt la cause indépendantiste. La répression de la manifestation du 14 juillet 1953, à Paris, était déjà le « prétexte » d'un hymne au combat du peuple algérien opprimé, son peuple : « Pour la fête des hommes libres, ils ont massacré mes amis, peau brune sur les pavés gris. Ô Paris comme tu es triste, triste et sévère pour ma race ». Autre auteur qui avait sauté les verrous du « communautarisme », en l'occurrence Colette Anna Grégoire, alias Anna Gréki, est internée à la prison Barberousse d'Alger où elle écrit ses premiers poèmes.

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE « FÉDÉRÉES » PAR LA LITTÉRATURE POSTCOLONIALE

À l'indépendance, les auteurs d'expression francophone poursuivront un génial travail de création, excepté peut-être Malek Haddad qui avait « mal au français ». L'auteur de *Je t'offrirai une gazelle* (Julliard, 1959) écrit, amer : « L'école coloniale colonise l'âme [...], c'est insidieux, c'est profond [...]. Chez nous, c'est vrai chaque fois qu'on a fait un bachelier, on a fait un français ». Et de lancer : « Je suis moins séparé de ma patrie par la mer Méditerranée que par la langue française ».

Cependant, plus globalement, la génération des pionniers n'a pas baissé les bras jusqu'à élever vers l'excellence l'écriture francophone algérienne, en Algérie et en France, transformée par la nature des choses

en trait d'union postcolonial fédérateur. Kateb continuait de monter ses pièces ; Dib quittait les territoires de la mère patrie pour d'autres horizons ; Mammeri poursuivait, en plus de l'écriture romanesque, un formidable effort scientifique pour faire connaître l'histoire enfouie des ancêtres ; Djébar entamait son ascension vers l'Académie française qu'elle atteindra par son fauteuil 5, en 2005 ; etc. La première génération des auteurs, devenus « classiques », sera rejointe par des écrivains et des poètes dont le talent ne manque jamais d'éblouir. Ils ont su renouveler les thèmes et les styles d'écriture dans la période postindépendance.

Parmi ces nouvelles voix, citons pêle-mêle Rachid Boudjedra, grand « briseur de tabous », Rachid Mimouni, Tahar Djaout, Youcef Sebti, Habib Tengour, Arezki Metref, Abdelkader Djemaï, Salah Guemriche, etc. Des plumes féminines s'étaient également imposées comme Leïla Sebbar, Myriam Ben, Yamina Mechakra, etc.

NAISSANCE ALGÉRIENNE DE LA « LITTÉRATURE BEUR »

À partir des années 1970, dans le contexte de la montée du racisme



Assia Djébar, l'occupante du fauteuil 5, entre 2005 et 2015, a été la première personnalité littéraire d'origine nord-africaine à être élue à la prestigieuse Académie française. Une juste récompense pour l'ensemble de son œuvre (©D.R.).

anti-algérien en France qui a engendré le combat pour l'égalité mené par le mouvement dit « beur », des auteurs, enfants d'immigrés, se révéleront et s'imposeront dans la littérature francophone avec des saveurs algériennes. On peut même dire qu'ils ont inventé un nouveau genre, que certains ont baptisé « littérature beur », qui est issue, selon Laura Reeck, d'un « déplacement originel » qui fait d'elle une « littérature en mouvement ». La chercheuse américaine précise que ce genre a été porté, durant les années 1980, « par des écrivains français d'origine algérienne, avant de se diversifier pour offrir un corpus littéraire plus large, qui a mûri. Cette littérature a des lecteurs aux quatre coins du monde, et ses écrivains rayonnent, agissent et s'associent à l'échelle internationale ». Elle a en effet donné de brillants écrivains, dont certains

noms franco-algériens sont devenus familiers dans la littérature française : Azouz Begag, Mehdi Charef, Akli Tadjer, Tassadit Imache, etc. « Pourtant, constata Reeck, de vives tensions demeurent quant à [leur] place dans le champ littéraire français, un champ qui pourrait s'effacer pour céder la place au "French Global" ou à la littérature-monde. Tandis que la diversité de la langue française dans le monde est bien réelle, la diversité en France provoque toujours trouble, agitation et ignorance ».

CES ALGÉRIENS «STARS» DES RENTRÉES LITTÉRAIRES DEPUIS 20 ANS

Il semblerait que cette distinction entre littérature française, littérature algérienne francophone et littérature « franco-algérienne », que nous

préférons à l'appellation littérature « beur », s'est plutôt estompée progressivement à partir des années 1990. Durant cette décennie trouble, celle du terrorisme islamiste en Algérie, on a vu l'avènement d'autres auteurs de langue française, algériens ou d'origine algérienne, marqués par la période post-octobre 1988. Rachid Mokhtari souligne, dans son livre *La graphie de l'horreur* (Chihab Éditions, 2002), qu'« une nouvelle exploitation littéraire de l'Algérie s'est manifestée au début de la décennie et, principalement, à partir de 1993/1994, année fantoche des premiers assassinats des intellectuels et écrivains algériens ». Il a recensé une cinquantaine d'ouvrages en langue française, décrivant « l'urgence face à la violence islamiste, qui ensanglante toutes les régions de l'Algérie, de sa capitale à ses confins montagneux ».



L'écrivain algérien le plus traduit et le plus lu au monde, Yasmina Khadra est « le visage » de la littérature francophone algérienne en France, une véritable star du monde culturel (©AFP).

Une « écriture de l'urgence » s'installera, effectivement, et s'étalera jusqu'au début des années 2000. Ses auteurs sont acculés par une actualité de sang. Christiane Chaullet-Achour, elle-même universitaire algérienne qui a quitté son pays en 1994 pour venir en France, a constaté la prolifération, en cette parenthèse sanglante, de « textes où se mêlent témoignages et œuvres créatrices ». De son côté, Abdelkader Djemaï, journaliste et écrivain, a évoqué les « souffrances des auteurs algériens », contraints de quitter leur patrie où les auteurs, surtout francophones, étaient devenus « une cible » prioritaire des assassinats.

Le centre de créativité de la littérature francophone algérienne subira un glissement géographique vers la métropole de l'ancien empire colonial, où il va rebondir de plus belle. Tout au long des deux dernières décennies, les rentrées littéraires françaises se sont « algérianisées », quantitativement et qualitativement. Leurs éditeurs parisiens connaîtront, d'ailleurs, un succès remarquable, parfois exceptionnel, avec notamment des romans qui se vendent comme des petits pains. L'incarnation absolue de cette reconnaissance hexagonale des écrivains algériens de ce début de siècle est, sans hésitation, Yasmina Khadra, star des librairies, des salons, des festivals et de la presse culturelle. D'autres plumes sont très appréciées par la critique et les lecteurs français : Anouar Benmalek, Boualem Sansal, Kamel Daoud, Salim Bachi, Kaouther Adimi, Maïssa Bey, Mustapha Benfodil, Chawki Amari, etc. La scène littéraire française compose aussi, singulièrement depuis la fin des années 1990, avec des « machines » franco-algériennes à vendre du livre : Nina Bouraoui, Malika Mokeddem, Faïza Guène, Sabri Louatah, Alice Zeniter, Magy Cherfi, Lilia Hassaine, etc.

Cerise sur le gâteau, en 2020, une jeune mystérieuse auteure algéroise, du nom de Sarah Rivens, arrive avec fracas dans le monde de la littérature francophone par la porte de la dark romance. Son premier roman *Captive* a été lue par plus de 9 millions de lecteurs sur la plateforme spécialisée Wattpad. Ayant acheté ses droits, la maison d'édition Hachette publie *Captive* sous forme de trilogie, entre 2022 et 2023. Les trois

parties, toutes classées en tête des listes de best-sellers et de livres électroniques en France, ont déjà placé Rivens parmi le top 10 des écrivains algériens les plus lus de tous les temps. Les bénéfices de la vente de *Captive* sont estimés à 3,5 millions d'euros, uniquement sur le marché français ! Autant dire que c'est une autre dimension pour la littérature algérienne d'expression francophone, d'un génie intarissable. ♦



Nina ou plutôt Yasmina Bouraoui est l'une des écrivaines les plus prolifiques de sa génération « beur ». La majeure partie de son œuvre est liée à l'Algérie, le pays de son père, le sien. Le Prix Renaudot 2005 publie déjà deux nouveaux romans en 2024 (JC Lattès), inspirés de son enfance entre la France et l'Algérie : Grand Seigneur & Le désir d'un roman sans fin (©Patrice Normand).

JOURNALISTES ALGÉRIENS EN FRANCE : 30 D'EXIL POUR MIEUX REBONDIR

Malgré les conditions difficiles dans le pays d'accueil, de nombreux journalistes algériens ont quitté leur pays d'origine, l'Algérie, pour s'installer en France. Certains y sont depuis plus de 30 ans. Entre le « mal du pays » et le combat de survie au quotidien, pour la majorité d'entre eux, ils ont essayé de rebondir, tant bien que mal, dans le journalisme et le monde des médias français. Mission souvent impossible !

PAR ALI BOUKHLEF

Je n'avais jamais pensé à partir avant. Mais à un moment donné, la coupe était pleine ; je ne pouvais plus rester en Algérie ». Malgré un emploi de journaliste radio, plutôt stable pour notre profession, Mohamed a décidé de « tout quitter et partir en France ». Nous sommes pourtant au milieu des années 2000, la décennie noire bien derrière nous, mais ce journaliste chevronné qui a passé des dizaines d'années à la radio d'Etat, se rappelle seulement qu'il n'en pouvait plus. Avec sa femme, également journaliste radio, il a décidé de tout laisser « pour assurer un meilleur avenir » à ses enfants. Comme ces deux parents, plusieurs dizaines de journalistes algériens, tous profils confondus, ont quitté leur pays à destination de la métropole française entre 1993 et 2023. Pour sauver leurs vies, durant les années du terrorisme, puis par ras-le-bol de leur situation socio-professionnelle.

Si la France est la destination préférée de ces « exilés d'opinion », c'est par affinité culturelle et sociale. Il est toujours plus facile pour eux de y trouver un point de chute en



Tahar Djaout est le premier journaliste assassiné par les terroristes islamistes durant la Décennie noire en Algérie. Grièvement blessé dans un attentat, à Alger, le 26 mai 1993, il meurt le 2 juin 1993 (©D. Martinez).

arrivant grâce à la présence certaine d'au moins un membre de la famille, un proche ou encore un ami parmi la forte communauté

algérienne répartie sur l'ensemble du territoire français. L'embarras du choix. Il va sans dire que la langue française y, quand même, pour

beaucoup. Sa maîtrise fait d'eux de candidats idéaux à l'emploi immédiat. Malheureusement, un peu trop souvent en dehors de leur métier de prédilection.

LES JOURNALISTES ALGÉRIENS FUIENT LE TERRORISME ISLAMISTE

Selon différentes études consacrées au sujet, des journalistes algériens se sont installés en France dès les premières années de l'indépendance nationale en 1962, à la recherche d'opportunités et de cieux plus cléments. Mais leur nombre a explosé littéralement, et n'a cessé de grossir, depuis les années 1990. Confrontés au terrorisme, ces femmes et hommes de médias n'avaient d'autres choix que d'abandonner leurs vies algériennes.

Ce fut le cas d'Abdelkader. Cet ancien journaliste, qui a travaillé dans plusieurs quotidiens, s'est résolu à quitter son pays dès 1993. « C'est en mai de cette année-là que Tahar Djaout inaugura la triste liste d'une centaine de journalistes assassinés durant la Décennie noire », se remémore-t-il. Suffisante comme motivation de départ.

C'est ainsi également, qu'après l'assassinat de Smaïl Yefsah en octobre 1993, Ahmed, qui travaillait dans diverses rédactions algéroises, a décidé de partir. C'était pour se « mettre à l'abri », témoigne-t-il tout simplement, dans Intelligentsias algériennes. Le double exil (Koukou Éditions, 2023), un ouvrage scientifique de bonne qualité de l'universitaire Karim Khaled. « Chaque jour, je me disais que ça pouvait être mon tour. Il fallait donc se protéger. », y raconte encore le journaliste.



Que ce soit durant les années 1990 ou ces quelques dernières années, avec l'arrivée d'une nouvelle vague d'exilés post-Hirak 2019, il n'est jamais évident pour un journaliste algérien primo-arrivant en France de poursuivre sa carrière. La case reconversion professionnelle est quasi-obligatoire pour tous (Carte de presse française, ©AFP).

NOUVELLE VAGUE D'EXIL DES JOURNALISTES ALGÉRIENS

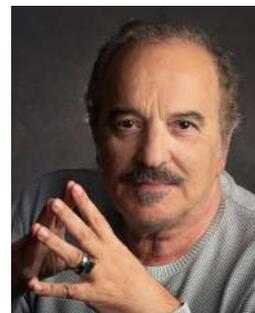
À la fin de la crise sécuritaire des années 1990, qui a massivement poussé les journalistes algériens à l'exil en France, d'autres motivations émergent chez plusieurs consœurs et confrères, majoritairement d'ordre socio-professionnel. « Comportement de certains responsables hiérarchiques qui ne laissent pas émerger les compétences et qui préfèrent les critères d'allégeance », l'une des raisons qui ont poussé Mohamed à s'exiler, précarité sociale, censure et autocensure, etc., sont autant de facteurs qui ont créé un ras-le-bol généralisé, qui ne laisse présager que « la solution de la valise, de l'aller sans retour ».

20 ans plus tard, les raisons de l'exil « volontaire » des journalistes algériens sont redevenues essentiellement politiques depuis le Hirak de 2019. Certains à qui nous avons parlé ont « quitté précipitamment le pays par peur d'être arrêtés après l'engagement dans le mouvement populaire ». Et contrairement à leurs aînés des années 1990, ces nouveaux exilés de la presse algérienne ne peuvent pas rentrer en Algérie dans leur

écrasante majorité ; à moins de prendre le risque d'être arrêtés ou d'être bloqués. Les Algériens installés à l'étranger ne peuvent pas quitter le pays une fois rentrés s'ils sont soumis à l'Interdiction de quitter le territoire national (ISTN), qui touche actuellement des centaines de citoyens. Or, selon plusieurs témoignages, l'arrivée en France ne signifie pas la fin du calvaire pour de nombreux journalistes algériens, loin de là. Ils sont confrontés à la fin de leur carrière journalistique.

En l'absence de débouchés dans l'Hexagone, ils s'orientent vers d'autres métiers, moins valorisants. Certains se sont retrouvés à travailler dans des hôtels, restaurants, marchés, etc., pour gagner leurs vies. C'est le cas de Mohamed qui a « dû travailler dans des chantiers une fois arrivé ». D'autres, un peu chanceux, travaillent dans de petits médias associatifs ou communautaires, très peu rémunérateurs. Seuls quelques-uns, voire rares, ont réussi à décrocher de « vrais » emplois dans de grandes rédactions parisiennes, dont les grandes chaînes de télévisions et les radios. Ces médias lourds demeurent difficiles d'accès y compris pour les journalistes français d'origine algérienne. ♦

“ Quand je raconte l’histoire de nos aînés, c’est aussi l’histoire de France que je raconte ”



AKLI TADJER
Écrivain franco-algérien



Après une vingtaine de romans, publiés entre 1984 et 2019, dont beaucoup d’histoires puisées dans l’immigration algérienne en France, l’écrivain franco-algérien Akli Tadjer s’est attelé à un travail de fond sur l’histoire commune entre sa France natale et l’Algérie, pays de ses ancêtres. Cela a donné une fresque, qui « pourrait faire l’objet d’une série télé », augure le romancier, également auteur d’une dizaine de scénarios. Il s’agit d’une trilogie romanesque qui raconte des histoires franco-algériennes ou algéro-françaises, qui vont de 1939 à 1962. Le troisième tome vient d’être publié : *De ruines et de gloire* (Les Escales, 2024). Il est consacré à la période trouble en Algérie qui a suivi le cessez-le-feu de mars 1962. Le premier tome *D’amour et de guerre* (Les Escales, 2021) raconte la participation des jeunes algériens à la Seconde Guerre mondiale, souvent enrôlés de force dans l’armée française dès 1939. Quant au deuxième tome *D’audace et de liberté* (Les Escales, 2022), il brosse les conséquences de l’après-guerre sur les immigrés algériens en France à partir de 1945, qui aspiraient eux aussi à la liberté.

PROPOS RECUEILLIS PAR WALID MEBAREK

À présent que votre trilogie est bouclée avec *De ruines et de gloire*, avez-vous le sentiment d’une mission accomplie par rapport à votre objectif de départ ?

Je suis allé au bout de mon idée d’écrire une fresque historique qui me tenait à cœur depuis toujours. Les Escales, ma maison d’édition, m’en a donné l’opportunité. Je voulais raconter, avec un regard différent, notre histoire. Celle de nos aînés projetés dans les tumultes et les petits bonheurs de la Grande Histoire. Après la défaite de 1940, les Allemands ne voulaient et ne pouvaient emmener les dizaines de milliers de prisonniers des colonies françaises chez eux. Ils craignaient qu’ils leur apportent toutes sortes de maladie. Alors, ils ont fait construire des camps de travail et comme ils ne pouvaient les garder, ils ont chargé des prisonniers

français de faire le sale boulot à leurs places. Le dé clic, c’était ça, la découverte de ces Frontstalags réservés aux soldats coloniaux dont les geôliers étaient ceux qui les avaient précipités dans ce chaos.

Comment est venue l’idée de tracer ce fil romanesque d’une histoire franco-algérienne de 1939 à 1962 ?

C’est un projet que j’avais à l’esprit depuis fort longtemps. Je savais qu’il me faudrait faire de nombreuses recherches historiques, et je ne suis pas historien, je ne suis qu’un chercheur d’histoire. Je voulais fouiller dans la part d’ombre de l’histoire de France et trouver ce qu’avaient enduré nos anciens pendant la Seconde Guerre mondiale, l’après-guerre et durant la guerre d’indépendance. Pour autant, je ne souhaitais pas écrire un livre de plus sur le sujet. Je voulais un regard

différent, un regard inédit, un regard de descendant d’Algérien qui a été épargné par toutes ces convulsions. J’ai écrit pour qu’on écoute ces sans voix, et j’ai écrit pour que l’on m’entende.

Comment expliquez-vous le succès des deux premiers volets de la trilogie ?

Beaucoup de lecteurs français ont lu des ouvrages sur ces périodes écrits par des auteurs français, américains, anglais, etc. Mais une fresque historique, appellation que je préfère à « trilogie » qui induit une suite dans la trame romanesque alors que chaque tome est une histoire différente couvrant cette période vécue de l’intérieur par des indigènes comme on nous définissait, il n’y en avait pas dans le champ éditorial français, d’où le succès *D’amour et de guerre*, qui s’est confirmé par

D'audace et de liberté. L'essentiel des retours qui me sont revenus, c'est que beaucoup de Français de « souche » et de descendants d'immigrés d'Afrique du Nord ne savent pas grand-chose de leur histoire car quand je raconte l'histoire de nos aînés, c'est aussi l'histoire de France que je raconte.

Quelle suite donner à ce travail ?

Un de mes plus grands plaisirs, et cela me comble, est qu'une maison d'édition algérienne, Casbah Éditions pour ne pas la nommer, publie la trilogie et que celle-ci est étudiée dans les facultés d'Algérie. Il m'arrive souvent que l'on m'écrive d'ici ou d'Algérie pour me dire qu'ils étudient mes textes, qui sont plus que de la fiction mais un travail de mémoire indispensable. Par ailleurs, il est question d'adaptation de la fresque pour une série sur France Télévision, mais je ne sais pas plus à ce jour.

Il y a 40 ans paraissait votre premier roman, Les A.N.I. du « Tassili », justement adapté à la télévision. Comment êtes-vous venu au monde de l'écriture depuis l'âge de 30 ans ?

Oui c'est vrai, 40 ans déjà. Quel vertige ! C'est passé si vite. Quand on a 20, 30 ans, on croit que la vie dure l'éternité mais quand on arrive à mon âge, on sait qu'elle ne dure que le temps d'une étincelle. À 30 ans, j'espérais refaire le monde. J'espérais un monde sans haine, sans racisme, j'espérais en l'homme pour faire simple. Comme John Lennon pour faire encore plus simple. Quatre décennies plus tard, nous avons reculé de quatre cases. Rien ne sert de leçon à personne. Et c'est la guerre, toujours la guerre, recommencée. La guerre, les guerres sont des marqueurs dans la grande histoire de la communauté humaine. Voyez les livres d'histoire,

quel que soit le pays, elles sont des repaires qui les ont façonnés. C'est triste mais c'est ainsi. Mais, il faut encore et toujours, y croire, c'est cela ou les ténèbres sans fin.

Nous étions quelques mois après la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983. Vous sentiez-vous un Français comme un autre ou bien aviez-vous le sentiment d'être cet A.N.I. (arabe non identifié) dans un pays où ce n'était pas facile d'être un Algérien ?

Il n'est facile d'être Algérien nulle part en France et en Europe, hier comme aujourd'hui. La peur du musulman, la violence, l'islamisme et ses années de terrorisme collent à la peau. Et cela quel que soit le milieu social. Me concernant, je me suis toujours considéré comme Algérien ou Franco-algérien. Ce qui n'est pas sans engendrer une certaine schizophrénie que j'ai su dompter avec les ans. J'ai toujours rejeté le mot « beur » qui renvoyait à un no man's land identitaire ; ni arabe, ni kabyle, ni français, ni algérien : pas grand-chose quoi ! Au final, je n'étais que moi-même un « algéro-parigot » comme on disait dans la presse. Ce qui n'est pas faux. Quand j'étais jeune, rien ne m'arrêtait. « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace... », disait Danton. J'ai suivi son conseil. J'ai cru en mon étoile avec beaucoup de naïveté, bien m'en a pris.

Vous faisiez en tout cas œuvre de pionnier en la matière. Quels sont les écrivains algériens de France ou d'Algérie que vous appréciez aujourd'hui et pourquoi ?

J'ai beaucoup aimé Rachid Mimouni, je crois que j'ai lu tous ses romans. Il est dans le petit panthéon de mes

auteurs préférés. J'ai aussi lu Rachid Boudjedra, une immense plume ; Nina Bouraoui, ses livres me parlent comme on dit familièrement ; Mehdi Charef, qui a malheureusement disparu des radars. Aussi, de jeunes talents ne manquent pas aussi bien en Algérie qu'en France. Les peuples heureux n'ont pas d'histoires, nous, nous avons encore de la marge pour écrire.

Comment selon vous les Algériens de l'immigration ont marqué et marquent l'histoire de la France du XXe siècle à aujourd'hui ?

Selon moi, ils ont été des forces d'appoint pour moderniser la France, mais pas seulement. Ils ont souvent servi de lien entre la France et l'Algérie. Ils ont été aussi des facteurs de divisions dans la société française, la guerre d'Algérie traîne toujours dans l'esprit des gens, elle est le point Godwin des relations entre les deux pays.

En regardant dans le rétroviseur l'histoire de la présence des Algériens en France, quelles figures marquantes vous reviennent en dehors du monde littéraire ?

Il y a plusieurs bien sûr, beaucoup dans le spectacle, sans doute parce qu'ils me proposent d'autres fêtes que celles de la littérature, Rachid Taha évidemment, Méziane Azaïche, créateur du Cabaret Sauvage, salle devenue mythique des spectacles parisiens, Idir indémodable, Zebda et tant et tant d'autres. Des ministres aussi : Azouz Begag, Fadela Amara et Rachida Dati. Dans le domaine de la recherche, la nouvelle directrice de l'Institut Pasteur, Yasmine Belkaid est un modèle. En ce qui concerne le sport, Zidane et Benzema sont devenus iconiques. La liste des belles réussites est longue, mais je vais m'en tenir là pour ne vexer personne. ♦

MUSIQUE ALGÉRIENNE DE L'EXIL, PARTIE INTÉGRANTE DE LA CHANSON DE FRANCE

D'Aïssa Djermouni, premier artiste algérien à se produire à l'Olympia, et de Slimane Azem, doyen de la chanson kabyle de l'exil, jusqu'au rappeur Soolking et Dj Snake qui explosent tout sur les plateformes en ligne, en passant par Rachid Taha, père du rock arabe, ainsi que Cheikha Remitti, Cheb Mami et Cheb Khaled, Mamie, Prince et King du raï, les musiques d'origine algériennes donnent, depuis un peu plus d'un siècle, du piment, de la couleur, du peps et du rythme à la chanson française. Rétrospective.

PAR SAMIR GHEZLAOUI ET YACINE FARAH

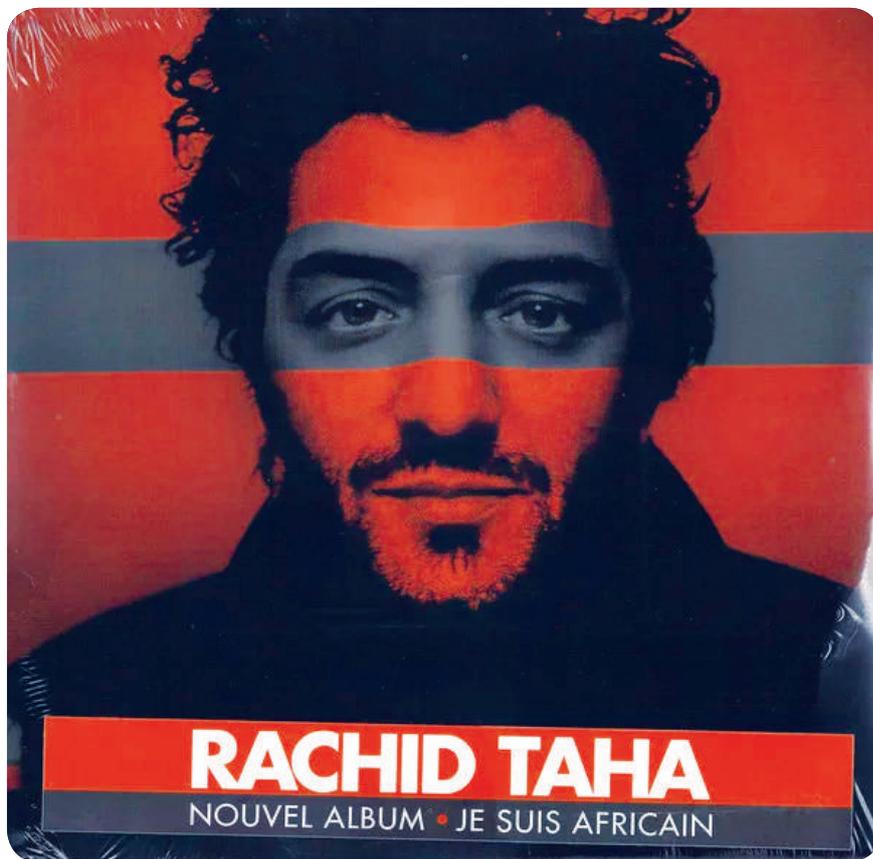
Si l'on y a à choisir un seul artiste français d'origine algérienne qui a donné ses lettres de noblesse à la musique de l'exil en France intergénérationnelle, Rachid Taha sort facilement du lot. De ses débuts avec le groupe rock Carte de séjour, en 1980, jusqu'à son album posthume *Je suis africain* en 2019, il a incarné sans complexe un style musical métissé franco-algérien, rock-raï, qui parle tout à la fois aux jeunes français de toutes les origines fans de la musique urbaine, aux Franco-algériens épris du patrimoine musical importé depuis l'Algérie et à un public international qui savait particulièrement savourer son « invention » de rock arabe, dont l'hymne est *Rock el Casbah*.

RACHID TAHA, LE ROCK DE LA CASBAH DANS LA DOUCE FRANCE

Dans l'exposition itinérante *Douce France*, du titre de l'une de ses chansons reprenant elle-même celui de la célèbre chanson de Charles Trenet, que le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) a créé en 2021, Taha est célébré comme l'artiste qui a réus-

si à réconcilier les jeunes français d'origine immigrée avec leur Pays. « L'héritage de Rachid Taha, c'est d'avoir non seulement rendu fiers les enfants d'immigrés de leur culture d'origine, mais aussi d'avoir

ouvert les yeux, les oreilles et les cœurs du plus grand nombre à la diversité culturelle, à la richesse du dialogue, des langues, des cultures et des identités. », résume l'historienne Naïma Yahy, l'une des deux



*Rachid Taha, le rockeur arabe qui chantait la France, l'Algérie et l'Afrique (pochette de l'album posthume *Je suis africain*, 2019).*

commissaires de l'expo avec la chercheuse Myriam Chopin.

Cependant, avant et après le natif de Sig, dans l'Oranie, la musique algérienne en France ou de France a toujours su imposer des chanteurs populaires et consensuels, qui abouissent les frontières culturelles entre le Français et l'Algérien. « La France des couleurs », pour reprendre le beau titre du regretté Idir, un autre chantré d'une musique algérienne universelle, a été peinte par des artistes immigrés, algériens notamment.

LA CHANSON DU BLED, REMÈDE DU « MAL DU PAYS »

Au début des années 1920, les premières petites communautés d'immigrés algériens commencent à s'installer en France, plutôt à la marge des villes françaises. Pour la plupart, ouvriers ou soldats durant la Première Guerre mondiale, ils ont fait le choix de tenter leur chance en restant travailler en métropole pour mieux subvenir aux besoins de leurs familles au « bled ». Rapidement ils se rendent compte que l'exil, à ce moment-là « choisi », est trop dur, entre des emplois ingrats et éprouvant physiquement ainsi que les salaires et les logements de misère, le « mal du pays » fait des ravages. Ils trouvent alors refuge dans des cafés de « fortune », bientôt dans des bistrotts et des cabarets, pour se retrouver, manger, boire et, surtout, écouter la musique traditionnelle, bien de chez eux, lors de soirées festives animées par des jeunes chanteurs mateurs, ouvriers le matin et artistes le soir.

Parallèlement, une jeune génération d'artistes « professionnels » émergent en Algérie, grâce notamment à la station locale Radio Alger, créée en 1926, qui les produisaient



El Hadj M'hamed El Anka est le pionnier, au début des années 1930, de la musique la plus populaire dans l'immigration, pendant la période coloniale et les quelques décennies qui suivront l'indépendance, en l'occurrence le chaâbi. Il va aussi influencer beaucoup de futurs grands artistes de l'exil (©D.R.).

et leur offraient du temps d'attente. En effet, il faut attendre le début des années 1960 pour voir les émissions de radio et les maisons de disque parisiennes s'intéresser à l'enregistrement et la diffusion des artistes d'origines algérienne. En attendant, de l'autre rive de la Méditerranée, les nouvelles stars de la chanson « indigène » prennent leurs aises et se permettent même de se produire en France, notamment dans la région parisienne : Mahieddine Bachtarzi, Larbi Bensari, Salim Halali, etc.

YA RAYAH Ô EL MENFI, L'ALGÉRIE MON BEAU PAYS

Les premiers immigrés apprenaient leurs chansons par cœur, et pour certains, ils avaient même la chance de les voir sur scène en France, comme ce fut le cas avec le chanteur chaoui Aïssa Djermouni, le premier artiste algérien à se produire à la salle mythique de

l'Olympia, en 1937.

Mais la chanson algérienne de l'exil atteint un niveau supérieur avec l'avènement d'El Hadj M'hamed El Anka, maître pionnier du style « chaâbi » (populaire en arabe), au cœur de la casbah d'Alger, au début des années 1930. Bien qu'il passe sa vie entière dans la rive sud, ses chansons ont traversé la Méditerranée, devenues les unes après les autres la source principale du répertoire de la chanson algérienne « grand public ». Lui-même originaire de Kabylie, il a influencé beaucoup de jeunes chanteurs montant à son époque, lui le chef de l'orchestre chaâbi de la Radio d'Alger, à l'image de Slimane Azem et Cheikh El Hasnaoui, très portés sur le folklore kabyle à leurs débuts. C'est la naissance du chaâbi kabyle, qui va profondément marquer la chanson algérienne de l'exil.

Le chaâbi a d'ailleurs donné plusieurs hymnes immortels à l'immigration algérienne : la chanson Yal Menfi (le banni), chantée en arabe par un autre chanteur kabyle, Akli Yahyaten, durant les années 1950 ; Ya Rayah (ô partant) de Dahmane El Harrachi, qui a eu un succès phénoménal dès sa sortie en France, en 1973. Comme Yal Menfi, Ya Rayah a été reprise plus tard par Rachid Taha ; la chanson Algérie mon beau pays de Slimane Azem, interprétée en français durant les années 1970.

En pleine guerre d'Algérie, temps où il ne fallait pas trop se montrer en tant qu'Algérien à Paris, un lieu culturel historique servait de tribune d'expression aux artistes algériens : le cabaret oriental Tam Tam. On y voit défiler Salim Halali, Souad l'Oranais, Cheikh El Hasnaoui, Akli Yahyaten, Salah Saadaoui etc., ainsi que la petite vedette de l'époque Warda Al Jazairia. C'est son papa qui tenait ce cabaret, qui organisait des activités

SLIMANE AZEM, PREMIER DISQUE D'OR D'UN ARTISTE ALGÉRIEN

Natif de l'Algérie, en 1918, à Agouni Gueghrane (Kabylie), Slimane Azem a migré en France dès 1937 pour aider ses parents, issus d'une famille paysanne. En France, il est, d'abord, ouvrier dans une aciérie de Longwy en Lorraine (est). Ensuite, il sera mobilisé dans l'armée française en 1939, au début de la Seconde Guerre mondiale. Réformé en 1940, il s'installa à Paris pour travailler dans le métro, avant d'être rattrapé par la guerre. En effet, en 1942, il a été réquisitionné par le STO (Service

du travail obligatoire) et envoyé dans un camp à Rhénanie (ouest de l'Allemagne), jusqu'à la fin du conflit.

De nouveau parisien en 1945, il achète un café dans le 15^e arrondissement.

Ce lieu de vie pour l'immigration algérienne lui a permis de lancer véritablement sa carrière artistique, entamée déjà depuis quelques années. Pendant et après la guerre d'Algérie, Azem souffre de sa relation difficile avec l'Algérie, à cause des positions politiques de son frère Ouali, militant pro-Algérie française et député français de Tizi-Ouzou (1958-1962). Alors qu'il ne partageait pas ses opinions, comme l'indique clairement son œuvre, Slimane a été banni de son pays aux premières années de l'indépendance, puis il refusa à son tour d'y retourner, quelques années plus tard, quelque chose ayant été cassée en lui. Néanmoins, le chanteur a toujours été reconnu par la diaspora algérienne, d'expression berbère ou arabe, comme un artiste fédérateur de l'immigration. En 1970, il reçoit le premier disque d'or remis à un artiste algérien en France. Il s'éteint en janvier 1983, dans sa ferme à Moissac (Occitanie).



Rester ou s'en aller...
S'en aller ou rester...

Refrain Mon cœur, pourtant, réfléchit
S'il doit rester ou s'en aller,
S'il doit s'en aller ou rester ;
Ni il s'en est allé ni il est resté,
Ni il est resté ni il s'en est allé.
Sa maladie s'est installée ancienne,
Et sa vie, le malheureux, tient à un fil.

Il m'a demandé conseil. Je lui ai dit de rester
Alors que lui voulait s'en aller ;
Je lui ai dit, alors, de s'en aller
Alors que lui voulait rester.
Je lui ai dit de s'en aller, il voulait rester ;
Je lui ai dit de rester, il voulait s'en aller.
S'il avait un guide
Il resterait ou s'en irait.

J'attends s'il change de pensée,
S'il reste ou s'il s'en va.
Je lui ai alors dit de rester,
Il me répond c'est alors à toi de t'en aller.
Quand je lui dis de s'en aller, il veut rester ;
Quand je lui dis de rester, il veut s'en aller.
Quand je le conseille, que je parle ou me tais,
Il ne sait s'il doit rester ou s'en aller.

Il s'en est allé un jour mais en pensée
Il est revenu avant d'être parti.
Notre droit n'a rien réglé ni décidé,
Notre chance est petite.
Si je m'en allais, il veut rester ;
Si je restais, il veut s'en aller
Tandis que je demeure perplexe
Lui saigne de ses blessures.

Slimane Azem
chanteur kabyle
et conteur de l'émigration.

Traduction de la chanson *Ur iruh ur yeqqim* de Slimane Azem, publiée par Abdelmalek Sayad dans son célèbre article « Les trois «âges» de l'émigration algérienne en France » (*Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1977).

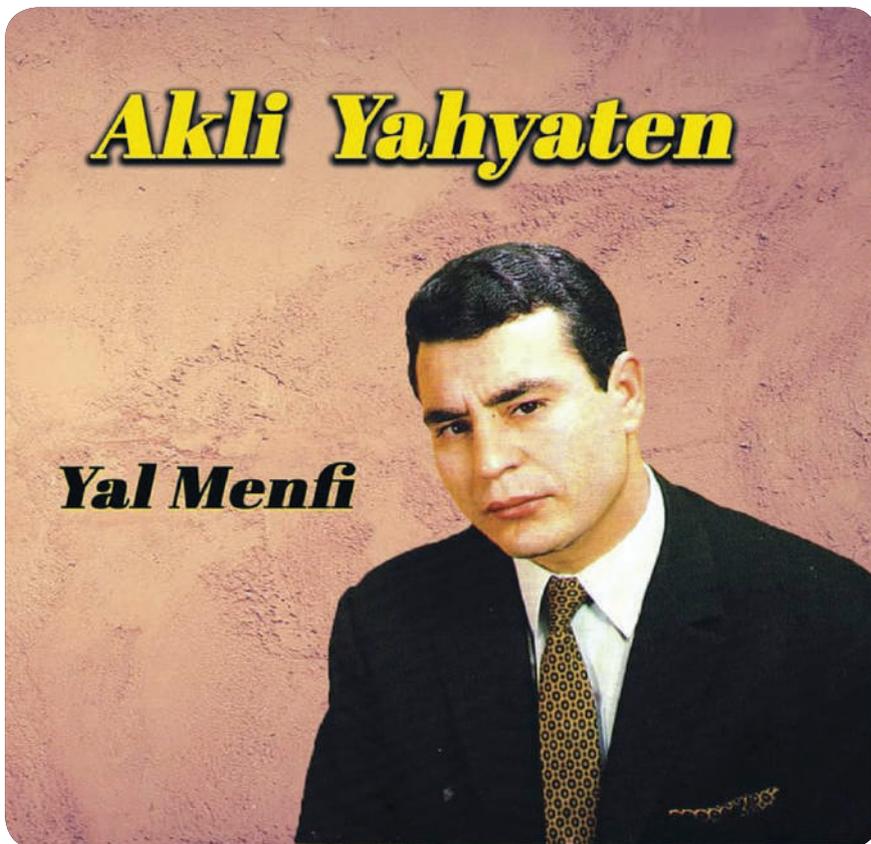
S. G.

culturelles et soutenait, en même temps, l'indépendance de l'Algérie en collectant l'argent pour le Front de libération nationale (FLN). Tous les chanteurs maghrébins et arabes qui vivaient en exil se sont produits dans la célèbre rue Saint Sauveur, dans le 5^e arrondissement de Paris.

SLIMANE AZEM, LE POÈTE QUI DOMPTA L'EXIL

Les années soixante seront marquées par l'arrivée d'une nouvelle vague d'émigrés algériens en France. Poussés par la misère, ils étaient à la recherche d'un emploi pour nourrir la famille restée au pays. Un poète a bien décrit cet exil, « forcé » cette fois-ci : Slimane Azem. Lui-même exilé, ne pouvant plus retourner en Algérie pour des raisons politiques, il a symbolisé les artistes arrachés de force à leur terre algérienne.

Tous les vendredis et samedis soir, les ouvriers algériens se bouscullaient pour l'écouter dans des cafés arabes ou kabyles de la région parisienne. Mais pas que ! L'enfant de la Kabylie est devenu, avec le temps, une grande star, en chantant aussi en français. Sa célèbre chanson *Algérie mon beau pays* fait pleurer jusqu'à aujourd'hui les nostalgiques du pays. On peut aussi citer la chanson d'exil préférée du sociologue de l'immigration algérienne en France, Abdelmalek Sayad : *Ur iruh ur yeqqim* (Rester ou s'en aller... S'en aller ou rester...), traduite par ses soins et publiée dans un article académique en 1977. Avec Cheikh Nouredine, Azem produisait également des sketches qui dénonçaient les travers des sociétés algérienne et française. Il a chanté aussi l'arrachement de milliers de personnes de leurs familles, de leur terre ainsi que les discriminations qu'ils endurent en métropole, en



Écrit en 1959 par Akli Yahyaten, alors emprisonné à Grenoble, la chanson Yal Menfi (le banni) est le premier hymne de l'immigration algérienne, avant Ya Rayah (ô partant) de Dahmane El Harrachi et Algérie mon beau pays de Slimane Azem (pochette de l'album Yal Menfi, 1962).

pleine guerre d'Algérie. Pour l'ensemble de son œuvre, un hommage inédit lui a été rendu de son vivant par un certain Lounis Aït Menguellet. Ce dernier et Lounès Matoub, assassiné en 1998, sont considérés, à juste titre, comme les dignes successeurs du parrain de la chanson algérienne d'expression kabyle, au pays et dans l'exil. C'était lors de son premier concert à l'Olympia en 1978, qui a attiré plusieurs milliers d'immigrés venus découvrir ce nouveau chanteur longiligne et timide. En plus de chanter la guerre et les sacrifices consentis par les martyrs, Aït Menguellet s'était également intéressé aux souffrances des exilés. Dans l'une de ses célèbres chansons, il parla en leur nom : « De l'usine à la maison, nous ne voyons point de

lumière ». Il y raconta, avec force détails, la vie des travailleurs immigrés, obligés de se lever chaque matin aux aurores, en plein froid, pour aller travailler à la chaîne dans les usines de Renault et de Peugeot, dans des mines de charbon, etc.

IDIR, LA NOUVELLE NOTE MUSICALE DANS LES MILIEUX IMMIGRÉS

Dans sa chanson *Toi pars, moi je reste*, il a tenu à rendre hommage à Slimane Azem et à tous ces Algériens « chassés » de leur pays sans espoir d'y retourner. Aucune personne ne peut guérir des afres du déracinement, y compris le grand Azem, qui s'est résigné à vivre et à mourir en exil, à l'âge de 64 ans, sans jamais pouvoir revoir

l'Algérie de son enfance. Après Aït Menguellet et avant les passages réguliers de Matoub dans les salles françaises, à partir des années 1980, c'était au tour d'un nouvel arrivant sur la scène musicale, en l'occurrence Idir, d'envahir les cœurs des immigrés algériens, mais aussi, une première du genre, ceux des Français. Et pour cause, son premier disque *A Vava Inouva*, produit à Paris en 1976, a rencontré immédiatement un grand succès parmi la communauté algérienne et le public français d'une manière général. Il est devenu par la suite un tube planétaire.

Dans sa chanson *Le temps est venu pour partir*, l'enfant de la haute Kabylie a décrit avec exactitude les départs des ouvriers algériens vers la France pour travailler : une valise entre les mains et la tête pleine de

rêves et d'espoirs. Mais il a ajouté qu'une fois arrivés, ils déchantent vite car ce qu'ils avaient trouvé ne correspondait pas à ce dont ils rêvaient. Autrement dit, des ouvriers vivant à cinq ou plus dans une chambre d'hôtel, cotisant pour manger afin d'économiser le moindre sou qu'ils devaient envoyer à ceux restés au pays.

C'étaient encore la période de vaches maigres de la fin des années 1970 pour les chanteurs de l'exil également, mais en même temps pleines de promesses. Dans cette période, des disquaires et des maisons de disques spécialisés dans la chanson algérienne commençaient à voir le jour à Paris : Éditions Azwaw, projet auquel a contribué Idir en 1978 ; Triomphe musique ; etc.

Idir a ouvert de nouveaux horizons. Il a su capter un nouvel auditoire

composé essentiellement de citoyens français pour qui la chanson algérienne n'était pas très accessible au départ. Il connaîtra un grand succès au sein de l'immigration algérienne, mais sa notoriété dépassera largement les frontières hexagonales dès les années 1990.

RAÏ & RAP, LA FIERTÉ DES DZ EN FRANCE

En 1986, la déferlante du raï qui s'abat sur la France et la diaspora algérienne. Cette musique née dans les bas-fonds des villes de l'ouest algérien, telles qu'Oran, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, etc., avant de s'imposer en France puis en Europe, a fait ses preuves, cette année-là, comme chanson d'exil grâce au premier Festival Raï, organisé par la mairie de Bobigny et la Maison



*Idir, digne héritier de Slimane Azem, incarnait brillamment la chanson de l'immigration d'expression kabyle après lui. Sa chanson *A Vava Inouva* (1976) lui avait rapidement ouvert les portes vers le public français et international (©Patrick Swirc).*

de la Culture de Seine-Saint-Denis. Cheb Khaled, Cheb Mami, Raïna Raï, etc., donnèrent de la voix pour faire découvrir, à quelques 2000 spectateurs, ce nouveau genre musical qui tranchait complètement avec ce que la communauté immigrée algérienne écoutait jusqu'alors. « Au diable » les thématiques sur l'exil, le déracinement et la dureté de la vie, place aux paroles légères, aux histoires d'amour, etc. L'écho est sans appel. La même année, la Grande Halle organise un autre grand concert de raï avec la participation de la légende Cheikha Remitti et les autres stars du genre : les Meddahates, Cheb Khaled, Belkacem Bouteldja, Raïna Raï, Bellemou Messaoud, etc. Ce sont eux qui feront de cette musique de l'Oranie un véritable phénomène mondial et un courant artistique populaire majeur, comme le rap, le reggae ou le fado.

Le raï, au-delà de la joie qu'il procure, a le mérite d'avoir rendu fiers les Algériens de France, enfin existants et positivement cités dans l'espace public. Alors que la chanson algérienne, en général, n'était que rarement programmée sur les télévisions et les radios françaises, le raï a complètement changé la donne. Les géants du raï Khaled, Mami et Remitti étaient invités régulièrement à participer à des émissions culturelles de prime time. Une revanche pour une communauté invisibilisée depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Ce champ des possibles ouvert par le raï a été bien occupé, particulièrement à partir des années 1990, par un autre genre urbain : le rap, dont l'incarnation originale a été le rappeur d'origine algérienne Rim'K, alors leader du groupe 113 avec lequel il a annoncé la couleur Ni barreaux, ni barrières, ni frontières (1998). Le tube Tonton du Bled (1999), interprété en solo par



Soolking fait taire les sceptiques depuis plus de cinq ans maintenant, qui ne croyaient pas trop à la fusion entre le rap français et algérien. Mais sa touche DZ atypique lui a permis de faire une percée remarquable dans le monde de la chanson française. Aujourd'hui, c'est l'un des rappeurs les plus fédérateurs et les plus populaires en France (©D.R.).

Rim'K, est devenu un morceau culte du rap français. Avec beaucoup d'autodérision, pour déconstruire certains clichés racistes, il caricature l'immigration algérienne en France et affirme sa double identité franco-algérienne, à la fois de « banlieusard » et de « blédard ». Comme d'autres groupes qui innovèrent dans le rock français, en l'occurrence Zebda et Cheikh Sidi Bémol en lui greffant des instruments et des rythmes musicaux typiquement algériens, Rim'K a ajouté sa patte DZ dans le rap français. Toute une génération de rappeurs franco-algériens, en tête de liste des meilleurs ventes de

disques et visionnages en ligne durant la dernière décennie, a suivi son exemple : Lacrim, Fianso, Sinik, L'Algérino, Médine, ou encore, plus récemment, les phénomènes PNL et Soolking. Tout en racontant leur vie de jeunes français d'origine algérienne, ils n'oublient pas dans leurs paroles et musiques d'évoquer l'Algérie, celle de la colonisation, mais aussi celle de l'autoritarisme postindépendance. Le tout, souvent dans une langue française « algérianisée ».

Parmi les nouveaux genres, la musique électro et de mixage a permis à DJ Snake, d'origine algérienne lui aussi, de devenir l'artiste français



le plus écouté au monde. Avec son morceau hommage au raï et à l'Algérie Disco Maghreb (2022), 157 millions de vues sur YouTube jusque-là, il a rendu fier tout un peuple, celui de sa mère, le sien.

RENOUVEAU DE LA CHANSON FÉMININE D'ORIGINE ALGÉRIENNE

La musique moderne franco-algérienne, regroupée sous le genre Raï N B, a par ailleurs relancé les femmes d'origine algérienne sur la scène. Hormis peut-être dans le raï, avec notamment Cheikha Remitti et Cheba Zahouania, qui a commencé sa carrière au début des années 1980, les voix féminines algériennes

Souad Massi, virtuose de la guitare et de la pop folk, se distingue sur la scène musicale française par son élégance authentique et sa capacité à fidéliser son public tout en douceur. La chanteuse algéroise est la force tranquille du paysage musical franco-algérien (©D.R.).

ne résonnaient plus vraiment en France, ou alors discrètement, entre la fin des années 1970 et celle des années 1990. C'est-à-dire depuis l'époque de Taos Amrouche, la poétesse kabyle qui ensorcelait son public par des préludes tout aussi tristes que magiques, et de la chanteuse Noura, disque d'or en 1970. Pour entendre des voix de la même beauté, il faut attendre le début années 2000 avec la chanteuse lyrique Amel Brahim-Djelloul.

La voie du retour en grâce des chanteuses d'origine algérienne sur

la scène musicale française « grand public » a été tracée par Nâdiya, de son vrai nom Nadia Zighem. Elle a été révélée par le télé-crochet Graines de star, diffusé sur M6 à partir de 1996. Dès son premier album (Changer les choses, 2001), avec un style pop teinté de touches orientales, elle a séduit la télévision et l'industrie du disque, qui ont alors couru à la recherche de talents du même genre. Depuis, une armada de jeunes artistes franco-algériennes s'est imposée parmi les tops de la musique féminine en France : Chimène Badi, Amel Bent, Kenza Farah, Sheryfa Luna, Zaho, etc., et dans d'autres styles importés crument d'Algérie : Samira Brahmia, Souad Massi, Amel Zen, etc. ♦

“ L’Algérie est le pays de mon père, il est devenu le mien par mes créations ”



DOROTHÉE-MYRIAM KELLOU

Journaliste, réalisatrice et écrivaine

L’histoire de l’attachement de Dorothee-Myriam Kellou à l’Algérie s’est faite au nom du père, Malek Kellou, cinéaste algérien immigré en France. Enfant pendant la guerre d’Algérie, ayant assisté aux exactions de l’armée française dans son village kabyle de Mansourah (hauts de Bordj-Bou-Arredj), il n’a jamais réussi à transmettre son histoire, sa culture et ses langues (berbère et arabe) à ses deux filles Malya et Myriam, nées à Nancy d’une mère française. La journaliste indépendante a été bouleversée par la découverte de l’héritage paternel douloureux, qui sera l’objet de ses nombreux projets durant les cinq dernières années : À Mansourah, tu nous as séparés (fim-documentaire, 2019) ; L’Algérie des camps (podcast de huit épisodes, France Culture, 2020) ; Nancy-Kabylie (essai, Grasset, 2023).

PROPOS RECUEILLIS PAR WALID MEBAREK

Journaliste, réalisatrice, podcasteuse et maintenant écrivaine, tout votre travail est en lien avec l’Algérie. Pourquoi ?

En tant que journaliste, j’ai également travaillé sur d’autres sujets que l’Algérie. Spécialisée sur le Moyen-Orient, j’ai notamment révélé l’affaire Lafarge dans Le Monde en juin 2016. Cette enquête sur le financement indirect du groupe Etat islamique par le cimentier Lafarge en Syrie a été récompensée par le prix TRACE International de l’investigation journalistique à Washington, première ex-aequo avec le consortium International des journalistes d’investigation (ICIJ), qui ont révélé l’affaire des Panama Papers. Ce sont notamment les rapports au pouvoir et à la vérité qui m’intéressent. Quelles voix entend-t-on dans la presse, dans la littérature, les livres d’histoire...? Lesquelles sont largement absentes, marginalisées voire « silencieuses » ? Je suis sensible à ces dernières en particulier. Sans doute parce que j’ai grandi avec les silences de mon père,

dont j’ai aujourd’hui compris les raisons. La fabrication du silence est aussi politique.

En quoi votre histoire très personnelle que vous écrivez dans Nancy-Kabylie, rejoint-elle la grande histoire des Algériens en France ?

Nancy-Kabylie est un essai personnel librement réimaginé à partir de mes recherches, rencontres, souvenirs et rêves. Il part d’un endroit de questionnement très intime qui touche à l’universel. Je m’en rends compte à la lecture des nombreux courriers de lecteurs bouleversés que je reçois. Je sens même chez certains une détresse. Ils me posent des questions, inquiets. Comment ai-je pu interroger mon père ? Comment faire une archéologie de la mémoire familiale ? Est-ce trop tard lorsque les anciens sont déjà décédés ? Qui questionner alors ? Je leur réponds, allez au village, interrogez les traces qu’il reste de l’histoire, sur place, dans les livres, dans les archives coloniales en France, partout où les pièces

du puzzle de son/notre histoire se trouvent.

Il y a une force à puiser dans ses replis intérieurs, si difficiles à raconter. C’est la subjectivité dans l’histoire qui m’intéresse. Comment chacun vit l’histoire, comment elle résonne en soi. Dans mon film À Mansourah, tu nous as séparés, c’est la parole intime que je cherchais déjà. Quand les témoins se raccrochaient au grand discours officiel sur l’histoire, je les invitais à revenir à eux. Leur réponse était : « A’oudhou bi Allah min kalimat ana ». Ils demandaient pardon à Dieu d’oser dire « je ».

Or, c’est le « je » qui m’intéressait. Celui qui a tant de mal à se dire. Je suis étonnée de découvrir des constantes dans l’histoire. J’ai rencontré récemment une jeune femme « française*algérienne », comme j’aime nous appeler, qui a 20 ans de moins que moi. C’était très troublant. Elle portait les mêmes questions. Pourquoi mon père ne m’a pas transmis sa langue, le kabyle, ou l’arabe, la langue de son pays ? Pourquoi ne m’a-t-il jamais parlé de son enfance en Algérie ? Que peuvent recouvrir ses silences

si lourds ? Elle, comme moi, se sent amputée d'une partie de son histoire. Nous sommes si nombreux, descendants d'Algériens en France, à nous interroger et à chercher à réparer ces ruptures dans la transmission. Je pourrai aussi parler de la génération de mon père. En menant mes recherches, j'ai compris qu'il avait lui aussi souffert d'un manque de transmission et de repères historiques. « Nos ancêtres ne sont pas des Gaulois », me dit-il un jour. Cette phrase est toujours vraie. Quelle est l'histoire de nos aïeux ? Comment l'écrire avec les blancs créés par l'effacement colonial ?

Justement, comment vous débrouillez-vous avec vos deux origines, seriez-vous une Algérienne-française ou une Française-algérienne ?

J'essaie d'y répondre dans mon livre Nancy-Kabylie. Je crois que l'on est piégé par ces injonctions à se définir. J'aime la liberté de revendiquer cette double appartenance et de jouer avec les hiérarchies. Française en premier, ou algérienne en premier ? Je crois que le quotidien est musique et que l'on va sans cesse chercher dans ses gammes. Pour essayer de dire la richesse qui peut nous constituer, j'aime l'astérisque à la place du trait d'union, qui peut aussi se lire comme négation. Comme je vous l'ai dit auparavant. Française*algérienne. Au moment où j'écris, je dirai algérienne*française, car c'est la part de mon histoire algérienne qui résonne avec l'actualité à Gaza. La situation ressemble à bien des égards à la politique de regroupements que j'ai documentée en Algérie. Des civils déplacés de force contraints de vivre dans des camps de fortune, qui ne sont, hélas, pas épargnés par les bombardements israéliens. Mais le désir de justice

est universel. Il ne se cantonne pas à une nationalité. C'est ma part d'humanité qui entre en écho avec la souffrance à Gaza et s'inquiète du silence auquel sont soumis les Gazaouis, par le blocus et les biais médiatiques en faveur du point de vue de l'occupant.

Votre père est algérien, votre mère française. Mais vous qui êtes-vous exactement ?

Qui suis-je ? Qui sommes-nous ? Mon père aime raconter cette légende berbère. Nous serions à la recherche des miroirs brisés de notre identité. Et s'il faut parcourir le monde, j'irai, je l'ai fait : en Égypte, en Palestine, aux États-Unis, en Algérie, etc. Qui suis-je ? C'est la deuxième fois que vous me posez la question dans cette interview. Faut-il y lire une injonction à choisir, à décider ? Cela crée chez moi et bien d'autres beaucoup de désarroi ! Peut-on échapper à cette question qui s'est posée dès l'épo-

que coloniale, et avec plus d'acuité encore, pour les enfants « métis », de « sangs mêlés », disait-on, qui jetaient un certain trouble ? Qui étaient-ils ? Étaient-ils indigènes ou Français de plein droit ? Sans nier les tensions qui peuvent nous traverser aujourd'hui encore, j'aime imaginer une identité multiple et ouverte. En ce sens, Édouard Glissant, philosophe de la créolité, me sort de l'aporie d'un monde binaire et opposé. Je rejette la « racine unique » ou doublement unique. « La racine unique tue tout ce qu'il y a autour d'elle. Elle est sectaire et intolérante. Il faut remplacer l'idée de la racine unique par l'idée de l'identité-Relation ou rhizome. », écrit-il.

L'Algérie est une mère nourricière, mais l'histoire l'a montré, elle peut aussi être vorace et dévorer ses enfants. Je l'aime en la trouvant parfois dévorante, comme un amour trop fort, dont il faudrait parfois s'éloigner pour retrouver son souffle. L'Algérie est le pays de mon père, il est devenu le mien, notamment grâce à toutes mes créations. J'y ai tissé de beaux liens avec des hommes, femmes, mères algériennes, qui ont su m'accueillir et me chérir.

Des mois que vous avez vécus en Algérie en 2019 que reteniriez-vous de ce pays et de l'attirance-répulsion de beaucoup d'Algériens avec l'ancien pays colonisateur ?

Je pense notamment à la regrettée écrivaine et poétesse Amina Mekahli, décédée le 7 mai 2022, qui a écrit le roman Nomade brûlant (ANEP éditions, 2017) et travaillé comme moi pendant de nombreuses années sur l'histoire des regroupements de populations pendant la guerre d'Algérie. Elle y a perdu sa santé. Elle le disait. Elle souffrait d'avoir touché de si près les affres que cause le



Le réalisateur Malek Kellou sur l'une des scènes du film-documentaire *À Mansourah, tu nous as séparés de sa fille Dorothée-Myriam Kellou*, 2019 (©CNC).

déracinement et le silence qui le recouvre. Paix à son âme !

Ce grand voyage a mis fin à mes illusions tenaces. L'Algérie est aujourd'hui pour moi, peut-être que cela évoluera, un pays de passage et non d'ancrage. Il est plus facile d'y passer, de s'y émerveiller que de s'y ancrer. J'ai grandi en France et il me manquait les codes pour naviguer dans les institutions et la société algériennes. Au début, je trouvais amusant de multiplier les gaffes, d'être à moi toute seule un film comique, mais à force le décalage devient pesant. J'aime l'Algérie, ce pays fait aujourd'hui profondément partie de moi, mais l'effort du retour est trop grand. J'y ai pensé un temps, rêvé même d'investir l'appartement et le quartier où a vécu ma grand-mère Mebarka à Alger, et je me suis découragée. Il y avait trop de travaux, trop de questions d'héritage à régler. Et la répression du Hirak a fini d'achever mes espoirs sur une véritable ouverture du pays. J'ai enterré le mythe du retour pour lui substituer le désir du passage, pour écrire, raconter, faire des films sur une société qui me semble plus apaisée vis à vis de la France qu'on ne le dit souvent.

Peut-on dire que le lien entre France et Algérie malgré la Révolution et l'Indépendance est indissoluble par les nombreux parcours d'hommes et de femmes issus de l'immigration algérienne depuis le début du XXe siècle ?

C'est certain, les deux pays sont intrinsèquement liés. À nous de l'accepter et de travailler avec, au lieu de chercher sans cesse la coupure, la séparation. Il y a aussi de nombreux liens qui se tissent avec d'autres pays. Mes cousins rêvent aujourd'hui d'aller au Canada, pas en France. Ils rêvent d'un horizon libéré de ce passif historique. Espérons qu'il pourra un jour advenir

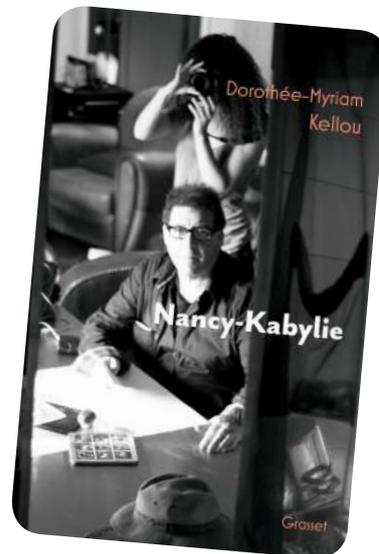
en France. La rente mémorielle sur cette histoire existe aussi en France. Nous ne sommes pas libérés d'un discours qui définit en termes positifs la colonisation et ne supporte pas bien qu'on puisse lui tendre un autre miroir.

En quoi le plus d'un siècle de présence et d'apport des Algériens en France, est-il selon vous un enrichissement ?

L'enrichissement me paraît évident. Devoir le rappeler m'attriste. C'est aux politiques à formuler publiquement cet enrichissement. Mais la tendance actuelle est davantage au dénigrement. Heureusement, il y a des institutions et personnalités capables de le formuler ou par leur simple présence et travail l'incarner. Je pense à tous ceux qui rappellent à la France ses idéaux : liberté, égalité, fraternité ; et exigent de la République qu'elle ne se fourvoie pas. Il est là notre plus grand apport. Notre attachement à ces idéaux, qui sont de plus en plus mis à mal avec la montée de l'extrême droite. La loi sur l'immigration en est le plus vil exemple.

En regardant dans le rétroviseur l'histoire de la présence des Algériens en France, quelles figures marquantes vous reviennent ?

Je pense notamment aux pères du nationalisme algérien, de l'émir Abdelkader, mystique, intellectuel et résistant, emprisonné au château d'Ambroise, à Messali Hadj, indépendantiste, marié à Émilie Busquant, une Française de Lorraine, région où j'ai grandi. J'ai aussi à cœur de parler des écrivains, Assia Djebar en premier lieu, qui a ouvert la voie aux femmes créatives dans la littérature et le cinéma. Je pense aussi aux cinéastes, de mon père Malek Kellou à Malek Bensmail, en passant par les plus jeunes et promet-



Page de garde du livre de Dorothée-Myriam Kellou : *Nancy-Kabylie* (Grasset, 2023).

teurs Djamel Kerkar, Hassan Ferhani, avec qui j'ai travaillé sur mon film. Dans la musique, Rachid Taha est le premier nom qui me vient. Il avait réussi, magnifié cette synthèse « française*algérienne ». Il disait à raison : « Je suis Français tous les jours, algérien pour toujours ». Je cite des noms connus mais je n'oublie pas ceux qui pourraient être voués à l'oubli : Tahar le fleuriste du quartier où j'ai grandi à Nancy, qui m'offrait chaque jour une fleur quand je passais le soir, à Djamel qui tient toujours le bar du coin, à mes oncles du dimanche quand mon père cuisinait un poulet familial et invitait tous ses copains algériens, Idriss, Boualem, etc. Je pense aussi à mes copains bouchers et boulangers du Nord parisien qui ont à cœur de m'apprendre chaque jour un mot de kabyle. J'évoquerai aussi toutes ces rencontres que j'ai faites en France, les Arabengers, des femmes qui organisent fête et réflexion autour de nos héritages, Narimene, Amel, Mounira, qui me transmettent une part de leur Algérie. Elles et ils sont nombreux ces êtres que j'aime et qui peuplent mon Algérie réelle et imaginaire. ♦

YASMINE BELKAID INSTALLÉE À LA TÊTE DE L'INSTITUT PASTEUR

Nommée directrice générale de l'Institut Pasteur, par son Conseil d'administration, en mars 2023, la professeure Yasmine Belkaid a pris officiellement ses fonctions en janvier dernier pour un mandat de 6 ans. La Franco-algérienne est une chercheuse de renommée internationale, grâce à ses travaux sur la relation entre les microbes et le système immunitaire.

PAR SAMIR GHEZLAOUI

A 55 ans, la native d'Alger incarne la consécration absolue pour une femme de sciences en France, de surcroît d'origine algérienne. Un double symbole. L'ancienne étudiante de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), est devenue, le 2 janvier 2024, la deuxième femme Directeur de l'Institut Pasteur depuis sa création par Louis Pasteur, en 1887. Elle est ainsi son 16e successeur. Il est aussi très important, pour des millions de jeunes chercheurs d'origine immigrée qui aspirent à des rêves paraissant inatteignable, notamment les femmes, de savoir que cette nomination fait de Pr Belkaid la première personnalité scientifique algérienne, africaine et musulmane à occuper un tel poste. « Je sais pouvoir compter sur la grande diversité de talents et la liberté d'esprit qui font l'identité de l'institut. Je prends mes fonctions avec la volonté de défendre la recherche scientifique française et européenne face aux défis existentiels auxquels elle est confrontée », a-t-elle déclaré lors de sa prise de fonction. Elle ajouta en guise de conclusion : « Je mettrai tout en œuvre pour redonner à la jeune génération de chercheuses et de chercheurs l'envie de s'investir dans et pour la science ». À cette occasion, le président du Conseil d'administration de l'Institut Pasteur, Yves Saint-Geours, a salué son « expertise scientifique, médicale et en santé publique », en se réjouissant d'avoir à la tête de l'institut une scientifique qui fait honneur à « son héritage » dans un « environnement hautement concurrentiel et devant les défis mondiaux et multisectoriels auxquels l'institut est confronté ».

PRODUIT DE LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE L'UNIVERSITÉ ALGÉRIENNE ET FRANÇAISE

La carrière de Yasmine Belkaid dans la recherche a commencé par l'obtention, en 1993, d'un master en biochimie de l'USTHB. Venue ensuite poursuivre ses études en France, elle obtint un DEA de l'université Paris-Sud, puis un doctorat en immunologie en 1996, dans le même établissement universitaire et en collaboration avec l'Institut Pasteur, où elle a étudié « les réponses immunitaires innées à l'infection par *Leishmania* ». Rapidement, elle devient l'un des scientifiques les plus reconnus au monde en ce qui concerne les maladies infec-



Pr Yasmine Belkaid, fraîchement installée comme Directrice générale de l'Institut Pasteur, prend la pose devant le portrait de Louis Pasteur en format de mosaïque, une œuvre réalisée par Valérie Zeitoun (janvier 2024, ©Institut Pasteur).

tieuses et l'immunologie. Avant qu'elle soit, aujourd'hui, l'auteur de «220 articles scientifiques sur l'infection, l'immunité, l'immunologie, le microbiote et la nutrition», selon les informations de l'Institut Pasteur, sa renommée précoce la conduira aux États-Unis à l'entame du IIIe millénaire. Elle y suit un stage postdoctoral en «biologie des parasites intracellulaires», dans l'un des instituts de la prestigieuse agence fédérale américaine NIH (National Institutes of Health ou Instituts américains de la santé). Finalement, elle s'installe chez l'Oncle Sam, en 2002, pour mener ses recherches sur «l'immunologie moléculaire et l'immunologie des muqueuses». Parallèlement, à partir de 2005, elle a occupé des postes importants au sein des différentes structures de la NIH. Elle y dirigeait, de 2021 à 2023, le «département de l'immunité de l'hôte et du microbiome». Membre de plusieurs comités et conseils scientifiques internationaux, Pr Belkaid a en outre reçu de nombreux prix et distinctions de ses pairs : Prix Sanofoi-Institut Pasteur (France), en 2016, qui récompense annuellement des chercheurs d'envergure internationale pour l'excellence de leurs travaux dans les sciences du vivant ; Lurie Prize in Biomedical Sciences (États-Unis), en 2019, attribué chaque année en récompense pour la réalisation exceptionnelle par un jeune scientifique prometteur dans le domaine de la recherche biomédicale ; Prix Robert Koch (Allemagne), en 2021, décerné tous les deux ans pour récompenser les travaux distingués sur l'hygiène hospitalière et la prévention des infections. Avec de belles réalisations à la tête de l'Institut Pasteur, elle pourrait prétendre au prix ultime : le Nobel de médecine. C'est, en tout cas, ce que nous lui souhaitons ; pour le bien de l'humanité, qui a dévoilé sa fragilité immunitaire lors de la pandémie de la Covid-19, et pour honorer l'université publique algérienne, qui joue depuis l'indépendance la pépinière pour les universités et instituts de recherche français et internationaux. ♦

MÉDECINS ALGÉRIENS, LE PILIER QUI EMPÊCHE L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ EN FRANCE

Ils seraient environ 6 000 praticiens généralistes et spécialistes à exercer régulièrement et de plein droit en France. Les médecins formés en Algérie constituaient, en 2023, plus de 37% des médecins étrangers nés hors Europe établis dans l'Hexagone. L'année dernière, sur les 2 000 places ouvertes lors des épreuves de vérification des connaissances (EVC), ils étaient 1 200 Algériens à valider leur diplôme. De quoi faire parler du côté sud de la Méditerranée où la presse algérienne dénonce « une saignée », tandis qu'en France, le sujet ressurgit à la faveur des débats autour de la loi sur l'immigration et sur la régularisation des praticiens à diplôme hors Union Européenne (Padhue).

PAR ZAHRA RAHMOUNI

Le 18 janvier dernier, un rassemblement organisé par plusieurs syndicats a eu lieu devant le siège du ministère français de la Santé pour dénoncer la « situation de précarité administrative dans laquelle sont placés les Padhues » et appeler à leur régularisation. Entre 2 000 et 3 000 de ces médecins sont menacés de perdre leur emplois et pourraient faire face à une obligation de quitter le territoire français (OQTF) faute d'avoir eu des résultats positifs lors des EVC. Des épreuves pour lesquelles ils n'ont pas eu le temps de se préparer correctement à cause de l'importante charge de travail qui pèse sur eux dans les hôpitaux où ils exercent, expliquent les représentants de médecins.

Cette situation indignes les syndicats qui précisent que les Padhues permettent de maintenir à flots le système de soin français car ils représentent près d'un quart des praticiens en milieu hospitalier. Nombre d'entre eux ont d'ailleurs été recrutés lors de la pandémie de la Covid-19 alors que la France était en état d'urgence sanitaire. Au moment où le système de soin français fait face à de nombreuses lacunes, la situation des médecins étrangers a fait réagir jusqu'au plus haut sommet de l'État. Le président



Le gouvernement français multiplie depuis des années les plans d'attractivité pour attirer les médecins français vers l'hôpital public, sans grand succès. Ce sont plutôt les médecins étrangers, dont environ 6000 algériens, qui l'empêchent de s'effondrer comme lors de la pandémie de la Covid-19 (illustration, ©AFP).

français, Emmanuel Macron, avait exprimé le 16 janvier sa volonté de régulariser « nombre de médecins étrangers ». « Ils tiennent parfois à bout de bras nos services de soins et nous les laissons dans une précarité administrative », a déclaré le chef de l'Etat français. En outre, le projet de loi sur l'immigration, adopté par le parlement français le 19 décembre 2023, prévoit l'instauration d'une nouvelle carte de séjour pluriannuelle « talent - professions médicales et de la pharma-

cie » afin de faciliter l'installation des Padhues. Parmi les bénéficiaires, figureront des centaines de médecins formés en Algérie.

LES MÉDECINS ALGÉRIENS, LA CHEVILLE OUVRIÈRE DE L'HÔPITAL PUBLIC

Les médecins algériens exerçant actuellement en France font partie en grande majorité des brigades de soignants qui tiennent l'hôpi-



Le malaise des médecins algériens dans leur pays les encourage à s'expatrier de plus en plus vers la France (image d'archives, ©AFP).

tal public français à bout de souffle. Comme les autres médecins étrangers, ils ne comptent ni les heures de travail, qui peuvent atteindre parfois 70 heures par semaine, ni les gardes qui s'enchaînent. Malgré cela ils ne disposent pas du même statut et des mêmes salaires que leurs confrères français. En effet, les Padhues qui exercent sous le statut de Praticien attaché associé (PAA) sont rémunérés à hauteur de 2 200 euros par mois, tandis que les Stagiaires associés (SA) touchent un salaire mensuel de 1 500 euros. À la précarité administrative s'ajoute ainsi l'inégalité salariale.

Ces médecins, pour lesquels la France n'a pas financé ni d'études ni de formation, constituent pour le gouvernement une solution peu onéreuse pour lutter contre les déserts médicaux, lit-on dans une étude de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES), publiée en octobre 2023. Celle-ci révèle, dans le même sillage, que «les médecins généralistes libéraux nés et diplômés à

l'étranger sont davantage installés dans les marges rurales que leurs homologues formés en France» et contribuent «de façon importante à atténuer la raréfaction de l'offre médicale dans les marges rurales et les espaces périurbains sous-dotés». Selon la même étude, «29 238 médecins diplômés à l'étranger exercent en 2023 en activité régulière, soit 12,5 % des effectifs totaux». Parmi ces praticiens étrangers, «55 % (soit 16 080, ndlr) ont un diplôme extra européen obtenu principalement en Algérie (37,4 %), en Tunisie (10,4 %) et en Syrie (9,5%)».

POURQUOI LES MÉDECINS ALGÉRIENS SE TOURNENT VERS LA FRANCE ?

Sans compter les milliers de médecins franco-algériens et étudiants algériens qui poursuivent des études médicales en France, le système de santé français dispose d'un « inépuisable » vivier en Algérie de personnels compétents prêts à l'em-

ploi, et de surcroît pas cher ! Malgré les conditions administratives et salariales synonymes de « galère », de l'aveu des concernés eux-mêmes, de plus en plus de médecins algériens sont tentés par la poursuite de leurs carrières professionnelles dans la rive nord de la Méditerranée, y compris pour s'installer dans les déserts médicaux français. Comment peut-on expliquer cela ?

Il y a d'abord la proximité linguistique. « Nos études en Algérie sont calquées sur la pratique française », explique Wassim*, un médecin algérien de 34 ans qui travaille en France depuis plus d'un an, après avoir suivi une formation en médecine et une spécialisation en cardiologie à Alger. Dans son cas, la présence de membres de sa famille dans ce pays a également pesé dans la balance. « Professionnellement, la France reste un pays qui participe activement à l'innovation et l'évolution de la médecine mondiale », ajoute le jeune médecin, qui regrette le manque de moyens dans les structures publiques algériennes. Ce sentiment est partagé par Amine, médecin de 27 ans qui exerce actuellement dans un hôpital public en Algérie. Ayant travaillé auparavant dans une région à l'intérieur du pays, il égrène les défaillances auxquelles il a été confronté. « Manque de plateau technique et de matériel, radio en panne, scanner non-fonctionnel... Nous travaillions dans une situation catastrophique tout en faisant de notre mieux pour sauver des vies. C'était tout simplement une médecine de guerre », raconte le jeune homme. « Si on arrive à décrocher un poste de résident (interne), il faudra travailler entre quatre et cinq ans dans les mêmes conditions avec une charge énorme de six ou sept gardes par mois et un salaire minable de 59 000 dinars par mois (403 euros au taux officiel) », poursuit-il, avouant réfléchir lui-aussi à une expatriation. De son côté, Louisa*, tout juste diplômée de la faculté de médecine d'Alger, cible la France pour des questions « d'apprentissage et de

formation ». « Je veux connaître la prise en charge multidisciplinaire », indique ce médecin généraliste dans une clinique privée de la capitale algérienne. La jeune femme de 26 ans a entamé ses démarches de visa tout en s'attendant à la « bureaucratie française indescriptible dans ce secteur », dont lui parle ses confrères algériens déjà installés dans le pays.

L'ALGÉRIE FORME TROP DE MÉDECINS, LA FRANCE PAS ASSEZ !

Par ailleurs, le manque de débouchés pose un sérieux problème en Algérie pour les étudiants en médecine. 5 000 médecins généralistes et 2 000 spécialistes sont diplômés chaque année, indiquait Mostefa Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM), au site TSA, en février 2022. Or, ces derniers ont du mal

à trouver un débouché professionnel ou ne peuvent pas accéder aux spécialités souhaitées faute d'une « bonne répartition des postes par faculté », explique Amine.

À l'inverse, la France ne forme pas assez de médecins. « Le nombre d'étudiants admis en faculté de médecine est passé de 8 500 au début des années 1970 à seulement 3 800 en 2000 », expliquaient plusieurs médecins français, opposés à la création de la carte de séjour « talent - profession médicale et de la pharmacie ». Dans une tribune publiée par le JDD en janvier 2023, ces derniers ont appelé le gouvernement français à ne pas priver l'Afrique de ses médecins et à ne pas « transférer nos déserts médicaux dans les pays issus de nos anciennes colonies ». Pour tenter de limiter les départs des médecins formés en Algérie vers la France, les autorités algériennes auraient pris une mesure « inavouée ». Depuis quelques mois, de nombreux

diplômés en médecine, en pharmacie et en chirurgie dentaire n'ont pas réussi à se faire délivrer les certifications de leurs diplômes universitaires et de leurs relevés de notes par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ils se retrouvent donc dans l'impossibilité de poursuivre leur cursus dans certains pays étrangers où ces documents sont demandés par les facultés. Une telle situation est mal vécue par les principaux concernés, qui se sentent « pris en otage ». « Avec les nouvelles réformes, ils ont restreint l'authentification des diplômes en science médicales pour les pharmaciens, médecins et dentistes, depuis mai 2023, dans le but de ralentir le départ de ces élites », confirme Louisa.

L'ALGÉRIE VEUT ENDIGUER L'EXODE DE SES MÉDECINS

Cette mesure prise dans les administrations algériennes agace les représentants d'organisations syndicales. Lyes Merabet, président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), a dénoncé une mesure coercitive qui « ne va rien régler et va créer des tensions inutiles ». De leurs côtés, les membres du Syndicat national des médecins (SNM), affilié à la centrale syndicale de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), disent « regretter une atteinte aux libertés individuelles et une entrave à la libre circulation garantie par la Constitution ». Afin de contourner ledit blocage, les médecins algériens fraîchement diplômés « ciblent les pays qui n'exigent pas d'authentification », nous dit Louisa. Et « la France fait justement partie de ces destinations qui acceptent les diplômes sans authentification », précise Amine. Une raison de plus qui encourage les professionnels algériens de la santé qui souhaite immigrer à choisir prioritairement la France. ♦



Caricature de Dilem parue sur feu journal Liberté, le 07/02/2022.

* Le prénom a été modifié à la demande de la personne interrogée.

MADJID SI HOCINE. MÉDECIN ET SYNDICALISTE FRANCO-ALGÉRIEN.

“ IL N’Y A PROBABLEMENT AUCUN L’ON NE TROUVE PAS UN MÉ-

Madjid Si Hocine est un médecin hospitalier franco-algérien, spécialiste en gériatrie. Il exerce depuis près de deux décennies. Né en France mais diplômé en Algérie, il a été à l’origine de la première importante mobilisation des « médecins étrangers » contre la discrimination administrative dont ils faisaient l’objet. C’était en 2006, il était alors président du Syndicat des médecins étrangers en France. Le syndicaliste, aussi militant antiraciste et humanitaire, a accepté de faire avec France Algérie Actualité un petit état des lieux factuel d’un combat qui lui tient toujours beaucoup à cœur.

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMIR GHEZLAOUI



Médecin franco-algérien, ancien président du Syndicat des médecins étrangers en France, Madjid Si Hocine continue son engagement syndical en faveur de l’égalité socio-professionnelle entre tous les praticiens (©D.R.).

Pouvez-vous nous fournir un aperçu général de la situation des médecins d’origine algérienne en France ?

Il s’agit d’une présence ancienne, datant d’au moins quatre décennies, avec des histoires variables. Certains, après des débuts parfois difficiles, ont fait des carrières

« standard », voire « hachées », d’autres occupèrent les premières loges. C’est le cas actuellement, par exemple, de Pr Amine Benyamina (professeur de psychiatrie, chef du département de psychiatrie et d’addictologie de l’hôpital Paul-Brousse de Villejuif, dans la région parisienne, ndlr). Depuis janvier 2014, il codirige une mission sur les addictions aux écrans à la demande du président Emmanuel Macron. Les médecins algériens en France ou franco-algériens (nés ou formés en France, ils sont généralement comptabilisés exclusivement comme médecins français, ndlr), balayaient toutes les catégories de spécialités. Il n’y a probablement aucun hôpital en France où l’on ne trouve pas un médecin d’origine algérienne !

Parmi ce beau monde, la situation spécifique des médecins formés en Algérie pose toujours un sérieux problème de reconnaissance et d’équité alors qu’ils ont maintes fois contribué à sauver le système de santé français de l’effondrement, notamment pendant la pandémie de la Covid-19.

Quels sont les principaux défis auxquels ils sont confrontés ?

Ceux qui sont des « irréguliers », comme on dit, sont en butte, à l’instar de leurs aînés, aux problèmes de reconnaissance. On ne parle pas à ce niveau de leurs compétences professionnelles, qui sont bien établies, mais plutôt de leurs diplômes. La profession de médecin en France est une profession strictement réglementée et ils doivent donc passer par un processus d’évaluation et de validation qui peut être plus ou moins long. Il faut néanmoins reconnaître qu’aujourd’hui il est plus simple et plus clair qu’il y a 20 ans, les besoins étant de plus en plus importants. Il n’est désormais plus grand monde qui ne remercie pas les « médecins étrangers », dont de nombreux algériens, d’être là.

Comment fonctionne justement ce processus de reconnaissance des diplômes médicaux algériens en France ?

Il y a essentiellement une épreuve annuelle de reconnaissance avec un concours qui permet d’enrôler un

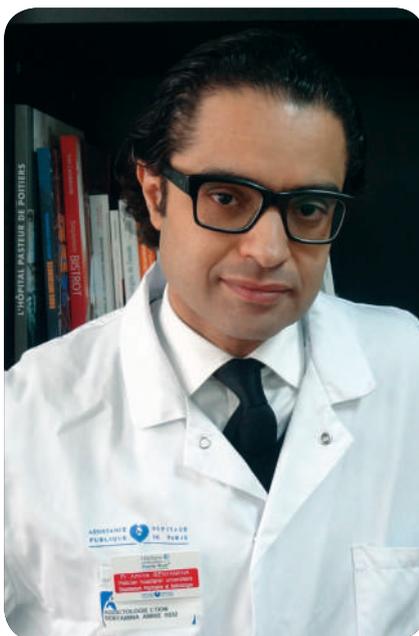
HÔPITAL EN FRANCE OÙ DECIN D'ORIGINE ALGÉRIENNE ”

certain nombre de médecins dans chaque spécialité. Ceux-ci se voient alors affecter dans un hôpital pour y faire un parcours d'une durée de deux années, en général, au terme duquel il est évalué par une commission qui valide ou pas son inscription à l'ordre des médecins. À l'issue de la crise sanitaire liée à la Covid-19, il y a eu une procédure dérogatoire d'examen des dossiers, qui se reproduira peut-être dans l'avenir si les circonstances l'exigeront.

Sur le terrain, de quelle manière les médecins algériens s'intègrent-ils dans le système de santé français ?

Il n'y a pas de mesures spécifiques pour les médecins algériens. Mais la grande proximité historique avec la France et l'importance de la communauté nationale médicale dans le pays représentent un avantage certain pour eux. Il faut le dire aussi, leur bon niveau, notamment en ce qui concerne les médecins spécialistes, et leur capacité de travailler à toute épreuve avec abnégation font qu'ils finissent toujours par trouver leur chemin. Contrairement à ce que disent certains politiques, l'Algérien s'intègre généralement très bien et facilement dans la société française, peu importe son domaine d'activité, dès qu'il trouve un terreau favorable.

Quelles sont les disparités significatives en matière de conditions de travail



Le professeur franco-algérien Amine Benyamina, chef du département de psychiatrie et d'addictologie de l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif, codirige depuis janvier 2014 une mission sur les addictions aux écrans à la demande du président Emmanuel Macron (©D.R.).

des médecins algériens par rapport à leurs homologues français ?

Dès le moment où la reconnaissance est acquise, l'égalité est de mise automatiquement. Avant, en revanche, la précarité de leur statut induit une rémunération moindre si on la compare à celle d'un praticien hospitalier français, qui est beaucoup plus confortable. Et je ne parle même pas de la possibilité d'accès à l'activité libérale, source beaucoup plus importante de revenus, à laquelle ces praticiens « non reconnus » n'ont pas droit.

Vous qui êtes médecin

engagé, pensez-vous que les droits et intérêts des médecins algériens, et étrangers d'une façon générale, sont assez défendus par les structures syndicales françaises ?

Il ne faut compter sur personne pour défendre ses droits, même s'il y a des syndicalistes humanistes qui défendent sincèrement la cause des médecins hors Union européenne. Par contre, beaucoup le font, aujourd'hui, car c'est leur intérêt après avoir soutenu longtemps qu'il fallait prendre des précautions, que tel ou tel pays ne fournissait pas des médecins de bon niveau, etc. Nécessité ayant force de loi, ils adaptent leur discours !

C'est donc aux médecins concernés de s'organiser eux-mêmes. Il y a près de 20 ans, en 2006, je faisais condamner le ministère de la Santé par la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, de 2004 à 2011, prérogatives transférées au Défenseur des droits, ndlr) pour « discrimination » envers les médecins étrangers. C'était une démarche au culot qui a changé les choses, une sorte de jurisprudence. Tous les moyens pacifiques sont bons pour défendre cette cause noble des médecins étrangers. Par exemple, j'ai bien aimé le film qui leur est consacré : Hippocrate, présenté à Cannes en 2014 ! Et de toute façon, ils doivent poursuivre leur combat contre l'injustice, qu'ils sont en train de réduire petit à petit. En



2005, près de 6000 médecins étaient des « clandestins » sans avenir, ce n'est plus le cas !

Après une longue tergiversation, le gouvernement français, confronté à la progression des « déserts médicaux », a entériné la création de la carte de séjour « talent - professions médicales et de la pharmacie ». Jugez-vous cette solution suffisante et juste pour les praticiens concernés ?

Ce n'est pas la bonne solution pour les déserts médicaux car on ne peut pas contraindre des médecins à s'installer dans un « désert » sous prétexte qu'ils ont un diplôme étranger, le Conseil d'Etat ne le permettrait pas. Xavier Bertrand l'avait tenté sans succès en 2006, alors ministre de la Santé. En revanche, on peut « noyer le marché » avec des praticiens venus d'ailleurs pour obliger les gens à aller chercher des postes là où il y a

Rassemblement des médecins étrangers (archives, mai 2022, ©France Info).

moins de « concurrence ». Pas sûr que ça marche non plus. Je crois surtout que c'est juste l'expression de pouvoirs publics débordés par une situation qu'ils n'ont clairement pas anticipée, et désormais hors de contrôle. La pénurie de médecins va encore durer pour un temps.

Quelles propositions faites-vous, pour satisfaire réellement les revendications des médecins algériens déjà en France, sans pour autant créer un « appel d'air » pour ceux qui sont en Algérie afin de ne pas compliquer davantage la situation sanitaire du pays ?

La situation a beaucoup progressé, le regard aussi. Il faut une procédure claire et rapide, respectueuse des candidats et qui les fait « mon-

ter en gamme » quand c'est nécessaire. Ce qui implique un passage par des services formateurs et pas par des services de très grande périphérie où cela dépend beaucoup des praticiens sur place.

Il faut également ne pas faire perdre de temps à ceux qui n'ont pas besoin d'un parcours d'évaluation car ils ont d'évidence un niveau égal ou supérieur au praticien de base. Ils doivent bénéficier d'une reconnaissance rapide pour exercer librement. Il faut en outre gommer, le plus possible, les inégalités de traitement et réduire les tracasseries administratives. Ces praticiens ont vocation à rester en France, autant qu'ils s'y sentent bien.

Enfin, il me semblerait juste qu'il puisse se mettre en place un processus de coopération intelligente et légitime afin que la diaspora puisse contribuer tout de même au système de santé en Algérie ; soit par le transfert de connaissances, soit par le tutorat pour des étudiants algériens d'autant que certaines spécialités ne sont pas enseignées au pays. ♦

L'IMPOSANT HÉRITAGE DES FRANCO-ALGÉRIENS DANS LE SPORT FRANÇAIS

Ils s'appellent El Ouafi Boughéra, Alain Mimoun, Zinedine Zidane, Karim Benzema, Kylian Mbappé, Louisa Necib, Brahim Asloum, Sarah Ourahmoune, Djamel Bouras, Larbi Benboudaoud, Mahiedine Mekhissi-Benabbad, Mehdi Baala, Samir Aït Saïd, Nedim Remili, Samir Bellahcene, etc. Ces athlètes de haut niveau ont tous des origines algériennes. Leur autre point commun : ils ont réussi à briller sous les couleurs françaises et à faire rayonner la France dans les plus grands événements sportifs mondiaux depuis près d'un siècle.

PAR FAROUK BOUAMAMA



Rachid Mekhloufi, maestro de l'AS Saint Étienne (meilleur club français à l'époque) et star de l'équipe de France (champion du monde militaire en 1957), avec laquelle il devait participer à la Coupe du Monde de 1958 (Suède), est devenu le symbole de la « désertion » des joueurs algériens au mois d'avril 1958 pour aller rejoindre l'équipe du FLN. Cet épisode a profondément marqué le sport français, particulièrement le football (©D.R.).

Presque cent ans se sont écoulés entre la consécration du marathonien El Ouafi Boughéra, médaillé d'or aux Jeux olympiques (JO) de 1928, à Amsterdam (Pays-Bas), et le dernier titre européen remporté par Nedim Remili et Samir Bellahcene avec l'équipe de France de handball, fin janvier dernier, à Cologne (Allemagne). Entre-temps, le sport français a réalisé de grands exploits et performances, auxquels ont largement contribué de nombreux athlètes d'origine algérienne, avant et après l'indépendance de l'Algérie.

CES SOLDATS ALGÉRIENS DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEVENUS CHAMPIONS OLYMPIQUES D'ATHLÉTISME

Des JO à la Coupe du monde de football en passant par les Mondiaux d'athlétisme et les compétitions européennes, les sportifs franco-algériens ont apposé leur empreinte à tout jamais sur les succès de la France.

Leur histoire a commencé, tel est le cas souvent quand il s'agit de la France et de l'Algérie, durant l'époque coloniale. Sous occupation, il était difficile pour un jeune algérien, en quête quotidienne de survie, de se rêver sportif ; et encore moins d'embrasser une carrière professionnelle. Alors, lorsque Ahmed El Ouafi Boughéra, né en 1898 à Ouled Djellal (100 km au sud-ouest de Biskra), effectuait son service militaire, à la fin de la Première Guerre mondiale, et finit par s'engager dans l'armée française, il n'avait jamais pensé un seul instant que sa vie allait prendre une toute autre trajectoire. C'était mal croire au mektoub (destin) ! En

1923, ayant détecté ses capacités de coureur endurant, ses supérieurs l'ont envoyé à Paris pour défendre les couleurs de leur régiment dans une compétition militaire. L'apprenti marathonien a impressionné les recruteurs présents et signé rapidement une licence au sein du Club Athlétique de la Société Générale. L'ascension est immédiate. Il est retenu pour les JO de Paris en 1924, où il boucle le marathon à la 7^e place. Ouvrier chez Renault pour survivre, il a continué néanmoins à s'entraîner toujours avec la même détermination.

Lors des JO d'Amsterdam en 1928, loin d'être favori, il a créé la surprise en bouclant en premier la course du marathon. Il est champion olympique, sensationnel ! Il était même le seul médaillé d'or français de ces JO. Il venait d'ouvrir la voie à de futurs champions algériens qui pourraient eux aussi « tutoyer les étoiles ».

C'est exactement ce que va faire, Ali Mimoun Ould Kacha, alias Alain Mimoun, un autre soldat algérien dans l'armée française. Né en 1921 à Telagh (50 km au sud de Sidi Bel Abbès), il s'engage en 1939 comme tirailleur algérien et participe à la Seconde Guerre mondiale. Après la défaite de 1940, son régiment lui servira surtout d'un lieu d'entraînement pour les compétitions de la course à pied auxquelles ils participent en France et en Algérie. Il reprend les combats en 1942 et participe à de nombreuses batailles en Afrique du Nord et en Europe, jusqu'à la fin de la guerre. Il est démobilisé en 1946. Sa carrière militaire derrière lui, il se concentra sur sa carrière sportive, qui sera tout aussi brillante dans la course de fond. Le coureur d'origine algérienne a, d'abord, gagné 3 médailles d'argent : dans le 10 000 m aux JO de 1948 à Londres (Angleterre) ; dans le 10 000 m et le 5 000

m aux JO de 1952 à Helsinki (Finlande). Ensuite, il rafla l'or du marathon aux JO de 1956 à Melbourne (Australie). Le nouveau champion olympique français est élu par le journal L'Équipe, la même année, « champion des champions », comme en 1949 lorsque qu'il gagna le Cross des Nations. Cette compétition internationale, ancêtre du Championnat du monde d'athlétisme, a été gagnée 4 fois par Mimoun, également champion de France à 32 reprises, entre 1947 et 1966, dans ses différentes spécialités (5 000 m, 10 000 m, marathon et cross-country).

JOUEURS D'ORIGINE ALGÉRIENNE, L'ÉLÉGANCE DU FOOTBALL FRANÇAIS DEPUIS LES ANNÉES TRENTE

En 1930, Ali Benouna, natif de l'actuelle ville de Chlef, est devenu le premier joueur d'origine magrébine à évoluer dans la première division du championnat français. Il est aussi entré dans l'histoire comme étant le premier footballeur algérien à intégrer l'équipe de France, en 1936. De son côté, Saïd Brahimi, né à Annaba, a été le premier joueur d'origine algérienne à inscrire un but avec les Bleus, en 1957. Dans la même année, Rachid Mekhloufi, qui était la pièce maîtresse du grand AS Saint Étienne, est sacré champion du monde militaire avec les Tricolores à Buenos Aires (Argentine). Le sétifien devait prendre part à la Coupe du Monde de 1958, en Suède, avec l'équipe de France ; au même titre que le trio de l'AS Monaco : l'annabien Brahimi et les deux algérois Abdelaziz Ben Tifour et Mustapha Zitouni. Ce sont là de vraies pépites du football grâce à leurs capacités techniques et l'élégance de leur jeu. Durant la saison

1957-1958, ils étaient 33 Algériens à évoluer entre la première et la seconde divisions françaises. Le 13 avril 1958, les meilleurs d'entre eux, y compris les internationaux qui devaient jouer le Mondial suédois, ont quitté la France discrètement. Ils sont partis en Tunisie rejoindre l'équipe de football du Front de libération nationale (FLN), basée à Tunis. Ils ont ainsi pris fait et cause pour l'indépendance de l'Algérie.

Pour entendre de nouveau parler d'un joueur d'origine algérienne en équipe de France, il fallait attendre le 24 avril 1976 quand Farès Bousdira, un très bon milieu de terrain né Jijel, jouera son unique match avec l'équipe de France. Toutefois, pour revoir un footballeur de la même trempe que la génération de 1958 sous le maillot bleu, l'attente se poursuivra jusqu'aux années 1990 avec l'émergence d'un certain Yazid Zidane, dit Zinédine, bientôt Zizou. Le marseillais, dont les parents sont originaires de Kabylie, incarnait à lui tout seul la beauté du football moderne pendant plus d'une décennie. Avec leur numéro 10 typique, les Coqs se sont donnés rendez-vous avec l'histoire le 12 juillet 1998, en finale de la Coupe du monde, au Stade de France. Il faut dire que sous la conduite d' Aimé Jacquet depuis 1993, l'équipe avait fière allure avec pleins de joueurs talentueux.

Grâce à un match époustouflant et un doublé de la tête face au Brésil, Zidane a offert à la France sa toute première Coupe du monde. Deux ans plus tard, à l'Euro 2000 au Pays-Bas, il contribua au deuxième sacre européen de la France. Il aurait pu aussi prendre sa retraite en offrant la deuxième étoile mondiale aux Bleus, lors de la Coupe du monde de 2006, organisée en Allemagne, car il avait retrouvé sa

un carton rouge après avoir donné le fameux coup de boule au défenseur italien Marco Materazzi. Malgré cette sortie triste de l'arène du football, le Ballon d'Or 1998 est resté dans l'histoire parmi les plus grands joueurs du monde de tous les temps. Il a tout gagné en équipe nationale et en club, avec la Juventus et le Real de Madrid.

Pour la deuxième Coupe du monde française, un autre brillantissime footballeur d'origine algérienne s'en est chargé en 2018, lors du Mondial russe. Il s'agit évidemment de Kylian Mbappé, né d'une mère algérienne et d'un père camerounais. Le jeune attaquant parisien n'avait pas encore bouclé ses 20 ans, pourtant il avait réussi à inscrire quatre buts décisifs dans la compétition, dont un en finale. Le phénomène Mbappé était né. En 2021, il a permis aux Bleus de remporter la Ligue des nations. En 2022, au Qatar, il a échoué de très peu d'offrir à la France son troisième titre mondial, en s'inclinant en finale, aux tirs au but, face à l'Argentine de Lionel Messi. Le génie footballistique a eu une petite consolation en remportant le soulier d'or du meilleur buteur après avoir inscrit 8 buts dans la compétition. Pour la troisième étoile, il a encore le temps, le talent, l'audace et la niaque pour l'obtenir, peut-être même dès le Mondial nord-américain de 2026.

Côté club, il rêve certainement d'avoir au moins le même palmarès qu'un autre international français, dont les parents sont des voisins des Zidane et de ses grands-parents maternels en Algérie, en l'occurrence Karim Benzema. L'homme aux 5 Champions League avec le Real Madrid est un attaquant complet, le meilleur de sa génération. En 14 ans passés au sein du plus



Avec sa médaille d'or aux JO 1996, le judoka Djamel Bouras est le troisième champion olympique français d'origine algérienne, 40 ans après le sacre d'Alain Mimoun en 1956, et le premier depuis l'indépendance de l'Algérie (sur le podium à Atlanta, 23/07/1996, ©AFP).

jeunesse durant toute la compétition et pendant la quasi-totalité du match de la finale perdue aux tirs au but contre l'Italie, montrant aux jeunes stars montantes du football mondial comment on jouait au foot, mais il a quitté le terrain sur

grand club au monde, l'ancien buteur lyonnais a remporté aussi 4 titres de La Liga, 3 Coupes du Roi, 4 Supercoups de l'UEFA et 5 Coupes du Monde des clubs. Il a inscrit au total 354 buts en 648 rencontres. En 2022, KB9 a été le cinquième joueur français de l'histoire à décrocher le précieux Ballon d'Or.

Même s'ils ont un niveau un cran au-dessous que celui de Zidane, Benzema et Mbappé, d'autres joueurs franco-algériens, passés par l'équipe de France pour la plupart, ont fait régaler les amoureux français du beau football, parsemé de gestes techniques purement maghrébins et de nombreux magnifiques buts, bref du foot spectacle. On peut citer notamment : Nabil Fekir (champion du monde 2018, même s'il a très peu joué), Samir Nasri (champion d'Europe 2004 avec les Bleus des U17), Cam- el Meriem, Mourad Meghni, Ali Be-

narbia, Mustapha Dahleb, etc.

On retrouve le même style de jeu chez les stars françaises du football féminin franco-algériennes, à l'image de Louisa Necib. Surnommée, « la Zidane du foot féminin », elle partageait avec lui la naissance marseillaise, l'origine algérienne et la grande aisance technique. Avec l'Olympique lyonnais (OL), l'un des meilleurs clubs féminins européens, où elle a pris sa retraite en 2016, elle avait réussi à décrocher 3 Ligues des champions (2011, 2012 et 2016), à gagner 9 championnats et 6 Coupes de France. Sa digne successeur au milieu de terrain de l'équipe de France féminine, n'a été autre que sa compatriote franco-algérienne Kheira Hamraoui. Comme elle, elle a remporté 3

Ligues des champions : 2 avec l'OL (2017 et 2018) et 1 avec le FC Barcelone (2021). Parmi les Bleuets actuelles, on retrouve 3 footballeuses d'origine algériennes qui vont certainement jouer les JO de cet été 2024 à Paris : Selma Bacha (4 Ligues des champions avec l'OL, en 2018, 2019, 2020 et 2022 ; ainsi que l'Euro U19 en 2019), Maëlle Lakrar et Kenza Dali. Côté espoirs, Inès Belloumou, la latérale gauche franco-algérienne qui évolue au Bayern Munich, est très appréciée par les supporters de l'équipe de France féminine U23 pour sa vitesse percutante et ses dribbles assassins.

LA BOXE, L'AUTRE SPORT ROI DES FRANCO-ALGÉRIENS

Comme on l'a vu, les athlètes français d'origine algérienne excellent sur les pistes roses et les

Zinédine Zidane inarrêtable face au Brésil en finale de la Coupe du monde 1998 (Stade de France, 12/07/1998, ©AFP).





Louisa Necib, surnommée, « la Zidane du foot féminin », lors d'un match amical en 2015 avec les Bleuettes (©D.R.).

terrains verts. Or, ils sont également particulièrement « classe » et à l'aise sur les rings. Le pionnier tricolore dans cette discipline est sans doute Chérif Hamia, champion d'Europe poids plumes en 1957, après avoir été double champion de France (1954 et 1955). De 1950 à 1959, le puncheur « beau gosse », né en Kabylie, a gagné plus de 200 combats, dont une trentaine en professionnel où il n'a enregistré que 3 défaites. La plus dure a été celle qui l'a empêché d'être champion du monde en juin 1957. Selon

certaines sources médiatiques de l'époque, il aurait subi la pression du FLN afin de ne pas gagner pour des raisons politiques liées à la guerre d'Algérie !

Mais force est de constater que l'indépendance de leur pays d'origine, en 1962, n'a pas mis un terme au désir des Franco-algériens de renforcer les sélections françaises et de représenter la France dans différentes manifestations sportives. Bien au contraire, le phénomène s'est accentué dans toutes les disciplines, à commencer par le « noble art ». Aïssa Hashas a pris la relève de Hamia de 1958 à 1968. La natif de l'oasis d'Aïn Sefra, surnommé « le jaguar » à cause de son agilité

et sa force de frappe, a été multiple champion de France des poids super-légers et vice-champion d'Europe en 1964. Sur 58 combats professionnels, il a connu seulement 12 défaites.

Depuis, d'autres boxeurs d'origine algérienne ont honoré la France des plus belles manières. Premièrement, Brahim Asloum a été champion olympique aux JO de 2000 à Sydney (Australie), catégorie mi-mouches. Dans la même discipline, il a été sacré champion du monde en 2007. Deuxièmement, Salim Medjkoune est devenu champion du monde des poids super-coqs en 2002, après avoir été double champion d'Europe du même poids (1996 et 2001). Troisièmement, plus proche de nous dans le temps, Bilal Bennama est devenu champion du monde amateur des poids mouches en 2023, après avoir remporté le bronze en 2019. Il a aussi été champion d'Europe des poids coqs en 2022.

Comme le foot, la boxe n'est plus un sport exclusivement masculin, puisque les boxeuses ont investi le ring en amateur et en professionnel à partir des années 1990, et certaines parmi elles, qui ont des origines algériennes, sont sorties du lot en France. On pense notamment à Sarah Ourahmoune, qui a décroché la médaille d'argent lors des JO de 2016 à Rio (Brésil) et la médaille de bronze au championnat du monde amateur, la même année, huit ans après avoir été championne du monde mi-mouche en 2008. Elle a, enfin, remporté une médaille d'argent au Championnat d'Europe en 2011 et une médaille de bronze en 2007. Myriam Lamare, née d'un père français et d'une mère algérienne, s'est illustrée, elle aussi, sur le ring féminin. Elle est championne du monde amateur des poids super-légers en 2002, après avoir été vice-championne du monde en

2001, année où elle est sacrée championne d'Europe. Elle refera ce dernier exploit en 2003. Passée au monde professionnel dans la même catégorie, elle a décroché le titre mondial en WBA (2004-2006), en WBF (2009-2011) et en IBF (2011).

ATHLÈTES D'ORIGINE ALGÉRIENNE, UN VIVIER DE L'ÉQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE

Mis dans de bonnes conditions sociales et sportives, les athlètes français d'origine algérienne parviennent à se hisser nombreux, au moins depuis les années 1990, au plus haut niveau mondial dans leurs sports olympiques de « prédilection » : le football, la boxe et l'athlétisme. Mais pas que ! En plus de l'or d'Asloum (2000) et l'argent d'Ourahmoune (2016) dans la boxe, Mahiedine Mekhissi-Benabbad est triple médaillé olympique dans l'épreuve du 3 000 m steeple (médaillon d'argent en 2008, médaille d'argent en 2012 et médaille de bronze en 2016). Il est, en outre, 2 fois médaillé de bronze lors du championnat du monde (2011 et 2013) et 5 fois champion d'Europe (2010, 2012, 2016, 2018 et 2014). Pour sa part, le spécialiste du demi-fond Mehdi Baala est médaillé olympique. Il a remporté le bronze du 1 500 m aux JO de 2008 à Pékin (Chine). Il est également vice-champion du monde en 2003 et double champion d'Europe (2002 et 2006). Il demeure le recordman de France du 1 000 m, du 1 500 m et du 2 000 m, après l'avoir été pour le 800 m entre 2002 et 2014. D'autres athlètes franco-algériens ont réussi à marquer leur nom en or dans d'autres disciplines à l'instar du judo, sport très populaire tant en France qu'en Algérie, c'est même une spécialité algérienne sur le continent africain. Sur le tatami des JO de 1996 à Atlanta (Etats-Unis), le



Le gymnaste franco-algérien Samir Aït Saïd est le premier athlète d'origine maghrébine à être porte-drapeau de la délégation française aux Jeux olympiques. C'était conjointement avec la judoka franco-togolaise Clarisse Agbegnenou lors des JO 2020 (cérémonie d'ouverture des JO à Tokyo, 23/07/2021, ©AFP).

judoka d'origine chaouie Djamel Bouras a fait sensation en offrant à la France une médaille d'or. Il est aussi vice-champion du monde en 1997. Lors des JO de Sydney en 2000, un autre judoka d'origine algérienne, Larbi Benboudaoud, est sacré vice-champion olympique, alors qu'il était champion du monde en titre depuis 1999. Il est aussi vice-champion du monde en 1997 et en 2003.

Par ailleurs, des sportifs originaires d'Algérie ont performé dans des disciplines où on ne les attendait pas forcément tant la compétition est rude, ne serait-ce que pour rejoindre l'équipe de France. Par exemple, en gymnastique, Samir Aït Saïd a décroché la médaille de bronze aux anneaux en 2019, lors du championnat du monde. L'athlète est également champion d'Europe en 2013. Le porte-drapeau français lors des JO de Tokyo (Japon) en 2021, premier sportif d'origine maghrébine à être désigné pour cette mission avec une grande charge symbolique, rêve

encore d'une médaille olympique aux JO de Paris. Dans la discipline qui a donné le plus de satisfaction à la France, à savoir le handball, Nedim Remili – fils de Kamel Remili, un ancien handballeur franco-algérien – est un élément clé dans l'équipe des Experts. Avec eux, il est champion olympique en titre après le sacre aux JO de Tokyo, vice-champion du monde en 2023 et, désormais, champion d'Europe 2024. Lors de la finale de janvier dernier, il a inscrit 5 buts décisifs lors de la finale devant le champion du monde en titre, le Danemark (33-31). Il partage cet exploit, qui échappait aux Français depuis 2014, avec le portier des Bleus, Samir Bellahcene, qui les a rejoints seulement au mois d'avril 2023. Lui aussi d'origine algérienne, frère de Nassim Bellahcene qui joue en équipe d'Algérie de handball, il a fait un match héroïque face aux Danois. Ce qui lui assure très probablement une titularisation aux prochaines JO, après avoir entamé l'Euro en tribunes. ♦

LE MARATHON, UNE PASSION OLYMPIQUE FRANCO-ALGÉRIENNE

À l'approche des JO de Paris, le marathon suscite autant de passion qu'il y a un siècle des deux rives de la Méditerranée. Le « marathon pour tous », événement en marge des jeux de cet été, réservé aux coureurs amateurs, compte déjà plus de 20 000 participants inscrits.

PAR JEAN-BERNARD PAILLISSER

Le temps de la suprématie kenyane et éthiopienne n'était pas encore advenu dans l'épreuve reine olympique. On ne parlait pas encore de chaussures de carbone effaçant pour mieux les renouveler, les performances individuelles. Les records mondiaux du marathon étaient encore à taille humaine et avoisinaient les 3 heures pour une distance mythique de 42,195 km. L'affluence des coureurs se limitait à la centaine d'engagés. Les marathons XXL n'existaient pas non plus. C'est durant ces heures glorieuses des Jeux olympiques modernes que se construisit à partir des JO d'Athènes (Grèce) de 1896, l'engouement populaire pour le marathon, stimulé en cela par une presse dont les superlatifs légendaires enflammèrent bien vite les tirages des journaux et les foules.

LE CONCOURS DES ATHLÈTES MARATHONIENS ALGÉRIENS DEPUIS 1924

Ce beau spectacle sportif, qui s'ouvrait peu à peu aux « indigènes » au début des années 1900, a été souvent pour les athlètes parsemé de doutes, de défaillances mémorables, de résurrections et de croyances frisant parfois la superstition, sans oublier les fréquents retournements de situation de fin



Ahmed El Ouafi Boughéra, premier athlète d'origine algérienne sacré champion olympique et seul médaillé d'or français aux JO d'Amsterdam de 1928 (©D.R.).

de course. Les temps étaient durs pour ces « champions de l'impossible » que représentait alors le marathon. Les courses populaires s'adressaient parfois à une population ouvrière immigrée, notamment algérienne, souhaitant sortir de l'univers fermée de l'usine et du logement insalubre, et peut-être acquérir une ascension sociale faite de reconnaissance.

Ainsi, beaucoup d'athlètes algériens firent les beaux jours du prestigieux Racing Club de France. Revers de la médaille. Il était interdit de céder aux sirènes du professionnalisme sous peine de radiation. La Fédération française

d'athlétisme de l'époque veillait au grain pour maintenir un pur et intégral « amateurisme ». Malheur aux « tricheurs ». Ahmed El Ouafi Boughéra, vainqueur surprise du marathon aux JO de 1928, et non des moindres, fut victime de cette rigueur réglementaire qui va mettre un terme à sa prometteuse carrière.

Le cas El Ouafi, 7e des JO de 1924 à Paris, mérite d'être développé. Au-delà de son exploit inattendu aux JO d'Amsterdam (Pays-Bas), le numéro 71 crut profiter de sa renommée « fictive » en se livrant à des exhibitions sportives aux Etats-Unis sonnantes et trébuchan-

tes, bienvenues pour les revenus de cet ouvrier de chez Renault. Mais vivre de son art n'était pas encore entré dans l'ADN de la Fédération française d'athlétisme, qui le suspendit à vie pour manquement aux règles. S'ensuivit une vie de misère et d'accidents de la vie aboutissant à son assassinat en 1959. Peu d'écho de cette vie dramatique chez ses compatriotes, compte tenu de leur engouement pour d'autres sports tels le football, la boxe et le Tour de France.

L'ÉPOPÉE MARATHONIENNE OLYMPIQUE D'ALAIN MIMOUN ENTRE 1948 ET 1956

Si un coureur n'a jamais douté de sa destinée, c'est bien Alain Mimoun qui possède un somptueux palmarès avec ses quatre médailles olympiques : 1 en or (1956) et 3 en

argent (1948 et 1952). Il semble bien que rien ne l'a fait reculer dans la vie. Ni les vicissitudes de la colonisation, ni la Seconde Guerre mondiale, ni l'adversité, ni ses places d'éternel second derrière la « locomotive de Prague » qu'était Emil Zátopek, n'ont eu raison de son mental de gagnant. Athlète franco-algérien confirmé, il domine par les titres obtenus, les courses de fond françaises entre 1947 et 1966. Qu'on en juge : 32 titres de champion de France et 86 sélections en Équipe de France, un record absolu. Pourtant, le sort ne lui a pas été toujours souriant dans sa jeunesse. Il est l'aîné d'une famille d'agriculteurs pauvres. Sa vocation ? Devenir instituteur mais l'administration française locale lui refuse une bourse. Il décida alors de quitter l'Algérie pour mieux s'intégrer en métropole. Mais la Seconde Guerre mondiale contred-

it ses plans. À 18 ans, il sert dans l'armée (6^e régiment de tirailleurs algériens). Après 1940, il s'intéresse à la course à pied et s'entraîne avec sérieux. Il remporte de petites courses locales et des championnats, son autorité sportive s'accroît. Il intègre plus tard l'équipe de cross-country des sapeurs démineurs d'Algérie.

En tant que soldat, il s'est blessé sur le front d'Italie au début de la bataille de Monte Cassino (janvier-mai 1944). Atteint par un éclat d'obus, le 28 janvier 1944, il évita de justesse l'amputation de la jambe gauche, préconisée dans l'urgence par les médecins militaires avant de se ressaisir. On le retrouve sous le treillis militaire lors du débarquement de Provence, le 15 août 1944. Démobilisé en 1946, le Racing Club de France lui propose de signer pour eux en contrepartie d'un poste de garçon de café à la Croix-Catelan (16^e arrondissement de Paris). Ce qu'il a accepté. À partir de là, Mimoun domine la course de fond (5 000 m, 10 000 m) et devient multiple champion de France. Toujours battu par le Tchèque Zátopek dans toutes les courses internationales et européennes de 1948 à 1952, il aura enfin sa revanche en finale du marathon en 1956. À Melbourne (Australie), le 1^{er} décembre 1956, les quarante-cinq concurrents, de vingt-trois nations, s'élancent sous une chaleur écrasante pour les 42,195 km du parcours. Cinq hommes s'échappent au passage des 20 km : Mimoun et l'Américain Johnny Kelley tentent l'aventure ensemble. Kelley s'effondre. Mimoun se retrouve seul en tête. Zátopek souffre. La fin du parcours est terrifiante pour Mimoun qui ne sent plus ses jambes. Sa foulée devient étriquée. Mais à plus de trois kilomètres de la ligne d'arrivée, il accélère encore le rythme.



Alain Mimoun, toujours derrière le marathonien tchèque Emil Zátopek aux JO de 1948 à 1952, avant de prendre sa revanche sur lui aux JO de 1956 (finale des JO de 1952, ©AP).



Il entre dans le stade acclamé par 120 000 spectateurs et l'emporte en 2 h 25, en battant enfin Zatopek qui termine sixième.

En 1966, à 45 ans, il remporte son 6e et dernier titre national au marathon. La France n'a jamais oublié ce champion passionné de course à pied et d'exploits, décédé en juin 2013. Un hommage national lui a été rendu. Décoré plusieurs fois par la Légion d'honneur, des rues, des stades, des écoles une salle d'hospitalisation au sein du Groupe Hospitalier Pitié-Salpêtrière portent son nom.

RENAISSANCE DU MARATHON FRANÇAIS ET ALGÉRIEN APRÈS UN LONG PASSAGE À VIDE ?

Depuis des décennies, le marathon français connaît un passage à vide au niveau international, exception faite de quelques individualités chez les femmes comme Jocelyne Villeton, Anaïs Quemener et Christelle Daunay. Il est difficile d'attribuer uniquement cette désaffection aux sollicitations et aux

Organisé en Algérie depuis 2008, Le Marathon des Dunes est une course en pleine nature d'environ 42 km, se déroulant en trois étapes (affiche promotionnelle de la dixième édition en 2018, ©D.R.).

compétitions de distances variées (tels les 5 km, 10 km, semi-marathon, trail, raid) qui rythment, de nos jours, la saison athlétique.

À l'approche des JO de Paris, on espère une « renaissance ». Chez les hommes, cinq athlètes ont réussi les minima de World Athletics, moins de 2h08'10s : Nicolas Navarro, Félix Bour, Morhad Amdouni, Benjamin Choquet et Mehdi Frère. Trois places sont disponibles pour les JO. Pareil pour les marathoniennes féminines, pour qui les minima sont de 2h26'50s, déjà atteints par quatre coureuses : Mekdes Woldu, Manon Trapp, Fadouwa Ledhem et Mélody Julien. En attendant le classement final qui va désigner les qualifiées aux JO de cet été, elles ont passé avec succès leur examen d'entrée dans le monde olympique. Du jamais vu dans l'Hexagone pour cette spécialité. Cela augure peut-être d'une médaille !

Du côté algérien, ça été également le « désert » pendant très

longtemps. Mais ces dernières décennies, l'Algérie s'est constitué un calendrier de courses qui fait la part belle aux marathons et à l'ultra-trail, souvent dans des décors naturels sublimes. Citons le Marathon international de Medghacen, le Marathon des Dunes, etc. De quoi former une élite qui peut relever le marathon algérien, composée de gloires passées ou présentes ayant servi l'équipe nationale algérienne d'athlétisme (tels Allaoua Khellil, Azzedine Sakhri, Kamel Kohil, Mustapha Bennacer, Tayeb Filali, El Hadi Laâmeche, Hakim Sadi, Souad Aït Salem, Kenza Dahmani, etc.). Loin d'avoir été séparés par l'indépendance en 1962, les liens tissés entre le marathon et l'immigration ont conduit à l'émergence d'une élite sportive susceptible de rivaliser avec les ressortissants de l'Afrique de l'Est. Cette dernière est composée de sélectionnés nés, formés ou se révélant en France. On ne saurait oublier les organisateurs et les entraîneurs qui permettent l'éclosion de ces talents, sans lesquels le marathon perdrait toute saveur. ♦

NAÏMA YAHI. HISTORIENNE SPÉCIALISTE DE L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE.

“ LE SOUPÇON QUI PÈSE SUR LA DOUBLE APPARTENANCE HANTE LES FANTASMES D'UNE FRANGE NON NÉGLIGEABLE DE L'APPAREIL POLITIQUE FRANÇAIS » ”

Naïma Yahi est une historienne, de nationalité française comme le fut son arrière-grand-père, un cavalier dans l'armée française. Mais elle est aussi algérienne, de par ses origines et son histoire familiale. Comme de milliers de Franco-algériens, elle naquit et grandit dans une ville ouvrière, la concernant à Tourcoing, une ancienne « reine du textile » où travaillaient ses parents. C'est dire si elle connaît leurs vécus et aspirations, espoirs et désillusions, de citoyens français d'origine algérienne. De surcroît, historienne, chercheuse et militante associative, dont les travaux et les actions portent sur l'immigration maghrébine en général et algérienne en particulier (culture, patrimoine, mémoire et sport), elle a le recul nécessaire et assez de clairvoyance pour décortiquer, analyser et expliquer le processus d'« intégration » - apathique et conditionné, parfois franchement rejeté et entravé - des Français d'origine algérienne dans la société française, y compris ceux qui ont honoré et fait rayonner leur pays par leurs succès professionnels éclatants. Pour la Carte Blanche de ce numéro, consacré à l'« Apport de l'immigration algérienne à la France », c'était donc normal de penser à elle. Conformément au principe de cette rubrique, l'invité choisit le format éditorial qui lui convient le mieux pour s'exprimer librement. Elle a opté pour un échange à bâtons rompus, question d'économie de temps, mais pas de pertinence et de minutie. Il est restitué dans cet entretien à lire et à relire.

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMIR GHEZLAOUI

L'immigration algérienne est omniprésente dans les médias français depuis l'indépendance, mais on a l'impression qu'elle est souvent sujette à des représentations caricaturales. N'y a-t-il pas assez de chercheurs spécialisés en France pour en parler plus sérieusement ?

L'intérêt des médias concernant l'immigration en général, et algérienne en particulier car c'est la plus importante, est lié à la mise en avant de cette question dans le débat politique par certains courants politiques. Pour une raison simple. C'est que le poids de la guerre d'Algérie est toujours très pesant, politiquement et idéologiquement, quand on parle des Algériens en France. Malheureusement, même les profils

universitaires invités à parler de sujets d'actualité en lien avec l'immigration algérienne sont souvent très portés sur cette séquence historique restreinte. On a très peu pris en charge l'histoire franco-algérienne sur le temps long de la colonisation et encore moins celle de l'immigration algérienne postcoloniale.

Seuls deux grands noms reviennent fréquemment quand on évoque l'histoire de l'immigration algérienne en France : le regretté Abdelmalek Sayad, dont les travaux sur la sociologie de l'immigration ont fait date, et l'historien Benjamin Stora, qui a beaucoup publié sur l'histoire de l'immigration algérienne d'avant et d'après la guerre d'Algérie. Et en fait, on a l'impression qu'hormis ces grands travaux, il y a eu surtout une concentration des chercheurs autour de

segments portant sur des groupes mémoriels de la guerre d'Algérie (appelés, populations rapatriées, harkis, acteurs de la guerre, fédération de France, etc.). Parallèlement, il y a aussi une segmentation réelle des représentations.

L'intérêt pour l'objet de recherche que constitue l'immigration algérienne se renouvelle trop lentement à mon goût, du point de vue de l'historiographie. Cependant, il y a quelques exceptions ces dernières années avec l'avènement des travaux de grandes qualités. Je pense notamment aux recherches de Karima Dirèche, d'Emmanuel Blanchard ou, plus récemment, de Paul Max Morin, qui incarnent selon moi l'actualité de la recherche sur l'histoire de l'immigration algérienne en France et ses enjeux de mémoire aujourd'hui. Si on veut travailler sur l'histoire de l'immigration algérienne en France, coloniale et post-coloniale, je pense qu'il y a un océan de travaux encore à produire. Mais la difficulté, à la fois pour nos collègues en France et en Algérie, c'est qu'il n'y a pas de financements suffisants de ces travaux et il n'y a pas de postes dédiés à l'université.

Pensez-vous que cela a impacté globalement l'imaginaire collectif en France en ce qui concerne la perception de l'immigration algérienne postcoloniale ?

En tout cas, disons que c'est un manque de récit pour essayer de la corriger. Mais honnêtement, ça ne changerait rien d'un point de vue médiatique et politique puisque les débats, pourtant franco-français, sur les questions qui touchent ceux qu'on appelle les « Français musul-

mans » ou « Français d'origine immigrée », bien particulièrement les Franco-algériens, sont délibérément orientés vers des considérations essentiellement identitaires et mémorielles. Ils sont très peu portés sur l'histoire migratoire. Ça ne les intéresse pas vraiment d'analyser ou de comprendre !

On assiste en France à la



Portrait de Naima Yahi (Paris, 2022, ©AFP).

consécration d'un concept xénophobe, celui de l'« insécurité culturelle ». Ainsi, ses promoteurs vont par exemple écraser l'identité des Français d'origine algérienne par des questions religieuses. Ils étaient réduits à être des « beurs » après l'indépendance, maintenant ils sont redevenus des « musulmans » comme au temps des « Français musulmans d'Algérie ». Ce qui permet de convoquer, pour de mauvaises raisons,

la mémoire de la guerre d'Algérie, à laquelle ont participé les immigrés algériens y compris sur le sol français. Les Franco-algériens seraient donc forcément plus loyaux envers l'Algérie qu'envers la France. Le soupçon qui pèse sur la double appartenance hante les fantasmes d'une frange non négligeable de l'appareil politique français. De fait, quand on parle d'une telle manière de ces Français-là, héritiers de l'immigration algérienne d'avant et d'après indépendance, ce n'est certainement pas pour célébrer leur apport et participation à la construction et le développement de la France depuis plus d'un siècle, ou leur légitime appartenance à la société française. Pendant longtemps, on a refusé la complexité identitaire de ces Français à part entière, mais aussi Algériens qui revendiquent fièrement leur identité algérienne même s'ils sont nés en France sur plusieurs générations. Maintenant, on leur demande carrément une forme d'allégeance identitaire, jusque dans le choix des prénoms de leurs enfants. On n'accepte plus que les origines algériennes, même lointaines, soient manifestes. C'est ça qui enferme le sujet de l'histoire de l'immigration algérienne dans une altérité définitive. Et la recherche ne peut pas grand-chose contre ce récit collectif hémiplogique si on ne lui donne pas les moyens qu'elle mérite.

S'agit-il donc plus d'un entêtement idéologique que d'une méconnaissance de la réalité de l'immigration algérienne en France ?

Si l'on commence à cerner les contours de l'histoire de l'immigration algérienne en France, on ne la con-

sidère pas encore comme un parcours d'intégration réussie, loin de là. Il existe une forme de conflictualité « définitive » quand on parle des Français issus de l'immigration algérienne. Il existerait un conflit de « loyauté », dont j'ai parlé tout à l'heure, hérité de la guerre d'Algérie. D'où d'ailleurs l'importance de la poursuite du dialogue franco-algérien sur l'histoire et la mémoire, entre autres pour vider l'abcès identitaire autour de l'immigration algérienne. Celle-ci continue à être pointée du doigt comme un corps étranger à la nation française, comme un ennemi intérieur, comme l'ont été les Algériens de France qui se battaient pour l'indépendance.

Ce qui est problématique parce qu'il s'agit cette fois-ci de citoyens français qui n'ont pas de pays de rechange. Ils sont Français avant tout. Tout en étant heureux et fiers de leurs origines algériennes, ils n'ont pas vocation à aller vivre en Algérie. Le « mythe du retour » s'est effondré au début des années 1980 avec la « génération beur ». Même l'Algérie le reconnaît. Je veux dire, la Constitution algérienne de 1976 invitait tout Algérien qui partait en exil à rentrer dans son pays. Aujourd'hui, ce n'est plus le discours de l'Etat algérien.

On fait mine d'ignorer que cette immigration algérienne est multigénérationnelle. Ce qui veut dire qu'elle ne représente pas un bloc monolithique. Il y a eu plusieurs vagues : ceux qui sont venus en 1914, ceux qui sont venus dans les années 1940, ceux qui sont venus pendant la guerre d'Algérie, ceux qui sont venus dans le cadre d'accords de main d'œuvre après l'indépendance, enfin, bien sûr, ceux qui sont venus durant la décennie noire. On parle d'« âges de l'émigration », comme disait Sayad. Les raisons et les contextes de leur ar-



Abdelmalek Sayad est vraiment l'auteur à lire (ou à relire) pour ceux qui veulent non pas seulement avoir l'histoire de l'immigration algérienne, mais également, et surtout, de comprendre sa sociologie. Il a couvert dans ses travaux la période coloniale et la période postcoloniale, consacrant une belle part à cette dernière (©D.R.).

rivée sont différents. C'est en cela que la France est malade d'une fièvre identitaire parce qu'elle ne sait pas se regarder dans le miroir et comprendre qu'une part d'elle-même est le produit d'une relation avec cette immigration algérienne, souhaitée et organisée par les dirigeants français dans la majorité des cas, au bénéfice de la France. Et ce, même après l'indépendance de l'Algérie, jusqu'à la fin des Trente Glorieuses...

Mais on assiste ces dernières années à une forme de révisionnisme qui présente l'immigration plutôt comme un « privilège » offert aux Algériens, au point où des personnalités politiques importantes souhaitent que la France dénonce l'accord de 1968. D'où vient cette idée ?

Voilà, quand je vous dis que la guerre d'Algérie n'est pas soldée,

c'est une réalité. La perception de l'Algérien en France, au sens sociologique du terme, c'est l'« immigré paradigmatique » comme l'a conceptualisé la sociologue Margyse Tripier. Alors que les flux migratoires venant d'Algérie ne sont pas les plus importants, ce sont les ressortissants algériens qui poseraient problème selon ces politiques, pour des raisons évidentes liées au fait colonial. Ils cristallisent les fantasmes sur les musulmans français ainsi que les angoisses, la xénophobie, voire le racisme, concernant l'immigration. Les stéréotypes et représentations des immigrés algériens font, en effet, que de potentiels candidats à la Présidence de la République nous disent que l'« urgence » pour la France, c'est de revoir les accords de 1968 avec l'Algérie car ils privilégieraient les Algériens par rapport aux autres diasporas !

Bien évidemment, c'est caricatural. Bien évidemment, ce n'est pas fondé quand on se penche sur les droits et les devoirs des ressortissants algériens, et les spécificités algériennes dans le droit au séjour. Ils sont certes avantagés sur certains points, mais ils sont désavantagés sur d'autres. Quoi qu'il en soit, tout ça est le fruit d'une longue histoire commune, d'une relation singulière. Le discours autour de l'accord franco-algérien sous-entend une forme d'animosité et de rejet de l'Algérien qui flatte une partie de l'opinion, qui en a marre de « tous ces Arabes », dimension péjorative de ce label qui englobe également les Algériens à majorité berbère en France.

« Les Algériens ce sont les pires » aurait déclaré l'ancien entraîneur de l'OGC Nice, Christophe Galtier. Le football, voici un domaine bien singulier en France où il n'est pas bon

d'être musulman et encore moins algérien. Qu'est-ce que cela vous évoque en tant que chercheuse qui a beaucoup travaillé sur la question du sport et de l'immigration ?

Je ne sais pas si monsieur Galtier a vraiment dit ça (il a été relaxé en décembre 2023 par le tribunal correctionnel de Nice dans l'affaire où il avait été accusé de racisme contre des joueurs noirs et musulmans, particulièrement algériens, ndlr). Mais pour revenir au fond du sujet, il n'a jamais été anodin d'être un footballeur français d'origine algérienne depuis la fameuse équipe du FLN de 1958. Durant les années 1980, les joueurs franco-algériens, qui avaient opté pour la sélection nationale algérienne dont la fameuse génération dorée de 1982, ont eu d'énormes difficultés à jouer en France à cause des quotas de joueurs étrangers dans les équipes du championnat. Ils étaient considérés comme étrangers alors qu'ils étaient Français, nés et formés en France. C'était un vrai imbroglio juridique, à l'image de la relation franco-algérienne. Comme pour les autres domaines, on n'accepte pas la double appartenance de l'identité sportive. Et gare à celui qui affiche publiquement son attachement à ses identités algérienne et musulmane.

On a tous vu ce que cela a donné pour Karim Benzema, pourtant l'un des meilleurs joueurs français de l'histoire. Désespéré par son exclusion sportivement injuste de l'équipe de France, il a même insinué en 2019 vouloir changer de nationalité sportive. Même après son retour en équipe de France et son Ballon d'Or de 2022, il a continué à subir les attaques croisées de la droite et de l'extrême droite. C'est plus qu'un malentendu, c'est un contentieux à la fois sportif et

historique qui nous ramène à la question identitaire. Est-ce qu'on est réellement Français quand on est d'origine algérienne ? Même Zinédine Zidane, le héros de tout le peuple français en 1998, n'a pas échappé à l'éternel soupçon. Je me souviens des questions qui lui ont été posées lors du match amical France-Algérie de 2001 : Allez-vous jouer une mi-temps avec l'Algérie ? Allez-vous marquer contre votre autre pays ? Cela paraît amusant, mais on doutait quand même de sa loyauté dans un simple match amical de foot car l'équipe en face était l'Algérie !

Tout ça pour dire que le sport n'est pas épargné par les questions idéologiques qui pèsent sur la représentation des Français issus de l'immigration algérienne dans l'espace public. Des personnalités politiques continuent à dire que ce sont des « Français de papiers », qui ne seront jamais de « vrais Français » car ils n'auraient pas la même culture et les mêmes valeurs que les « authentiques Français ». Ces idées d'extrême droite sont en train d'envahir une partie non négligeable de l'opinion publique et de l'échiquier politique français. En tant qu'historienne, je pense qu'il faut changer de récit national et de paradigme. C'est ce que j'ai dit au président Emmanuel Macron, en lui expliquant qu'on devrait défendre une forme d'« identité narrative » qui explique aux enfants pourquoi il y a des Français afro-descendants, des Franco-algériens, des Français qui ont des patronymes d'origine étrangère, etc. Il faut leur faire comprendre que c'est une richesse et non pas un problème pour la société française. Nous devons, en France, arrêter la « racialisation » des rapports sociaux, qui est un legs colonial, et faire société en



En plus de ses recherches universitaires et autres activités professionnelles, Naïma Yahi trouve du temps à consacrer à l'engagement associatif. En 2007, elle a fondé l'association Pangée Network. Puis elle a rejoint la direction de Remem'Beur, association fondée en 2011. L'objectif de ces structures est de faire la promotion du dialogue interculturel et de lutter contre le racisme en France (affiche de l'exposition Hommage aux soldats coloniaux, espace Nelson-Mandela, Gennevilliers, octobre 2018, ©Remem'Beur).

mettant en commun ces récits d'exil et d'immigration.

Cela ne semble pas être la direction qui a été prise dans la nouvelle loi sur l'immigration, votée par la majorité présidentielle, la droite et l'extrême droite. Que retenir-vous du débat autour de ce texte finalement censuré en grande partie par le Conseil constitutionnel et quel pourrait être concrètement son impact ?

Même si le Conseil constitutionnel a effectivement retoqué les articles les plus durs de la loi immigration, qui voulaient notamment instaurer des formes de préférence nationale, le message est là. La macronie et la droite ont fait un clin d'œil à l'extrême droite et l'ont indirectement



L'historienne Naïma Yahï propose de patrimonialiser les deux buts de Zinedine Zidane en finale de Coupe du monde 1998 (visage de Zidane projeté sur l'Arc de Triomphe, 12/07/1998 ©AFP).

flatté auprès de l'opinion publique en allant dans son sens sur de nombreux sujets obsessionnels. Or, il fallait essayer de la disqualifier en déconstruisant ses arguments. Contrairement à ce que ce courant affirme, il n'y a ni déferlement ni envahissement migratoires. Les flux en France, et en Europe plus généralement, sont stables et faibles au regard de ce qui se passe dans les pays du Sud. Si une crise migratoire existe, elle est plutôt Sud-Sud, et non pas Sud-Nord.

Le texte lui-même, tel qu'il a été validé, envoie de mauvais signaux aux étrangers qui vaudraient s'installer en France et dont le pays a vivement besoin dans les secteurs d'emplois sous tension, et dans les domaines où il a absolument intérêt à attirer des compétences et des talents venus d'ailleurs. La France pourrait perdre en attractivité en ce qui concerne les étudiants, les médecins, les ingénieurs, les profils IT, etc., au profit d'autres pays qui les convoitent à cause de la démographie déclinante dans les pays occidentaux. Pas sûr qu'ils

voudront venir chez nous quand ils entendent des personnalités politiques dire qu'ils changeraient la Constitution, dès qu'ils en auront la possibilité, pour supprimer ou réduire certains droits aux ressortissants étrangers comme le prévoyait le texte voté au parlement avant sa censure. Au lieu de travailler sur un nouveau contrat social qui donne une place à chacun, quelles que soient son origine, sa confession et son orientation sexuelle, on se dirige au contraire tout droit vers une forme d'acceptabilité des opinions xénophobes, voire racistes. Cela va à l'encontre d'une histoire multiséculaire de la France, l'un des plus grands pays d'immigration au monde de par sa position stratégique en Europe et son passé d'empire colonial.

Le discours étrié qui refuse d'inclure cette réalité, et tout ce que les populations immigrées ont apporté au pays, en matière de valeurs, de patrimoines et de richesses, se fourvoie également sur la capacité d'une telle loi à stopper le phénomène de l'immigration

illégal. Comme si les migrants clandestins qui traversent la mer dans des embarcations de fortune, au péril de leur vie, allaient être dissuadés de le faire car ils risqueraient d'être privés de minima sociaux ! Au final, tout ce qu'on aurait réussi à faire c'est de repousser les compétences étrangères prétendant à l'immigration qui choisiront d'autres pays. Un double échec.

Croyez-vous qu'un jour la composante dominante de la société française regardera en face la réalité de son histoire héritée de la colonisation de l'Algérie ?

Je me pose moi-même cette question. J'ai la quarantaine, je suis franco-algérienne. Mon arrière-grand-père était cavalier dans l'armée française il y a un siècle. Mais, aujourd'hui encore, des gens comme moi sont enjointes maintes fois à prouver qu'ils sont légitimement Français. Depuis quelques années, on constate une radicalisation d'un certain discours, au demeurant présent dans l'espace public depuis l'indépendance algérienne, qui vise à disqualifier les Français d'origine algérienne.

Ceux-là seraient trop musulmans et trop arabo-berbères, ils n'auraient pas les mêmes coutumes que nous, ils ne seraient pas civilisés, etc. Autrement dit, on est toujours dans les mêmes fantasmes du temps colonial. Cette obsession identitaire quand il s'agit des Franco-algériens n'existe pas avec toutes les autres diasporas, du moins pas avec une telle intensité presque « psychiatrique », comme on le voit non seulement sur les réseaux sociaux, mais aussi sur les médias traditionnels, à cause encore une fois de la relation singulière dans l'histoire et la mémoire des deux pays.

Vous l'historienne de la culture, comment expliquez-vous la richesse de l'apport culturel de l'immigration algérienne en France malgré son invisibilisation ?

Je l'explique déjà par la vivacité de l'immigration algérienne et l'intrication culturelle entre les deux pays depuis l'époque coloniale. Il n'y a aucune autre diaspora nationale qui a eu l'opportunité de s'exprimer culturellement en métropole autant que les Algériens aux temps colonial et post-colonial, y compris parmi l'immigration européenne comme les Italiens et les Portugais. Non pas parce qu'ils auraient moins de talent que les écrivains, journalistes, peintres, chanteurs, acteurs, humoristes, etc., d'origine algérienne, mais parce qu'ils sont restés majoritairement en dehors de la sphère culturelle francophone, contrairement aux Franco-algériens et aux Algériens de France dont les aïeux l'avaient intégré progressivement depuis le début de la colonisation en 1830. Même pour les acteurs francophones de la culture algérienne, qui vivent en Algérie, ils trouvent en la France le principal marché des biens culturels qu'ils exportent. Kateb Yacine disait que le français était un « butin de guerre ». Ce principe a été appliqué brillamment par plusieurs générations d'écrivains après l'indépendance (Assia Djebar, Rachid Mimouni, Yasmina Khadra, Kaouther Adimi, etc.). Quand on parle de la chanson, les lieux de vie typiques de l'immigration algérienne que représentaient les cafés ont permis l'émergence de la poésie et de la musique de l'exil, qui s'imposeront progressivement dans la variété française, y compris les chansons en arabe et en berbère. Ce n'était pas forcément de la chanson française, mais certaine-

ment de la chanson de France. Bien plus tard, après l'indépendance, des artistes, comme Idir et Rachid Taha par exemple, ont réussi à faire un pont entre la chanson française et la chanson algérienne. Le premier va marier la poésie ancestrale kabyle avec la musique folk. Le second va mettre sa patte electro rock dans le raï et le rendra ainsi audible pour un large public occidental. Les artistes d'origine algérienne se distinguent par une grande capacité à se réapproprier la tradition pour en faire un patrimoine universel. Il faut noter enfin que l'Algérie de l'époque coloniale bénéficiait des grands réseaux français d'édition littéraire et de production musicale, qui avaient des succursales à Alger et dans les autres grandes villes algériennes. Il y avait donc un vrai marché de la culture francophone, qui est resté en grande partie après l'indépendance. Cela a permis de toujours avoir en France, assidument décennie après décennie, des écrivains, des chanteurs et autres professionnels de la culture originaires d'Algérie qui rencon-

trent de vifs succès auprès du public français.

Paradoxalement, ces Franco-algériens qui réussissent dans le monde la culture sont sous-représentés dans les médias lourds français, au même titre d'ailleurs que les journalistes d'origine algérienne pourtant très nombreux dans la profession. À quoi cela est-il dû ?

Il y a en effet un manque de visibilité des femmes et des hommes de culture d'origine algérienne dans les médias traditionnels français, la radio et la télévision, alors qu'ils s'affirment de plus en plus en nombre dans la littérature, le cinéma, le théâtre, l'humour, la chanson dans ses différents styles et surtout le rap, la peinture, les arts urbains, la création sur les médias sociaux, etc. Même s'ils arrivent à contourner cela grâce aux réseaux sociaux justement, leur sous-représentation dans les médias classiques est une énigme. Mais pour faire simple, cela est sans doute lié à toutes



Page de garde du dernier livre en date de Naïma Yahia : La France arabo-orientale (co-auteur avec Pascal Blanchard et al., La Découverte, 2013).

les problématiques évoquées dans notre échange. Par exemple si on parle de la fiction télévisuelle, en l'espace de quelques années seulement, les plateformes SVOD américaines ont fait mieux que la télévision française, malgré quelques tentatives timides qu'il ne faut pas nier, en matière de représentation des Franco-algériens sur des questions de genre, d'identité, de culture et de rapports complexes à la fois avec la France et l'Algérie. Après, il faut dire aussi que la prise de risque commerciale n'est pas la même et les publics visés ne sont pas les mêmes non plus. D'ailleurs, si on prend la plateforme de France Télévisions (france.tv, ndlr), elle est beaucoup plus audacieuse sur les questions de diversité ethnique que les chaînes télé du groupe.

Pour revenir au deuxième volet de votre question sur la sous-représentation des journalistes d'origine algérienne, on peut généraliser le même constat sur les personnalités politiques et les militants au sein d'organisations de la société civile qui ont le même profil. Il y a un gros problème en termes de prise de parole publique médiatique. Depuis Rachid Arhab en tant que présentateur du JT sur France 2 dans les années 1990, nous avons quand même quelques avancées en termes d'incarnations de grande qualité comme Leïla Kaddour-Boudadi qui présente notamment le JT de 13H le week-end sur France 2, mais également Salhia Brakhlia (France Info), Nora Hamadi (Arte/France Culture), Meriem Amellal (France 24), Ali Rebeihi (France Inter), Azzedine Ahmed Chaouch (Public Sénat), Mouloud Achour (Canal+). Cela reste néanmoins assez faible en moyenne, bien que l'on note une accélération récente dans l'espace médiatique. En 2024, nous n'avons toujours pas réussi, en France, la « normalisa-

tion » de la présence des Français d'origine algérienne dans les médias alors qu'ils forment l'une des communautés les plus importantes du pays. C'est d'autant plus problématique quand on sait que les sujets abordés fréquemment, ces dernières années, les concernent directement. En politique, c'est encore plus flagrant. Hormis quelques cas vraiment exceptionnels, les cadres politiques d'origine algérienne sont confinés dans des villes où il y a une forte concentration immigrée comme le 93, où ils sont élus locaux, et parfois députés et sénateurs. En dehors, ils n'ont généralement pas de places importantes dans les appareils politiques ; ou bien quand on leur cède une vraie place c'est souvent fait pour de mauvaises raisons, c'est-à-dire réaffirmer une forme d'intégration à marche forcée qui vise à gommer définitivement les origines et nier les discriminations inhérentes à ce type de discours.

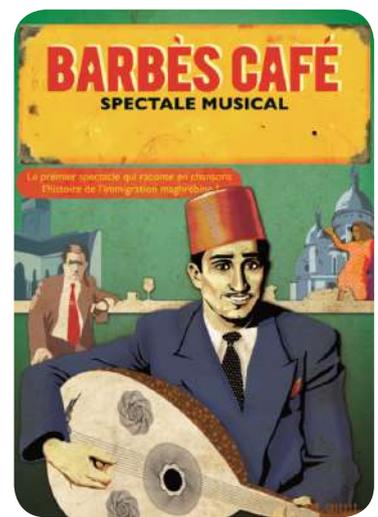
En parlant d'identité, vous avez travaillé aussi sur le patrimoine matériel et immatériel de l'immigration algérienne en France, entre autres les lieux de mémoire. Leur revalorisation pourrait contribuer au processus de transmission dans les familles franco-algériennes. Quels sont les plus importants ?

En ce qui concerne le volet « officiel », il y a le château d'Amboise, où l'émir Abdelkader a été assigné à résidence de 1848 à 1852 ; la nécropole des membres de la smala de l'émir aux îles de Lérins (au large de Cannes, ndlr), déportés à partir de 1843 ; le Pont Saint-Michel pour le 17 octobre 1961 ; etc. Mais je pense surtout aux lieux de mémoire « disqualifiés » parce que populaires : cafés, usines, abris bus, trains, etc. Ils ont un poids symbolique et patrimonial extrêmement fort pour la

diaspora algérienne. Dans ce sens, j'ai eu l'occasion de mettre en œuvre une balade urbaine dans le Belleville algérien. Aujourd'hui, quand on parle de Belleville, on le cite comme le « quartier des juifs tunisiens » ou le « quartier chinois », mais c'est précédemment aussi un « quartier algérien ».

Il ne faut pas non plus ignorer la nécessité d'aller au-delà des espaces physiques, et penser le patrimoine immatériel. Par exemple, on doit faire connaître le bidonville de Nanterre même s'il a aujourd'hui disparu. Autre exemple, à Marseille, on peut réactiver la mémoire autour du « raï marseillais », un patrimoine à part entière qui a été effacé.

Avec de la bonne volonté, notamment des gouvernements et des sociétés civiles en France et en Algérie, nous pouvons envisager des projets novateurs autour des histoires singulières des ouvriers algériens des houillères du Nord et de la sidérurgie à l'Est, des tirailleurs algériens en Alsace, ou même patrimonialiser les deux buts de



Affiche de la comédie musicale *Barbès Café* qui raconte l'histoire de l'immigration algérienne en chanson. Naïma Yahy a été sa co-auteure et conseillère scientifique (spectacle de Méziane Azaïche, fondateur et directeur du Cabaret Sauvage, 2011-2014, © Sauvage Productions).

Zidane en finale de la Coupe du monde 1998, etc. Tout reste à faire.

Pour conclure, les femmes ont, de tout temps, fait partie de la diaspora algérienne en France. Pourquoi la contribution des femmes à l'histoire de l'immigration d'avant et d'après indépendance a-t-elle été minimisée pour ne pas dire complètement ignorée ?

Effectivement, pendant longtemps, quand on parlait de l'histoire de l'immigration, on mettait en avant une chronologie de faits très masculine car il s'agissait d'évoquer l'immigration ouvrière et militaire d'avant l'indépendance algérienne. Et donc forcément, les femmes passaient inaperçues, y compris sous les radars des statistiques officielles. Cependant, leur rôle était important au tournant des années 1980 avec les combats pour l'égalité et contre le racisme. Elles étaient nombreuses à prendre la parole. Pour ne citer qu'elle, je pense notamment à Samia Messaoudi, militante associative de première heure et journaliste. Elle a, entre autres, beaucoup travaillé sur la mémoire du 17 octobre 1961. C'est plutôt pour cette période-là qu'elles ont été invisibilisées dans les histoires des mouvements sociaux en France. Si on prend la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, les femmes constituaient la moitié des marcheurs, mais elles étaient jusqu'aux quelques dernières années quasiment absentes des commémorations. Elles sont également absentes des récits sur l'immigration en Algérie : la douleur de l'exil, la trajectoire d'intégration, etc. Or, non seulement elles ont accompagné les hommes sur le chemin de la revendication d'égalité – en initiant même des mobilisations contre les crimes racistes des années 1970



Naïma Yahi a été la commissaire de l'exposition « Femmes en luttés: femmes, immigration et mobilisations des quartiers populaires », présentée au centre musical Barbara Fleury Goutte d'Or, en 2014 (une des photographies exposées, manifestation après la mort de l'adolescent marseillais Lahouari Ben Mohamed, tué par un policier lors d'un contrôle d'identité, préfecture de Marseille, 21/10/1980, ©Pierre Ciot).

et 1980 dont étaient victimes leurs époux, fils, frères et pères –, mais ce sont elles qui étaient les gardiens du temple pour les familles algériennes installées en France. C'est pourquoi, dans mes travaux de recherche, j'ai tenu à réhabiliter leur présence sur la « photo de famille » de l'immigration algérienne et aussi des mouvements sociaux en France pour les droits et contre le racisme.

Par ailleurs, la représentation dans l'espace public politique et médiatique des femmes algériennes, comme magrébines d'une manière générale, présente une anomalie à un autre niveau. D'un côté, elles sont hypersexualisées à travers le mot « beurette », clairement raciste, il faut le dire. De l'autre, elles ont toujours été l'enjeu de récupération en ce qui concerne celles qui étaient engagées dans des combats pour l'émancipation de la femme d'origine maghrébine. Certains courants politiques faisaient tout pour les mettre en avant par réflexe idéologique visant à discréditer les hommes d'origine maghrébine, particulièrement les « fiers » Algériens, et les montrer comme les

pires machistes de France en raison de leurs culture et religion.

Ça a plutôt bien marché car jusqu'au début des années 2000, l'opinion croyait majoritairement que la misogynie était le seul fait de l'immigration maghrébine et de son patriarcat. Et qu'il fallait les en libérer pour garantir à travers elles une meilleure intégration des enfants d'immigrés. « La beurette est l'avenir du beur », disait-on dans les années 1980. Mais durant ces deux dernières décennies, un sujet en particulier attise l'hystérie des mêmes courants politiques, en l'occurrence celui des femmes voilées, forcément soumises selon eux. Ces deux représentations enferment et caricaturent les femmes issues de l'immigration maghrébine. Elles sont aussi pointées du doigt dans l'imaginaire collectif et sommées de choisir un camp. Alors, ils nous restent à poursuivre notre travail de récit historique et mémoriel sur l'histoire de l'immigration algérienne en France pour répondre au défi que constitue l'acceptation pleine et entière de nos concitoyens héritiers de l'immigration algérienne en France. ♦

CHEMS-EDDINE HAFIZ, L'AVOCAT LAÏQUE «GRAND IMAM» DE FRANCE

La figure de l'Algérien en France, peu importe son lieu de naissance, est celle de l'« étranger dont on ne veut pas ». Tous les fantasmes et préjugés racistes sur les immigrés arabes, africains, maghrébins et musulmans, hérités de l'époque coloniale, ont ressurgi ces dernières années et ils sont projetés sur les anciens « Français musulmans d'Algérie ». La réactivation de la mémoire de la guerre d'Algérie durant les années 1990, avec la période du terrorisme islamiste dans l'ancienne colonie en partie importé en Hexagone, a reconvoqué la représentation du « terroriste musulman algérien », « nationaliste », « extrémiste », « séparatiste », bref « l'ennemi intérieur ». Certains courants politiques se sont engouffrés dans la brèche créée par les attentats meurtriers de la décennie précédente commis par des jeunes binationaux pour imposer leurs amalgames et discours idéologiques au reste de la classe politique. A la moindre occasion, les musulmans sont montrés du doigt et soupçonnés de ne pas faire partie de la République. Certains n'hésitent même plus à dire qu'« on ne peut pas être Français et musulman pratiquant ». Pour évoquer ce sujet délicat, dans un dossier consacré à l'immigration algérienne, qui représente la communauté musulmane la plus importante de France, Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris, a accepté de nous accueillir. Et pour cause, au-delà de sa fonction, son profil est en soi un démenti à ceux qui disent qu'on ne peut pas être Français et Algérien, laïque et musulman, fier de la France des Lumières et de l'Algérie indépendante.

PAR SAMIR GHEZLAOUI

Rien ne prédestinait notre hôte du mois à diriger une mosquée, et encore moins en France. Ce natif de La Scala, quartier populaire d'Alger, en 1954, année du début de la guerre d'indépendance algérienne menée par le Front de libération nationale (FLN), est « issu d'une famille nationaliste qui s'est engagée pleinement dans la révolution dès ses premières heures. Mon frère aîné, Mohamed-Samir, est tombé au champ d'honneur en 1958, à l'âge de 22 ans, et mon frère cadet, Salim, a été gravement blessé à 16 ans. J'ai également une sœur, Nadia, qui a été torturée car elle faisait partie du réseau de poseuses de bombes à Alger ».

Autant dire, que le jeune Chems-Eddine (soleil de la religion), certainement Chemsou (petit soleil) pour les copains algérois, seulement 8 ans à la signature des accords d'Évian et la fin de la guerre d'Algérie, a eu durant toute sa jeunesse une im-

age assombrie de la France, le pays qui a affligé tant de souffrances à sa famille. « Dans mes souvenirs postindépendances, explique-t-il, il y a un moment particulier que je retiens, où j'avais un sentiment bizarre alternant entre une profonde tristesse et une grande joie d'un enfant insoucieux, plusieurs fois dans la même journée. Celle où ma famille se recueillait sur la tombe de mon frère martyr ». Chaque dimanche, puis rapidement chaque vendredi, c'était jour de pèlerinage pour la famille Hafiz et proches à Hammam Melouane, dans les hauteurs de Blida (à 50 km au sud-ouest d'Alger). « Nous étions 30 à 50 personnes, femmes, hommes et enfants, à marcher ensemble pour traverser l'oued qui nous séparait de la dechra où il est enterré. Hormis les quelques minutes de recueillement très sobre, pour les enfants, moi et mes cousins, c'était une aventure joyeuse. On s'amusait même à jouer à la guerre à l'intérieur de la grotte où mon frère a été tué après un ac-

crochage avec l'armée française. », se souvient-il.

HAFIZ, L'ENFANT QUI A APPRIS LA LEÇON DE SA MÈRE

L'algérois « pure souche », issu d'une très vieille famille, a passé une adolescence épanouie. « J'étais heureux à l'école, que j'aimais bien. J'avais beaucoup d'amis. Ils étaient originaires des quatre coins de l'Algérie. Je trouvais beau le fait d'avoir des origines, donc je m'en inventais selon celle du meilleur ami du moment. J'étais tantôt oronais, tantôt kabyle, ... (rire). », se remémore-t-il avec nostalgie. Son père, Zerrouk, travaillait chez Hamoud Boualem et sa mère, N'fissa, était mère au foyer, autodidacte et militante pour les droits des femmes algériennes dès le début des années 1940. Ils lui ont inculqué des valeurs qu'il met en avant aujourd'hui : « le respect de l'autre, la tolérance, la générosité et, surtout, le sens du devoir ». Sa mère en particulier a joué un

rôle crucial dans le façonnage de sa personnalité, sur les plans humain et idéologique. « Elle m'a montré la voie, elle la femme forte et libre, qui a participé à la création de la première union des femmes algérienne. Durant la guerre d'Algérie, elle a transformé le garage de la maison familiale en lieu de transit pour les combattants algériens avant d'effectuer des missions à Alger ou aller rejoindre le maquis, comme l'a fait son fils aîné. Après la mort de celui-ci, elle ne l'a jamais pleuré car elle considérait qu'un martyr n'a fait que son devoir envers son pays. Le nôtre, ses trois enfants qui ont survécu à la guerre, était selon elle de tourner la page et de contribuer à reconstruction de l'Algérie indépendante. », raconte-t-il avec admiration.

UN AVOCAT D'ALGER À LA TÊTE DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Progressivement, le souvenir de la France coloniale s'est éloigné de la mémoire du jeune Hafiz, laissant place « à celle des Lumières, de la laïcité et des droits de l'Homme, découverte plus tard à travers la littérature ». Quand il était étudiant à la faculté de droit à l'Université d'Alger, il s'était abonné à des revues spécialisées et des journaux français qu'il recevait chez lui. Il prête son serment d'avocat en 1986 et s'inscrit dans la foulée au barreau d'Alger. Pour des « raisons personnelles », il s'installe à Paris, à partir de 1990, et rejoint le barreau parisien en 1991. Ce que permettaient les accords bilatéraux entre les deux pays. N'ayant pas été vraiment dans ses projets, Me Hafiz tient à préciser que son départ d'Algérie a été « motivé par des considérations d'ordre privé et non pas politiques. Néanmoins, ce qui se passait dans mon pays durant



Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris, dans son bureau (13/02/2024, ©France Algérie Actualité).

la tragique Décennie noire m'a encouragé à m'engager rapidement ici ». L'avocat franco-algérien, ayant obtenu la « réintégration » dans la nationalité française en 1996, a fondé l'Association des avocats algériens de France, en 2001, qui a œuvré selon lui à « tisser des liens entre les avocats français et algériens, et à aider nos confrères exerçant en Algérie. Nous avons aussi mené plusieurs actions humanitaires ». Avant et après être devenu l'avocat de la Grande Mosquée de Paris, en 1999, le futur recteur poursuivait continuellement ses engagements dans la société civile auprès de la communauté franco-algérienne et les cercles français amis de l'Algérie. « Depuis mon arrivée en France, j'ai toujours milité pour un rapprochement entre les deux pays. Même quand je faisais du droit international des affaires, je considérais que leur relation devait être stratégique, au même niveau

que la relation franco-allemande. La France et l'Allemagne, deux pays qui se sont fait la guerre pendant longtemps, sont maintenant ensemble le moteur de l'Europe. Je considère que l'axe Paris-Alger peut et doit être le moteur de la Méditerranée. », argumente-t-il. Et d'ajouter : « Dès ma prise de fonctions en tant que recteur, j'ai immédiatement déclaré ma volonté de travailler pour le renforcement des relations entre les deux rives, et les communautés des deux pays ». Après une carrière de 34 ans en tant qu'avocat, Chems-Eddine Hafiz est élu président de la Société des Habous et des Lieux Saints de l'Islam, le 11 janvier 2020. C'est l'association propriétaire de la Grande Mosquée de Paris. Il succéda ainsi à Dalil Boubakeur au poste de recteur.

ORGANISER L'ISLAM DE FRANCE SANS PRÊCHER

Mais alors comment un avocat laïque, de surcroît algérien, est-il devenu le « grand imam » de France ? « D'abord, il faut lever l'ambiguïté, je ne suis pas imam et je n'ai aucunement prétendu l'être. Je m'occupe de la gestion de la mosquée, qui dispose de bons imams ; chacun son métier. Ensuite, membre de la Société des Habous depuis vingt ans, j'ai été élu démocratiquement par mes pairs. », a-t-il martelé avec assurance. Il affirme que les « attaques infondées » qui l'ont visé après son accession à la tête du plus important lieu de culte musulman français avaient des fins intéressées : « Elles venaient d'adversaires qui voulaient prendre le contrôle de la mosquée, en remettant en cause la transparence de mon élection ou ma légitimité à être recteur ». Or, l'ancien proche conseiller de Boubakeur était déjà le « numéro 2 » de fait

de la mosquée, après avoir été élu vice-président de la Société des Habous dès 2003. Dans la même année, l'avocat participa à la fondation du Conseil français du culte musulman (CFCM), sous l'égide du ministère de l'Intérieur. Il en devient le vice-président en 2008. Dans un souci de réaffirmer qu'il n'était pas sorti de nulle part et qu'il n'avait pas volé la place qui est la sienne aujourd'hui, comme le médiateur privilégié entre le gouvernement français et la communauté musulmane de France, il rappelle : « À la fin des années 1990, j'ai pris part aux consultations lancées par Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Intérieur, pour organiser le culte musulman en France. C'est à ce moment-là que j'ai rencontré l'ancien recteur Dalil Boubakeur, qui m'a demandé de l'accompagner et de le conseiller sur le plan juridique. Selon son vœu, j'ai fini par intégrer la Société des Habous ». En 2005, Hafiz est désigné membre de la Commission Machelon qui, dans le cadre de la commémoration du centenaire de la loi 1905 sur la séparation des

Églises et de l'Etat, a mené une réflexion juridique sur les relations des cultes avec les pouvoirs publics français. Elle a rendu son rapport en 2006.

L'HOMME CONSENSUEL POUR PARIS ET ALGER

Son parcours personnel depuis le début des années 2000, premièrement comme avocat « médiatique » – vu la constitution de la Grande Mosquée de Paris en tant que partie civile dans plusieurs affaires judiciaires de racisme, d'islamophobie, d'incitation à la haine ou d'injures en raison d'appartenance à une religion, dont la plus connue est celle intentée en 2006 contre Charlie Hebdo, qui avait publié des caricatures du prophète Mohammed –, et deuxièmement en tant que membre actif des associations du culte musulman, a finalement fait de lui « le profil idéal » pour remplacer Dalil Boubakeur, son « mentor » resté pendant près de 30 ans à la tête de la Grande Mosquée de Paris, une institution culturelle aussi stratégique politiquement pour la France que pour l'Algérie. Difficile

de trouver la perle rare qui satisfait aux exigences des deux Etats.

Connu pour être proche du gouvernement algérien depuis l'époque du président Abdelaziz Bouteflika, Hafiz revendique sa « proximité avec le président Abdelmadjid Tebboune », de quoi apporter une réponse sans détour à ceux qui lui « jettent cela à la figure comme une accusation ou un reproche ». Pour lui, en toute transparence, « c'est normal que l'Algérie s'intéresse à ce que fait la Grande Mosquée car elle continue de la financer en grande partie, pour le bien du culte musulman en France et de tous les musulmans sans distinction. Parmi eux, les ressortissants algériens ont un lien historique et important avec l'institution ».

Il peut se targuer, en même temps, du soutien du gouvernement français. « J'assume ce que je suis, profondément algérien, et je le dis à voix haute. De la même façon, je suis viscéralement attaché à mon appartenance française et à la France qui m'a accueilli. Lors de sa visite ici à l'occasion de la célébration du centenaire de la pose de la première pierre en 2022, le président Emmanuel Macron l'a souligné dans son discours et relaté l'engagement nationaliste de ma famille. », a-t-il lancé, avant de poursuivre : « C'est pour vous dire que je ne suis pas dans le secret ou le double langage. Contrairement à ce que disent certains, je ne dis pas aux Français ce qu'ils veulent entendre et aux Algériens ce qu'ils veulent entendre ».

DÉNONCER LES CRIMES D'ISRAËL À GAZA SANS ÊTRE ANTISÉMITES

En voilà une belle perche pour évoquer les réactions passionnelles, en Algérie et en France, qui ont suivi sa prise de position concernant la



L'avocat Chems-Eddine Hafiz écoute le médecin Dalil Boubakeur, son prédécesseur et mentor au sein de la Grande Mosquée de Paris, qu'il a dirigée de 1992 à 2020 (AG de la Société des Habous, 17/02/2024, ©GMP).

guerre que mène Israël à Gaza, en représailles contre les attaques du mouvement islamiste palestinien Hamas, le 7 octobre dernier. « Pour ceux qui voulaient l'entendre de bonne foi, ma prise de parole était claire dès le début. Je me suis positionné dans le camp de la paix. Ma position n'a évolué que par rapport à la situation qui prévaut sur place. J'ai toujours dit que la violence et la guerre ne sont pas la solution. C'est pour ça que j'ai personnellement condamné, sans hésitation, ce qui s'est passé le 7 octobre et la Grande Mosquée de Paris aussi, à travers les prêches des imams dès le 13 octobre. La loi islamique impose des règles strictes pour la situation des conflits armés, à commencer par l'interdiction absolue de s'attaquer aux personnes civiles, y compris de les prendre en otages. Et ça, nous l'avons rappelé plusieurs fois. », a-t-il assuré.

Et d'enchaîner : « Avec la réaction démesurée de l'armée israélienne en massacrant une population civile sous blocus complet, nous étions cohérents avec nous-mêmes en dénonçant une guerre de vengeance d'un Etat, qui dépasse de loin la loi du talion, dont les victimes sont des milliers de civils, majoritairement des enfants et des femmes. Ce qui se passe aujourd'hui dans la bande de Gaza, du nord au sud, est contraire à toutes les règles du droit humanitaire international ». Malgré « la grande émotion » que ce conflit suscite parmi la communauté musulmane française, le recteur salue « son comportement exemplaire, qui a fait éviter au pays l'importation violente du conflit dans son territoire. Même quand les manifestations propalestiniennes étaient interdites, les Musulmans de France ont réagi d'une manière intelligente : faire recours à la force de la loi ».

Tout en regrettant la recrudescence



Les frères Hafiz, combattants de l'ALN (Armée de libération nationale). Mohamed-Samir (à droite) est tombé au champ d'honneur. Salim (à gauche) a été gravement blessé. Il est devenu chirurgien et professeur de médecine après l'indépendance (visite à Paris durant les années 1950, archives personnelles de Chems-Eddine Hafiz ©GMP).

des actes antisémites depuis le début de la nouvelle guerre dans les territoires palestiniens, il « dénonce la récupération qu'en ont fait certains mouvements politiques pour dénigrer les musulmans français et les accuser d'être derrière l'émergence d'un "nouvel antisémitisme". C'est infondé ». Donnant l'exemple du premier recteur de la Grande Mosquée de Paris, Kaddour Benghabrit, et son imam, Abdelkader Mesli, qui « ont sauvé des centaines de Juifs durant la Seconde Guerre mondiale », il est convaincu que « l'antisémitisme est antonymique avec la foi

musulmane. C'est ce que prêchent tous les imams rattachés à notre mosquée et aux mosquées de notre fédération nationale, en s'inspirant des grands érudits algériens comme l'émir Abdelkader et Abdelhamid Ben Badis ».

QUELLE ALTERNATIVE AUX IMAMS DÉTACHÉS ALGÉRIENS ?

En évoquant les imams d'origine algérienne, ils étaient jusque-là 120 sur le total des 300 « imams détachés », originaires essentiellement de trois pays musul-



Me Hafiz « sur le toit » de la Grande Mosquée de Paris, dont il est le recteur depuis janvier 2020. L'édifice néo-mauresque est un magnifique monument historique qui rend hommage aux soldats musulmans morts pour la France durant la Première Guerre mondiale (13/02/2024, ©France Algérie Actualité).

mans avec de fortes communautés immigrées en France : Algérie, Maroc et Turquie. Mais ils ne seront plus autorisés à rester sur le territoire français, du moins avec le même statut, à partir du 1er avril prochain. Déjà, depuis le 1er janvier dernier, aucun nouvel imam détaché n'est accepté en France. Cela vient en application d'une décision du président Macron, en 2020, qui a annoncé mettre un terme à l'accueil des imams formés et financés par des pays étrangers. « Le départ des imams algériens va laisser un grand vide dans nos mosquées. Formés en Algérie sur les valeurs de tolérance et de modération, quand le gouvernement a voulu réagir à la période du terrorisme des années 1990, entre autres, par l'organisation de la fonction d'imam, je ne vois pas en quoi s'en séparer va aider à se prémunir de la radicalisation, contre laquelle ils luttent eux-mêmes. Mais c'est une décision souveraine

de l'Etat français, par la voix du Président de la République. La page des imams détachés est tournée et il faut donc trouver des alternatives pour avancer sur le sujet. », estime notre interlocuteur.

La formation des imams en France « n'est pas en soi un problème majeur », annonçant avoir déjà formé une promotion de 58 imams, qui ont eu leurs diplômes en novembre 2023. Cependant, « il faut pouvoir leur offrir un plan de carrière avec emploi stable et salaire décent ». Ce qui est très compliqué dans l'état actuel des choses, d'après lui : « Notre Etat laïque ne peut pas le faire directement. Parallèlement, le gouvernement veut mettre un terme aux financements étrangers

du culte musulman en France, et les mosquées n'ont pas les moyens de salarier des imams permanents. C'est à ce niveau-là qu'il faudrait trouver des solutions concrètes et durables ». Dans ce sens, il plaide pour la création d'un « véritable statut de l'imam français », projet sur lequel travaille le Conseil national des imams, depuis sa création en 2021. « D'ici le 1er avril, il faut mettre en place un système qui va durer dans le temps pour pallier le départ massif des imams détachés. », prévient-il.

« LA LOI 1905 SERT L'ISLAM DE FRANCE »

Contrairement à ceux, en France, qui pensent que la religion musulmane est incompatible avec la République et la « laïcité de l'Etat », Chems-Eddine Hafiz insiste sur le fait que « la loi sur la laïcité de 1905 a servi et sert encore l'islam de

France. Ils sont donc entièrement compatibles. La laïcité est une chance pour l'islam, ce n'est pas un slogan, j'y crois. ». Sa démonstration vaut le détour : « La laïcité telle définie dans la loi n'est pas une négation des religions. Mais elle les met plutôt toutes à équidistance des pouvoirs publics. Il n'y a aucune religion privilégiée ou soutenue par l'Etat. Selon les lois de la République, l'islam est une religion égale aux autres religions présentes en France. Ça aurait été certainement pas le cas sans la loi de 1905. ».

Pour aller au bout de sa réflexion, il s'appuie sur le nombre de mosquées construites dans le pays : « 2 600 lieux de culte musulmans existent en France grâce à la même loi sur la laïcité. Par exemple, des fidèles qui sont confrontés à une opposition, y compris celle de responsables politiques ou d'élus locaux, peuvent la lever en faisant appel à la justice de la République ». Il y a bien des mouvements politiques grandissant qui

utilisent et dévoient le principe de laïcité dans le but de marteler l'incompatibilité des musulmans avec la société française. « Je ne cesserai de m'opposer à tous les porte-paroles de la haine et de la discrimination antimusulmane. », a-t-il promis.

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris considère qu'« en réalité, seuls les musulmans français radicalisés expriment des attitudes hostiles à la laïcité, généralement à cause de leur endoctrinement ». C'est pourquoi, l'institution qu'il dirige a mené plusieurs initiatives pour lutter contre la radicalisation, qui ont abouti notamment à la proposition d'un document de 40 recommandations pour prévenir la radicalisation et un manifeste contre le terrorisme. « La radicalisation n'est plus un phénomène importé de l'étranger. Il s'agit d'un problème national et intra-européen, souvent lié à de nouveaux arrivés dans la religion musulmane par la mauvaise porte, celle de l'islam politique. Si on prend l'exemple des attentats de ces dernières années, ils ont été commis majoritairement par des jeunes nés en Europe. », a-t-il noté.

Il relève « un sérieux problème existentiel chez ces jeunes désœuvrés dans la République. C'est l'échec de l'école, et de la société française d'une manière générale, qui les a livrés pour les uns au trafic de drogue et pour les autres à l'islam politique ». Dans le cadre des missions que mène la mosquée parisienne pour lutter contre la radicalisation, elle organise désormais régulièrement des colonies de vacances en Algérie pour les enfants qui ne peuvent pas voyager avec leurs parents par manque de moyens. « Nous pensons que ces futurs citoyens français ne doivent pas avoir une rupture avec leur pays d'origine afin de ne pas le mythi-



Kaddour Ben Ghabrit a fondé et dirigé l'Institut Musulman de la Grande Mosquée de Paris, de 1922 à 1954. Le théologien musulman d'origine algérienne, a été ainsi le premier recteur de la première mosquée en France, inaugurée en 1926 (photo de presse, 1921, ©BnF).

fier ou de se victimiser, et pour les réconcilier avec leur double culture et découvrir l'islam séculier algérien. », espère l'avocat qui a eu l'habitude de faire cela en tant que militant associatif.

« Nous devons rappeler tout le temps, et auprès de toutes les franges de la société, que la binationalité doit être une force pour les deux pays et non une source de faiblesse pour l'un d'eux ou de discorde. Les gens racistes de l'extrême droite qui parlent de "Français de papiers" n'ont rien compris. Prendre la nationalité française pour un Algérien, né en France ou au pays, est synonyme non pas d'opportunisme mais d'une preuve d'amour, d'un apaisement des mémoires. N'oublions pas que, durant les premières décennies de l'indépendance, l'Algérien qui gardait ou qui demandait la nationalité française était considéré comme un traître par ses compatriotes algériens, un "mtourné" ou celui qui a changé sa veste ». ♦



Le recteur Chems-Eddine Hafiz au salon d'accueil de son bureau à la Grande Mosquée de Paris, sous l'égide de l'émir Abdelkader, l'un des plus importants érudits algériens et musulmans de l'histoire ayant prêché la tolérance, la modération et le juste milieu (13/02/2024, ©France Algérie Actualité).

MAGYD CHERFI, LE TOUJOURS VIVANT,

Le chanteur et écrivain franco-algérien Magyd Cherfi revient en force au-devant de l'actualité culturelle en France, depuis ce début de l'année 2024. D'abord, il a publié son cinquième livre et premier roman :

La vie de ma mère ! (Actes Sud, 2024). Ensuite, il y a eu la sortie du film Ma part de Gaulois (Malik Chibane, janvier 2024). Non seulement le scénario a été inspiré de son récit à succès du même titre (Actes Sud, 2016), mais il en signe également la musique. Enfin, un nouvel album, le quatrième en solo, est prévu pour le mois de mai prochain : Le propre des ratures (LKP, 2024). Trois belles raisons, donc, de revenir sur l'itinéraire pas ordinaire de l'ancienne gloire du mythique groupe Zebda.

PAR SAMIR GHEZLAOUI ET WALID MEBAREK

La carrière de Magyd Cherfi, cofondateur et chanteur du légendaire groupe toulousain Zebda, actif entre 1985 et 2015, rebondit en cette année 2024. Ce retour fleurit bon La Part de Sarrasin (Actes Sud, 2020), pour reprendre le titre de son ouvrage qui faisait le pendant de Ma part de gaulois (Actes Sud, 2016), son plus grand succès

en librairie. Lui, qui fait désormais cavalier seul depuis presque une décennie, reste tout de même, plus que jamais, comme on le décèle à travers son dernier roman La vie de ma mère ! (Actes Sud, 2024), proche de ses racines artistiques et familiales. Des racines qui ont désormais plusieurs branches culturellement nourricières, alternant musique, littéraire et cinéma.

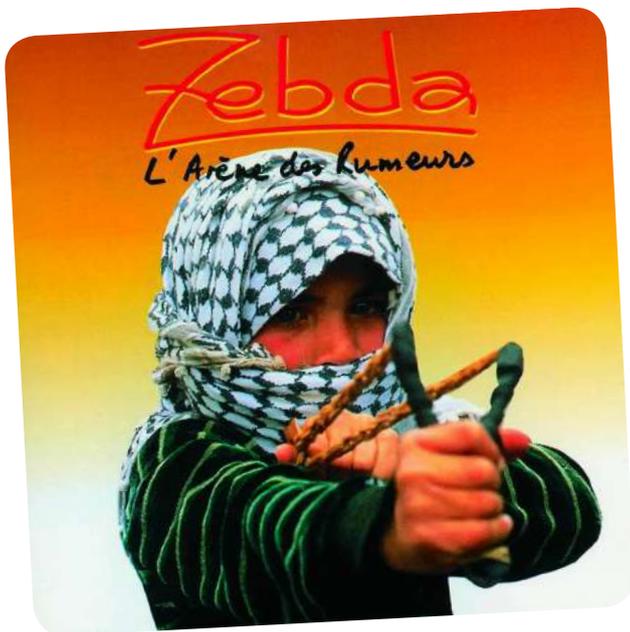
carrière en solo. Pourtant, la sortie de son quatrième album solo est prévue pour le mois de mai 2024, sous le titre : Le propre des ratures. Signe de régularité. Il vient enrichir sa panoplie musicale personnelle : Cité des étoiles (2004), Pas en vivant avec son chien (2007) et Catégorie Reine (2017).

C'est dire s'il demeure admiré par les inconditionnels de Zebda, des moins au plus jeunes. La raison est simple, il est bon dans ce qu'il fait, et surtout sincère. Le « chanteur devenu écrivain », clin d'œil au film-documentaire que lui a consacré le regretté Rachid Oujdi (Moi, Magyd Cherfi : portrait intimiste d'un chanteur devenu écrivain, 2018), ne cède toujours pas à la tentation de la facilité et encore moins à celle du « reniement ». Il reste fidèle et loyal à tout ce et tous ceux qui ont fait de lui ce qu'il était dans le passé et ce qu'il est aujourd'hui, à 62 ans : le beur, le sarrasin, le gaulois, le Français, l'Algérien.

À la recherche d'un nom qui ressemble bien aux membres de son groupe en 1985, certainement aussi par provocation, le mot « beur » était tout trouvé. Cette appellation a été imposée aux enfants d'immigrés maghrébins, particulière-

« BEUR », AUTANT PARLER CARRÉMENT DE « ZEBDA » !

Près de 40 ans après le début de sa carrière artistique avec Zebda, Cherfi est toujours là, si prolifique, « toujours vivant, toujours debout », pour paraphraser Renaud. Après la deuxième « pause » de son groupe en 2015, il se consacre essentiellement à l'écriture, où il excelle autant que l'interprétation. Vrai, sans fausse modestie, il aime déclarer qu'il a « raté » sa



Pochette du premier album studio de Zebda : L'arène des rumeurs (Barclay, 1992).

«GALLO-SARRASIN» TOUJOURS DEBOUT

ment algériens, depuis les indépendances. Même la marche de 1983, pourtant baptisée par ses initiateurs « Marche pour l'égalité et contre le racisme », a été surnommée par les médias français « Marche des beurs ». Cherfi et ses acolytes, inspirés et taquins, ont poussé l'idée jusqu'au bout : « beurre » se traduit par « zebda » en arabe dialectal, autant s'appeler directement Zebda. Une manière alors pour les jeunes copains des quartiers nord de Toulouse, déjà militants, de s'amuser et de prendre du recul avec la quête de sens des milliers de jeunes français renvoyés systématiquement à leur couleur de peau et leur origine socio-culturelle.

« Un peu comme toutes les mémoires blessées, il a fallu arracher des lambeaux à nos parents », explique le chanteur sur France Culture, au moment de la sortie, le 31 janvier dernier, du film *Ma part de Gaulois* de Malik Chibane, une adaptation de son livre le plus vendu. On retrouve chez lui ces mêmes préoccupations dans son dernier livre *La vie de ma mère !* Son éditeur historique Actes Sud, note : « Après avoir enchanté les lecteurs en réglant leur compte à ses souvenirs et à ses illusions perdues, l'ex-parolier de Zebda s'attaque au "vrai" roman pour raconter une émancipation tardive : celle d'une femme algérienne sacrifiée à sa mission de mère dans une France presque aussi rance que raciste. Et comment, pour la rencontrer enfin, son fils – et toute la fratrie – devront apprendre, d'abord, à s'en séparer ».



Portrait de Magyd Cherfi. (©MagydCherfi.com).

CHERFI, ZEBDA, DEUX NOMS ÉTERNELLEMENT INDISSOCIABLES

La boucle est interminablement bouclée pour Magyd ; mémoire vive et souffreteuse, dynamique et revendicative. L'artiste multi-cartes, avec ses amis du groupe Zebda parmi lesquels les deux autres franco-algériens Mustapha et Hakim Amokrane, a écorné l'assignation à résidence faite aux jeunes issus de l'immigration nord-africaine, en chantant et dansant la liberté et l'affirmation de ce qu'ils sont, sans courber l'échine. Le tout dans l'allégresse communicative. Parfois un peu trop, du goût de Cherfi. Qui ne se rappelle pas de l'étonnant succès du titre burlesque *Tomber la chemise* (1999), véritable premier succès « grand public » de Zebda : « Tous les enfants de ma

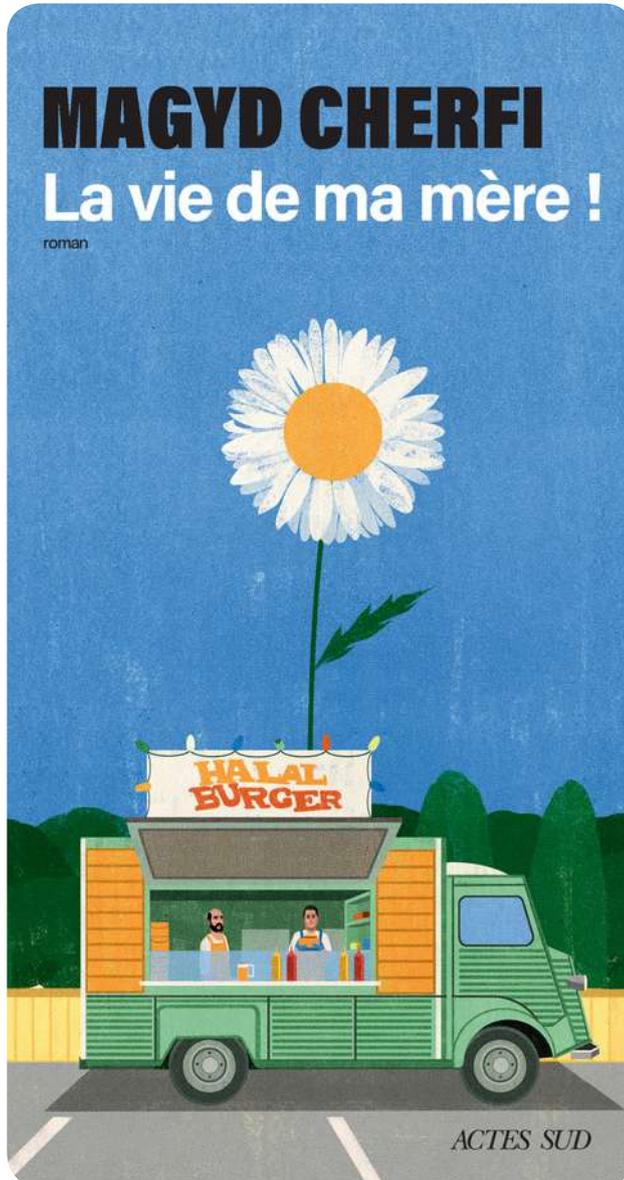
cité et même d'ailleurs. Et tout ce que la colère a fait de meilleur [...]. Ceux qu'ont des sentiments autant que les voyous attendent qu'on allume un méchant boucan. Et que surgissent de la scène des volcans. On a tombé, on a tombé la chemise. Tomber la, oui moi j'ai tombé, j'ai tombé la chemise [...]. ». Trop caricaturale, comparée au reste du disque *Essence ordinaire* où elle figurait ? En tout cas, le leader du groupe, pourtant l'auteur du texte, n'en garde pas un bon souvenir, un succès contreproductif, maléfique ! « Cette chanson, nous l'avons vécue comme un traumatisme. Ce succès, c'est comme si ce n'était pas le nôtre. Il y a des tubes assassins, qui vous stigmatisent. Cette chanson a tué toutes les autres et sonné la fin du groupe. », a-t-il déclaré au journal *Le Monde*, en 2005, près de deux ans après la

première « dissolution » de Zebda, fin 2003, « une pause » comme disaient ses membres. Au compteur, 5 albums : L'Arène des rumeurs (1992), Le Bruit et l'odeur (1995), Motivés ! Chants de lutte (1997, collaboration au sein de Tactikollectif), Essence ordinaire (1998) et Utopie d'occase (2002).

Effectivement, il en fallait plus pour empêcher le groupe de 18 ans de carrière, qui sait tellement mélanger les genres musicaux sans les altérer (rock, rap, raï, reggae, etc.), de se reconstituer « officieusement » en 2010 et de repartir « officiellement » en tournée en 2011. Cinq membres historiques sur sept se retrouvent : Magyd Cherfi, Mustapha et Hakim Amokrane, Joël Saurin et Rémi Sanchez. Seuls les musiciens Pascal Cabero et Vincent Sauvage manquent à l'appel. Le phoenix renaît de ses cendres. De nouveau, avec une belle dose de Zebda, se chantaient en gaité des sujets aussi sérieux et sensibles que le racisme, la laïcité, la justice sociale et l'immigration. Faut-il rappeler alors que le groupe a été marqué à gauche, très à gauche. Cela n'empêche qu'il a réussi à fidéliser un large public « hybride », terme que les artistes toulousains préfèrent à « métissé », un autre mot qui renvoie à la couleur des gens.

L'ALGÉRIE, LA MUSE DES FONDATEURS DE ZEBDA

De retour, Zebda sort son 6e album Second tour, en janvier 2012. Bien



Page de garde du dernier livre et premier roman de Magyd Cherfi : *La vie de ma mère !* (Actes Sud, 2024).

que lié à la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2012 – marquée par les éternels débats discriminant les immigrés et les français d'origine immigrée : islam, identité nationale, immigration illégale, etc. –, le choix du titre était-il prophétique, indiquant qu'il n'y aurait pas de troisième tour, de troisième chance pour Zebda, de nouveau en « pause » depuis 2015,

une année après leur 7e et dernier album... en date : *Comme des cherokees* (2014) !?

Mais pour l'instant, on n'était pas encore là. Zebda a repris du service, de plus belle. Des concerts partout en France qui rappellent son âge d'or des années 1990. Néanmoins, une scène en particulier a retenu les esprits de leurs fans franco-algériens, algériens. Celle du 4 juillet 2012 à Alger, la veille de la célébration des 50 ans de l'indépendance de l'Algérie. Autrement dit, la libération de la muse des membres de Zebda, qui ne dit pas forcément son nom. En groupe et en solo, le pays de leurs parents, le leur, a été toujours en toile de fond de leurs créations ; en réalité de leurs cris de détresse, de leurs expressions de ras-le-bol, d'être les citoyens d'une sous-France car la France leur est refusée par ses gardiens du temple et ce ne sont pas leurs déclarations et preuves d'amour qui allaient changer quelque chose. On retrouve les rêves du pays, le bled idéalisé, mais aussi ses héritages douloureux, de la colonisation à la décennie noire, dans les œuvres littéraires et musicales de l'ex-leader

de Zebda, mais également dans les chansons du duo Amokrane. Pour leur deuxième album solo *Origines contrôlées* (2007), pour ne citer que cet exemple, les deux frères ont revisité le patrimoine musical algérien, en arabe, en kabyle et même en français, donnant une seconde vie à des chansons d'antan, dans un proche passé, unique refuge de divertissement des « anciens », des



Le groupe Zebda tel qu'il a été reconstitué. De gauche à droite : Mustapha Amokrane, Rémi Sanchez, Magyd Cherfi, Joël Saurin et Hakim Amokrane (2011, ©Bernard Ulrich).

ouvriers immigrés, qui ont tout laissé en Algérie, parents, femmes, enfants, terres et traditions, pour venir travailler en France. « Les questions que nous avons commencé à aborder il y a 20 ans, sur l'héritage culturel, l'histoire, sont toujours pertinentes aujourd'hui », a martelé Mouss, alia Mustapha Amokrane, sur France 3, à l'occasion du 20e festival Origines contrôlées (octobre-décembre 2023), événement culturel créé par l'association Tactikollectif en 2004 et auquel leur opus fera référence (l'association a été elle-même créée à Toulouse par les frères Amokrane et Cherfi).

Magyd Cherfi, fort d'une « part de gaulois récalcitrant » bien accueillie en librairie dès son premier récit Livret de famille (Actes Sud, 2004), et ses deux compères de Zebda, qui l'aidaient à maintenir sa « part d'un

fier DZ », ont été pendant 30 ans les acteurs non pas d'un simple projet artistique, certes complet et multifacette, mais plutôt d'un mouvement culturel à part entière, dont les frontières avec la politique sont restées continuellement perméables. Zebda s'y était même essayé, faisant acte de candidature aux municipales de mars 2001, à Toulouse, avec une liste citoyenne baptisée « Motivé-e-s ». Avec plus de 12 % de voix au premier tour, les Motivé-e-s ont joué les arbitres pour le second tour. « L'émergence d'un tel courant, écrit La Dépêche, traduit à la fois une réticence vis à vis des partis traditionnels. Il illustre aussi une volonté

de participer aux choix municipaux qui engagent l'avenir de Toulouse et le mode de vie de ses habitants, et en particulier ceux des quartiers en marge de la prospérité ambiante ». Zebda est devenu un slogan, un signe de ralliement pour des milliers de citoyens engagés, toujours motivés. Même seul, Cherfi, l'incarnation médiatique la plus identifiée du groupe, ne se détourne jamais de prendre position sur les débats qui animent la société française. Sa vie militante, au même titre que celle des Amokrane, à aucun moment ne fut mise en suspens, comme c'est le cas pour leur collaboration artistique qui, espérons-le, sera un jour « dégelée ». Le puissant retour de son ex-leader le démontre une énième fois : cette zebda-là n'est pas encore prête de fondre. ♦

LES BONNES AFFAIRES DU GROUPE PHARMACEUTIQUE SANOFI EN ALGÉRIE

Engagé en Algérie depuis plus de trois décennies, le groupe français Sanofi est l'un des exemples les plus édifiants des succès possibles pour la coopération économique-technologique algéro-française. Son activité s'est développée, au fil des ans, pour toucher plusieurs segments de l'industrie pharmaceutique algérienne, ayant d'énormes besoins en médicaments et sans cesse en accroissement, notamment ceux dédiés aux traitements lourds.

PAR AMAYES AMAR

La hausse de la demande des produits pharmaceutiques sur le marché algérien, notamment les plus rares, a été engendrée par la croissance démographique dynamique et la multiplication fulgurante dans le pays du nombre de cas de maladies lourdes (cancer, diabète, hypertension, etc.). Cette situation alarmante a poussé les pouvoirs publics à faire appel à des partenaires étrangers pour investir sérieusement en Algérie dans ce secteur, prometteur et rentable. Et ce, bien évidemment parallèlement aux programmes d'importations, maintenus pour une liste non négligeable de médicaments. À ce titre, Sanofi, présent sur le territoire algérien depuis 1991, figure parmi les principaux alliés de l'industrie pharmaceutique locale, toujours en quête de développement et de transfert technologique dans ce domaine en

constante innovation. Le géant français de pharmacologie, créé en 1973, semble avoir désormais saisi cet enjeu et il a adapté sa stratégie aux besoins du marché algérien. Actuellement, sur 900 employés de Sanofi Algérie, les compétences algériennes constituent 99,5% de ses effectifs. De plus, il a consenti d'importants investissements pour développer l'industrie pharmaceutique locale.

NOUVEAU DÉPART DE SANOFI ALGÉRIE APRÈS L'AFFAIRE DE 2012

Le groupe Sanofi revient de loin en Algérie, où il a traversé une longue zone de turbulences à partir de 2012. Cette année-là, son entité algérienne, les laboratoires Sanofi-Aventis, a été accusée par les douanes algériennes de «surfacturation des matières premières utilisées dans les médica-

ments». La filiale de Sanofi a été finalement condamnée à payer une amende de 20 millions d'euros par la justice pour «transfert illégal de capitaux».

Le groupe pharmaceutique français a aussitôt réagi, voulant prouver sa bonne foi et tourner définitivement la page d'un épisode qui a « fâché » le gouvernement algérien de l'époque mais sans provoquer une « rupture », en annonçant, dès 2013, un investissement de 85 millions d'euros en Algérie pour y « construire le plus grand complexe industriel de production et de distribution pharmaceutique en Afrique ».

L'usine de six hectares a été, effectivement, inaugurée en octobre 2018, au niveau du site historique de Sanofi à Alger. Il constitue à ce jour la « fierté » du groupe et des autorités algériennes. Il faut dire qu'il s'agit d'un nouveau fleuron de l'industrie algérienne d'une manière générale. «Depuis plus de 30 ans, on peut estimer



un investissement total de plus de 100 millions d'euros dans le site de Sidi Abdallah, plus grand site Sanofi en Afrique.», se satisfait un représentant de Sanofi Algérie que nous avons interrogé.

Aujourd'hui, Sanofi est en «bonne entente» avec les autorités algériennes de l'aveu même du président Abdelmadjid Tebboune. Assurant clairement qu'«il n'y a plus de contentieux» avec ce partenaire. «80 % de l'activité de Sanofi en Afrique est réalisée en Algérie.», a-t-il relevé, en juin 2021, dans un entretien accordé au journal *Le Point*. Ce qui illustre l'ampleur de ses investissements dans le pays.

Le bilan global de la décennie est jugé «très positif en termes de réalisations», par notre interlocuteur de chez Sanofi. «Nous avons

Complexe de production et de distribution de médicaments de Sanofi Algérie à Alger, le plus grand en Afrique lors de son inauguration en 2018 (©D.R.).

augmenté ces dernières années le taux de fabrication locale de nos produits disponibles en Algérie de 65 à 80 % en 2023. », poursuit-il.

SANOFI ALGÉRIE, 80 % DE PRODUITS LOCAUX EN 2023

Ce taux vient ainsi répondre aux attentes de l'Algérie dans la production pharmaceutique via l'intégration industrielle pour réduire ses importations. Dans ce cadre, les médicaments ciblés concernent surtout «les formes sèches de Sanofi». Le groupe met à la disposition des patients algériens des médicaments, fabriqués localement, pour des spécialités

pathologiques différentes : insulinothérapie, immunologie, médecine générale, etc. «En somme, les solutions de Sanofi portent sur le traitement de maladies dans divers aires thérapeutiques ; une centaine de spécialités, telles que le diabète, l'hypertension artérielle, la cardiologie, la thrombose, la psychiatrie, la neurologie, la médecine générale, les vaccins, l'oncologie et les maladies rares. », précise notre source. Sanofi Algérie étudie, en outre, des projets de partenariats pouvant lui permettre d'«augmenter sa production et son champ de spécialisation, notamment avec Saïdal». En effet, ces derniers mois, les discussions se sont enchaînées entre Sanofi et le géant public algérien sur les moyens de développer leur relation.

**VERS DES VACCINS
100 % ALGÉRIENS
SAIDAL-SANOFI**

Le ministre algérien de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, fin novembre dernier, une importante délégation de responsables des laboratoires Sanofi. « L'objet de la rencontre, précise les médias officiels, est l'examen des nouveautés enregistrées par ces laboratoires en termes de projets de production locale de médicaments ». Cette réunion s'est déroulée en présence du vice-président des laboratoires Sanofi, Marc-Antoine Lucchini – DG de Sanofi France depuis le 1er décembre –, et du DG de Sanofi

Algérie, Eduardo Arce Parellada. Les deux responsables ont mis en avant leurs « résultats et ambitions pour l'Algérie ». Le ministre algérien, quant à lui, a fait valoir « les facilitations accordées [par le gouvernement à Sanofi] en vue de produire la plus grande quantité possible de médicaments ». Vantant « la qualité » du travail accompli par le groupe français, il a évoqué avec ses responsables le dossier de l'élargissement de son partenariat avec le groupe Sidal, surtout en ce qui concerne la production de vaccins. Aoun n'a pas manqué de presser « la signature de l'accord avant la fin du mois de décembre [2023] et de lancer directement la production ». Ce qui n'est toujours pas le cas.

À ce jour, ledit accord n'a pas encore été conclu. Interrogé à cet effet, l'on nous répond au niveau de Sanofi, sans donner des détails : « Le partenariat est en train d'être renforcé et il est en cours de développement continu ». Cette question a, pour rappel, déjà été évoquée, en janvier 2023, entre le ministre algérien et l'ex-ambassadeur de France en Algérie, François Gouyette. Les deux parties avaient discuté de la relance et du renforcement de la joint-venture entre Sidal et Sanofi, en lui « conférant plus d'envergure » par l'élargissement de la gamme de produits pharmaceutiques fabriqués et les aires thérapeutiques couvertes.



Le site de Sanofi à Sidi Abdallah est l'un des seuls en Algérie qui regroupe la production, l'entreposage et la logistique sur une seule plateforme (©D.R.).



Toujours lors de son rendez-vous de novembre avec Lucchini et Paredada, Aoun a salué « la stabilité enregistrée dernièrement dans la production de l'insuline, qui a permis de couvrir la demande sur le marché local et de mettre fin aux ruptures enregistrées par le passé ».

PRODUCTION D'INSULINE EN ALGÉRIE PAR SANOFI

Il a beaucoup insisté sur l'importance du projet de Sanofi concernant la production d'insuline, « une priorité en matière de santé publique ». D'après notre source, « le projet est en cours de développement, en cohérence avec

Avec déjà un taux de fabrication locale des produits disponibles en Algérie à 80 % en 2023, Sanofi s'est engagé à produire bientôt de l'insuline au sein de l'unité de Sidi Abdallah (©D.R.).

l'agenda des autorités ». Une autre manière de sa part d'indiquer que la collaboration entre Sanofi et le gouvernement algérien est « sur la bonne voie » et que « les objectifs tracés, de part et d'autre, sont en phase de concrétisation ».

En réponse à une demande du ministère de tutelle, le groupe Sanofi avait annoncé, en octobre 2023, son intention de se lancer dans la production de l'insuline en Algérie. Il s'agit d'un projet à « moyen terme », qui nécessiterait l'« investissement de 100 millions

d'euros » pour la création d'une ligne de production d'insuline, au sein de l'unité algéroise de Sidi Abdallah. D'un côté, il s'agit pour Sanofi de renforcer sa place sur le marché algérien et africain sachant que le groupe détenait, en 2018, 13 % du marché pharmaceutique algérien, estimé à 3,3 milliards d'euros. De l'autre, l'Algérie veut édifier une industrie du médicament de haut niveau et d'assurer une production locale plus autonome, mais surtout garantir un approvisionnement stable des officines et des hôpitaux pour éradiquer les pénuries et les perturbations cycliques qui affectent le marché algérien du médicament. ♦

LE POULET SANS ANTIBIOTIQUES À L'ASSAUT DE L'ALGÉRIE

Le Poulet Vert, un poulet sans antibiotique, est en passe de conquérir le marché algérien. Après plusieurs mois d'essais fructueux, le laboratoire français Biodevas, fabriquant de solution naturelle pour le secteur agricole, présent dans 28 pays, et son partenaire algérien Plantaxion ont créé la première filière de volaille sans antibiotiques en Algérie.

PAR F.A.A.

L'antibiorésistance est notre cheval de bataille », explique à France Algérie Actualité, Fayçal Boubekeur, directeur de Plantaxion, entreprise créée en 2012 et en partenariat exclusif avec Biodevas Laboratoires depuis 2014. « Il ne faut pas oublier que le poulet finit dans les assiettes des consommateurs et que l'utilisation abusive des antibiotiques a une influence sur la santé publique. Il en va de l'intérêt du consommateur et de l'intérêt public et non pas seulement d'un intérêt économique », défend-t-il. Concrètement, la société française « formule des produits 100% naturels à destination du secteur agricole et plus précisément à l'élevage notamment la filière volaille afin de permettre aux éleveurs de réduire, voire ne plus utiliser du tout d'antibiotiques tout en maximisant les performances de leur poulet et donc de la rentabilité de leur élevage. », nous précise de son côté François Blua, directeur général de Biodevas Laboratoires, qui a développé le label « Poulet Vert ».

Dans ses laboratoires situés près du Mans (ouest de la France), la PME française fabrique des aliments complémentaires « sous forme de liquides à intégrer dans les boissons

des volailles avec différentes doses et différents objectifs » et travailler ainsi sur les problématiques sanitaires qui peuvent toucher les élevages de poulets algériens tels que « les problèmes digestifs, respiratoires et locomoteurs ». Selon M. Blua, le laboratoire a développé aussi « des produits sous forme de poudre, qui vont être incorporés dans l'alimentation des animaux toujours avec des objectifs sanitaires et de performances. Ce sont des produits uniquement à base d'extrait de plantes ».

NAISSANCE DE LA FILIÈRE AVICOLE SANS ANTIBIOTIQUES EN ALGÉRIE

Sur le terrain, ce sont donc les équipes de Plantaxion qui travaillent à la vulgarisation des produits

naturels auprès des vétérinaires et des intégrateurs algériens. Et l'entreprise blidéenne partit vraiment de loin car « il a fallu convaincre » les différents acteurs importants en déconstruisant leurs « idées reçues » sur les produits naturels. « La plupart des vétérinaires et intégrateurs expliquaient ne pas pouvoir utiliser ces produits dans les cas critiques. Nous leur avons prouvé que les produits Biodevas non seulement peuvent être utilisés à titre préventif, mais aussi dans les cas les plus graves et tardifs des maladies. », indique M. Boubekeur. Ce travail de sensibilisation semble porter ses fruits puisque, selon Plantaxion, une quinzaine d'intégrateurs et près de 300 vétérinaires, sur les 500 praticiens qui opèrent dans la filière, sont utilisateurs des différentes gammes proposées par le laboratoire Biodevas. Afin de poursuivre le développement de la filière avicole sans antibiotiques, les deux entreprises partenaires organisent un séminaire international intitulé Poulet Vert, à Alger, les 20 et 21 février. Les professionnels algériens du secteur auront d'ailleurs la possibilité de rencontrer leurs homologues d'une dizaine d'autres pays. Au total, 130 participants prendront part à l'événement. ♦



Le label Poulet Vert représente actuellement une petite part du marché algérien des volailles mais il est promis à un bel avenir grâce au travail de sensibilisation de Plantaxion (photo d'illustration, ©D.R.).

L'INESTIMABLE HÉRITAGE DE PIERRE RABHI POUR L'ALGÉRIE

Des entrailles de l'histoire franco-algérienne complexe, émaillée de luttes et de résiliences, ont souvent émergé des figures inspirantes, de part et d'autre, dans tous les domaines, qui essayaient de nous montrer la voie de l'avenir. Celle qui exige une réconciliation entre terre et humanité. Pierre Rabhi fait partie des pionniers en la matière. Il a, certes, laissé entièrement son héritage « matériel » en France, son pays d'adoption, mais l'Algérie, son pays de naissance, peut encore réclamer une part de l'héritage « moral » du fils du Sahara, voire se le réapproprier complètement, pour tirer des enseignements et des solutions permettant de relever les défis écologiques majeurs auxquels fait face l'Algérie.

PAR AMIRA MENSOUR



Paysage panoramique du Ksar de Kenadsa, l'oasis algérienne lieu de naissance de Pierre Rabhi en 1938 (2013, ©Chettouh Nabil).



Pierre Rabhi en simple paysan chez lui dans l'Ardèche en 2021 (©Mouvement Colibris).

Militant de la première heure de l'agroécologie, écrivain engagé et défenseur infatigable de la nature et du vivant, jusqu'à son dernier souffle, la devise de Pierre Rabhi était : « Si nous ne changeons pas notre être, la société ne peut pas changer ». Philosophe, conférencier, militant écologiste et auteur d'une trentaine d'ouvrages, mais il était avant tout un paysan, un « agroécologiste ». Il s'agit selon lui d'une alternative sociale mêlant simplicité, respect de la nature, sobriété des comportements et de la consommation des ressources. Pour lui, « la terre doit être respectée », c'est la première des règles qu'il enseignait aux nouvelles générations qu'il rencontrait.

Rabhi est né en 1938 à Kenadsa, une oasis près de Béchar, dans la vallée de la Saoura. C'est l'une des plus importantes cités sahariennes

du pays, connue pour son histoire séculaire, la beauté de son paysage, ses sites patrimoniaux et monuments religieux, culturels et touristiques, mais également ses personnalités littéraires et intellectuelles. Une région aussi célèbre pour ses gisements de charbon. À l'entrée de la ville, un vieux train de marchandise qui transportait autrefois du charbon est exposé avec une pancarte sur laquelle est écrit « Cité des mines ».

PIERRE-RABAH, ENFANT DU SAHARA ALGÉRIEN

Venu au monde en tant que Rabah, dans une vieille famille algérienne de la région, sa mère était femme au foyer et son père était forgeron, musicien et poète. À cinq ans, sa vie a basculé avec le décès de sa génitrice.

Dès 1943, son paternel le confia à un couple français qui l'a adopté, une institutrice et un ingénieur gaulliste de la société qui exploite le charbon. L'enfant grandit dans sa ville natale, gardant vifs ses souvenirs d'enfance racontés dans l'un de ses livres, « des soirées bercées par les contes et légendes de la grand-mère ». De sa famille algérienne, il hérita d'un goût particulier pour les travaux manuels, le conte et la musique. Tel père, tel fils !

Il a été élevé et nourri dans une double culture : durant la semaine, il vit dans sa famille d'adoption : catholique, bourgeoise, occidentale, avec laquelle il parle la langue française. Lorsqu'il rentre le week-end à Kenadsa, Rabah renoue avec une culture musulmane, traditionnelle et parle arabe. Il n'a trouvé aucune difficulté à assimiler cette « dualité » culturelle et à en faire une force, y compris sur le plan religieux. « On m'a souvent demandé si Pierre Rabhi est musulman ou

chrétien. L'ayant suivi de près, je crois qu'il a largement dépassé le concept religieux pour aller vers une vie plus spirituelle ou mystique. », témoigne le professeur universitaire Karim Rahal, en 2021, dans El Watan. En tout cas, adolescent, il s'installe avec sa famille adoptive à Oran. Rabah devient Pierre ! À cette période, il décroche son certificat d'étude.

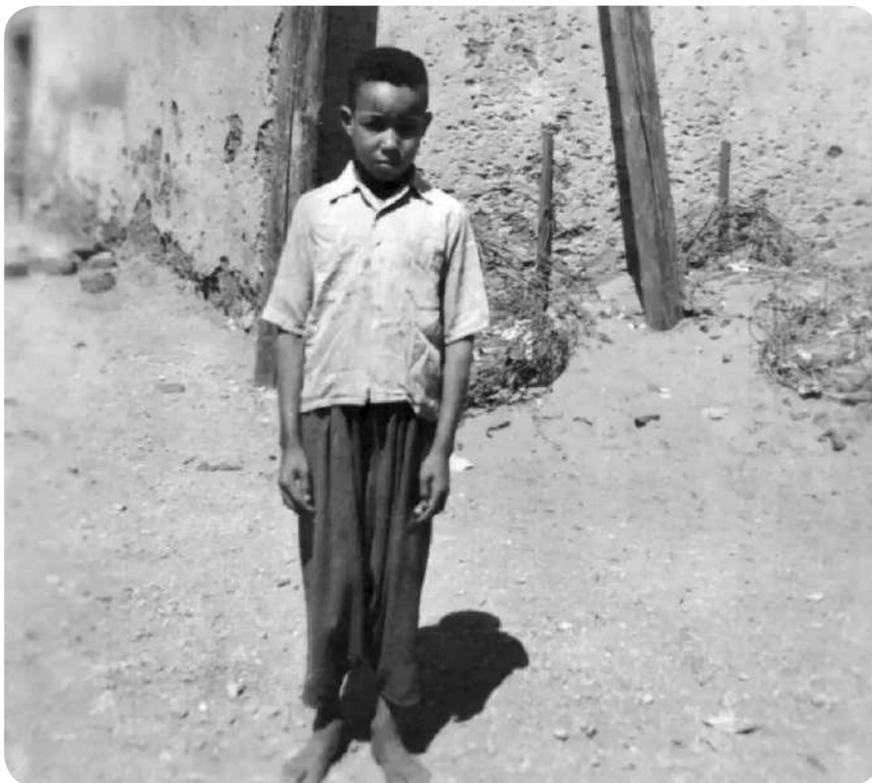
QUELLE INSPIRATION DE PIERRE RABHI POUR LA JEUNESSE ALGÉRIENNE ?

À 22 ans, Pierre Rabhi prend le bateau pour la France. À Paris, où il arrive à la fin des années 1950, il est employé comme magasinier chez un constructeur de machines agricoles de Puteaux (Hauts-de-Seine). Il se marie avec Michelle en 1961. Ensemble, ils rencontrèrent Pierre Richard, un médecin écologiste partisan du « retour à la terre », qui travaillait à la création du Parc national des Cévennes. C'est le déclic pour le couple, qui songeait déjà auparavant à rompre le mode de vie urbain.

Dans l'Ardèche où il s'était installé, en famille, Rabhi est « redevenu » bon paysan en l'espace de trois ans. Il se lance dans l'élevage caprin et expérimente l'agriculture biodynamique, sans reproduire les modèles productivistes. Le couple Rabhi finit par réaliser sa ferme agroécologique, qui devient une référence mondiale. C'est à partir de cette époque, vers 1968, que Rabhi devient un maître de l'agroécologie. À la fin des années 1970, il se rend au Burkina Fasso pour une période de trois ans, jusqu'en 1981, pour monter un centre de formation en agroécologie à Gorom-Gorom. Il insistait dans sa formation et conseils sur l'« autonomie alimentaire en milieu aride ». En 1988, il fonde le Carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement (CIEPAD), qui lui permit de mener enfin des ac-

tions en Algérie, son pays d'origine, mais également dans pleins d'autres pays : Tunisie, Maroc, Palestine, Sénégal, Togo, Bénin, Mauritanie, Pologne, Ukraine, etc. C'est en 1992 qu'il se rendra en Algérie pour une tournée de travail de sensibilisation (Alger, Blida, Médéa, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, Ouargla, Touggourt, El-Oued, Biskra, Batna, Sétif, Tizi-Ouzou). Il remettait déjà très clairement en question les systèmes de gouvernance établis, inégalitaires et dévastateurs de la planète. Son désir était de reconverter l'Algérie et toute l'Afrique à l'approche de l'agriculture respectueuse de la nature et contrecarrer l'agro-industrie. En 2007, il réalise son initiative la plus connue en fondant, le mouvement international pour la terre et l'humanisme, appelé plus tard le Mouvement Colibris. Selon des témoignages de ceux qui l'ont connu, comme certains étu-

diants algériens en agronomie ayant assisté à ses conférences interrogés après son décès, en décembre 2021 à l'âge de 83 ans, on retient de la personnalité de Pierre Rabhi : « respect la terre », « humble », « calme », « simple » et « serein ». Comme eux, il a inspiré des milliers d'autres jeunes par ses vies, ses paroles et ses livres, vendus à des milliers d'exemplaires. Certains sont à lire et à relire par les jeunes algériens afin qu'ils prennent conscience du « chantier » pharaonique qu'est l'Algérie de points de vue écologique et environnemental : Du Sahara aux Cévennes ou la Reconquête du songe (autobiographie, 1983) ; Le Gardien du feu : message de sagesse des peuples traditionnels (roman, 1986) ; Manifeste pour des Oasis en tous lieux (ouvrage collectif sous sa direction, 1997) ; Graines de possibles, regards croisés sur l'écologie (avec Nicolas Hulot, 2005) ; etc. ♦



Pierre Rabhi à l'âge de 5 ans, au moment où il devient orphelin de mère, pieds nus chez lui Kenadsa (©Archives personnelles de Pierre Rabhi).

MOHAMED SAÏL, L'ÉTRANGE ÉTRANGER OU LE PARCOURS D'UN ANARCHISTE ALGÉRIEN

Un semeur contre tous les tyrans, un révolutionnaire à plein temps. Tombé presque entièrement dans l'oubli, comme ce fut le cas pour de nombreux autres militants atypiques et étiquetés en marge du mouvement indépendantiste algérien, Mohamed Saïl, au départ sujet « indigène » de l'Empire colonial français, aurait pu être un personnage de cinéma. Si ce n'est la réalité qui dépassa allègrement la fiction.

PAR MOHAND AZIRI

Sur une de ses rares photographies, on voit Mohamed Saïl posant, hilare, jovial, superbement enroulé dans son burnous, la tête coiffée d'un turban, un chèche. Le goût de la provoque est porté au paroxysme, jusqu'au banquet des 80 ans de Sébastien Faure, au milieu de la « bonne société » anarchiste qui compose sa famille politique. Rebelle sans autre promesse de rédemption, provocateur né, grand rhéteur et chroniqueur à la plume à canon sciée, dans le *Libertaire*, organe central de la Fédération anarchiste (FA), où il sévit, comme dans *L'Éveil social* et autres bonnes feuilles, journaux, comités et organisations anarchistes, le syndicaliste révolutionnaire y déversera sa critique sans fard du système colonial et y imprènera son style cru et son caractère volcanique. Dégoupillés comme des grenades à fragmentation, ses articles alternent la charge et la violente diatribe, les traits d'humour avec la critique systémique du capital « cannibale

mondial » et le colonialisme abjecte. Poignants, ils témoignent, a posteriori, de la condition effroyable réservée à l'indigène. « Pour étouffer nos gémissements, écrit-il, pour étrangler nos cris possibles,

Vieux cheval de bataille, j'entends prendre la défense de mes malheureux compatriotes opprimés, s'il le faut au prix de ma liberté et même de ma vie, sans aucune faiblesse.

pour mieux nous rançonner surtout, vous avez imaginé l'inhumain, l'injuste Code de l'indigénat qui est une honte pour une nation moderne ». Ce sont les paroles d'un montag-

L'étrange étranger, livre posthume de Mohamed Saïl

*Le livre posthume de Mohamed Saïl *L'étrange étranger*. Écrits d'un anarchiste kabyle a été publié en 2020, par la maison d'édition québécoise Lux Éditeur. Il s'agit de réunis et présentés par Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Spécialiste des idées politiques et des mouvements sociaux, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'anarchisme. Pour le chercheur, retracer le parcours insolite de Mohamed Saïl « n'a pas été de tout repos », mais cette quête lui a permis de découvrir la « vie hors du commun d'un homme qui avait été à la fois polémiste, organisateur et militant de choc du mouvement anarchiste ».*

*Cette anthologie regroupe une trentaine de textes de Saïl datant de 1924 à 1951. Ainsi, trois décennies d'activité éditoriale intense ont été en partie restituées, durant lesquelles ce militant prolifique a usé sans modération de sa plume rageuse dans les publications et journaux anarchistes : *Le Libertaire*,*

L'Éveil social, Le Flambeau, Terre libre et La Tribune Nord-Africaine. Son sujet de prédilection a été l'oppression coloniale française en Algérie (racisme meurtrier, hypocrisie de l'administration républicaine, etc.), tout en appelant ses camarades algériens et français à se méfier des fausses solutions et à rejoindre les rangs des anarchistes. Selon le Pr Déri, « la colère de Mohamed Saïl résonne particulièrement avec celle des soulèvements populaires d'aujourd'hui ». Son recueil a « une valeur à la fois historique et politique », en cela qu'il permet de « replonger dans l'esprit d'un anarchiste né avec le XXe siècle et qui a mobilisé sa plume contre le caractère hypocrite, injuste, violent et mortifère du système colonial ». Le profil de l'« étrange étranger »



sort, par ailleurs, des sentiers battus de l'anarchisme arpentés par ses figures traditionnelles européennes (Pierre-Joseph Proudhon, Mikhaïl Bakounine, Pierre Kropotkine, Emma Goldman, etc.). La voix de l'anarchiste algérien fait écho à celle des anarchistes altermondialistes d'aujourd'hui, engagé-e-s dans les luttes décoloniales en Occident et ailleurs.

Si quelques écrits de Saïl sont présents sur le web depuis longtemps, dont certains ont même fait l'objet de réinterprétations politiques décontextualisées comme « La mentalité kabyle », d'autres textes, déplore Dupuis-Déri, « sont malheureusement restés introuvables, notamment des textes publiés dans les années 1920 en Algérie ou encore dans L'Insurgé (Paris, 1925-1926), un journal individualiste qui se portait à la défense des criminels et des prostituées, et qui prônait l'amour libre ». Dans ses recherches, l'universitaire franco-canadien a bénéficié de l'aide précieuse de Philippe Bouba, qui a fait une thèse de doctorat intitulée « L'anarchisme en situation coloniale, le cas de l'Algérie. Organisations, militants et presse (1887-1962) » (Université de Perpignan / Université d'Oran, 2014), et du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne et de Marseille.

Le choix du titre est évocateur. Étranges étrangers, est à l'origine, un poème célèbre de Jacques Prévert (Grand Bal du Printemps, 1951), qui l'aurait dédié à Mohamed Saïl. Extrait :

«Kabyles de la Chapelle et des
quais de Javel
hommes des pays loin
cobayes des colonies
Doux petits musiciens
[...]

Étranges étrangers
Vous êtes de la ville
vous êtes de sa vie
même si mal en vivez
même si vous en mourez»

M. A. ♦

nard kabyle qui maugréait le sort de ses « compatriotes indigènes », élevés au rang de « grand prolétariat » par le séquestre et les expropriations. Ils n'avaient même plus la suprême ressource de procurer à leur « marmaille famélique » une maigre galette d'orge en louant leurs bras hors de la colonie, dans les usines de cette France qu'ils ont pourtant contribué à sauver de la « horde germanique ».

Dans ce sens, il dénonça, un 1 mai 1925, le décret-loi du gouvernement qui instaure le permis de voyage aux indigènes candidats à l'émigration en métropole, tout en décrivant une partie de la corruption du système colonial : « Les formalités à remplir sont si nombreuses, si difficiles et si coûteuses que peu de privilégiés seulement entrent en France, (...) il faut passer par beaucoup d'intermédiaires, garde-champêtre, caïd, khodja, administrateur, et la plupart de ces personnages ne travaillent pas pour rien. Le bakchich bat son plein, la sueur du burnous ruisselle au vu et au su du gouvernement de la Troisième République, les poches se vident, des dettes se contractent et l'heureux indigène qui débarque à Marseille a déboursé plus de 500 francs (...) ».

Saïl est natif d'Algérie, en 1894, à Taourirt, village perché sur le flanc des monts d'Ath Ouaghli (Akkafadou, Béjaïa) à la terre ingrate, au-dessus de la richissime vallée de la Soummam faite sienne par les petits et grands colons. Toute sa vie, loin d'être un simple « intermittent » de la révolution libertaire, il aura été un militant transcendant. Antimilitariste, anticolonialiste, anticapitaliste, insoumis et déserteur pendant la Première Guerre mondiale, mais soldat de la révolution internationale. Il s'engagea dans la colonne Durruti, créée en 1936, au début de la guerre d'Espagne.

**PREMIERS FLIRTS
« ANARS » À 17 ANS**

Mohamed est tombé tôt dans les bras fraternels du communisme libertaire, au sein de la FA, un point de chute improbable pour la masse des travailleurs indigènes qui lui préféraient d'autres chapelles politiques. Inconnue, la date exacte de sa première traversée de la Méditerranée pour rejoindre la France métropolitaine n'a pas été retracée. Francis Dupuis-Déri pense, néanmoins, que les premiers contacts de Saïl avec l'anarchisme se situeraient vers 1911, à l'âge de 17 ans. Peut-être a-t-il assisté, à Alger, à des causeries organisées dans un bar, place du Gouvernement, par les Précurseurs, un petit groupe anarchiste actif de 1905 à 1912 et qui rassemblait étudiants, ouvriers, marchands forains et petits commerçants.

Débarqué en métropole, il est happé par le mouvement ouvrier algérien né dans les hauts fourneaux de l'émigration des années 20, Saïl se révèle un inlassable organisateur et mobilisateur. Au lendemain de la Grande guerre, il fonde, en 1923, avec Slimane Kiouane, le Comité d'action pour la défense des indigènes algériens, affilié à la FA. En 1929, il lance le Comité de défense des Algériens contre les provocations du centenaire.

**SAÏL « VÉRITABLE
DANGER SOCIAL »,
SELON LA POLICE**

En 1931, il participe à la protestation contre la tenue de l'Exposition coloniale à Paris, avec l'Union anarchiste, l'Association des fédéralistes anarchistes et la Confédération générale du travail – Syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR). En 1932, il est accusé d'avoir incité des militaires à la désobéissance, en raison d'une lettre ouverte en soutien à des

Que les Algériens se souviennent de la comédie criminelle de 1914-1918. Cent mille travailleurs y laissèrent leur carcasse pour conquérir une prétendue liberté. On exaltait alors l'héroïsme des enfants d'Afrique... Quand il s'agissait de crever, ils étaient des héros. Maintenant qu'il s'agit de vivre, ils sont redevenus des "bicots".

objecteurs de conscience.

Les rapports de la police – qui le surveillait comme le lait sur le feu et l'envoyait régulièrement au cachot –, le qualifient de « très actif, dangereux [...] De véritable danger social ». Autant dire qu'il est passé et repassé par la case prison. Onze années au total en 59 ans d'existence, à partir de son expérience inaugurale en 1914 après son refus de conscription. « Ma carcasse est suffisamment dure pour résister à plus d'un séjour dans les geôles des régimes blancs ou rouges qui pourront porter atteinte à ma liberté. Ce n'est pas pour cela que j'irai implorer la pitié de gens qui ne sont que des rabatteurs de certains politiciens et les valets d'un régime qui ne le cède en rien au régime capitaliste. », a-t-il commenté à ce sujet. Si ça ne tenait qu'à lui, toutes les victimes des dictatures et de l'autorité se dresseraient pour crier : « À bas toutes les prisons de la terre ! Que sur leurs ruines, un

jour, s'élève, radieuse et triomphante, l'Anarchie ! ».

En février 1934, avec 2 000 de ses compatriotes algériens, Saïl tient une barricade à la gare de l'Est et du canal Saint-Martin, face aux manifestations des ligues fascistes. La même année, il met sur pied la Section des indigènes algériens de la CGT-SR. Il est interpellé à Saint-Ouen par la police, après avoir pris la parole en avril lors d'un rassemblement antifasciste. Les agents trouvent sur lui un pistolet et procèdent à une perquisition de son domicile, qui permet de saisir « un vieux fusil Mauser et une grenade vide rapportés du front par le mari de la compagne de Saïl, veuve de guerre », selon le Comité de défense sociale, dont il est membre. Un prétexte pour le garder quelques mois en prison !

Dès qu'éclate la révolution en Espagne à l'été 1936, Mohamed Saïl s'engage dans la centurie Sébastien-Faure de la colonne Durruti. Il y est nommé délégué du Groupe international et mène l'offensive sur Quinto. Il signe au moins une « lettre du front », publiée par L'Espagne antifasciste du 4 novembre 1936, mais il est blessé à la main par un tir ennemi lors d'une mission de reconnaissance. Le journal, dans son édition du 18 novembre 1936,

Les grades, la fanfaronnade et l'ambition sont le rêve des polichinelles de tout acabit et non pas de ces milliers et milliers d'anarcho-syndicalistes qui font la beauté de l'Espagne libertaire.



Mohamed Saïl en 1938, posant la tête coiffée d'un turban et d'un chèche au banquet des 80 ans de Sébastien Faure, journaliste anarchiste et cofondateur du journal *Le Libertaire* (©D.R.).

annonce dans une brève que le « camarade Saïd [sic] Mohamed est sain et sauf. Il est actuellement à Barcelone », à l'hôpital. Il est rapatrié en France en 1937, où il participera à plusieurs manifestations en soutien à l'Espagne antifasciste.

MILICIEN DE LA COLONNE DURRUTI PENDANT LA GUERRE D'ESPAGNE

Dans sa lettre du front, datée du 30 octobre 1936, il est vent debout contre le projet de militarisation des milices internationales. « Miliciens oui, soldats, jamais!, écrit-il, [car] tout est liberté chez nous, et cette liberté fait de nous des hommes disciplinés, bravant la mort et la torture. Nous ne marcherons jamais à la baguette, mais nous ne pâlerons jamais devant l'ennemi.

Militarisation? Dans les colonnes des politiciens, rien ne nous étonne, mais chez nous, il n'y a que des camarades sans Dieu ni Maître, tous sur le même pied d'égalité. Durruti est notre guide et notre frère. Il mange et couche avec nous, il est moins bien habillé que nous, il n'est ni général ni caïd, mais un milicien digne de notre amitié. Les grades, la fanfaronnade et l'ambition sont le rêve des polichinelles de tout acabit et non pas de ces milliers et milliers d'anarcho-syndicalistes qui font la beauté de l'Espagne libertaire ». Son casier noir d'insoumis notoire, d'objecteur de conscience, de prophète de la désertion, d'antimilitariste chevillé au corps et d'autres crimes de lèse-majesté conduiront

Plaque commémorative en Algérie

En octobre 2016, une plaque à la mémoire de « Saïl Mohand Ameziane, militant anarchiste », a été apposée sur le mur de sa maison natale en Algérie, sise au village kabyle de Taourirt (Sidi Aïch, Béjaïa). Un hommage lui a été alors rendu, pour la première fois, à travers une journée commémorative organisée au niveau de la bibliothèque communale de Tibane. Saïl est ressuscité chez lui des décennies d'oubli. M.A.

Saïl, comme dit précédemment, plus d'une fois dans les pénitenciers français. En 1938, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, il est interpellé pour avoir distribué des tracts antimilitaristes. Ce qui lui vaut de passer dix-huit mois en prison. Il y retourne en 1939 pour la même raison. Son domicile avait été de nouveau perquisitionné. Les autorités ont saisi et dispersé les livres de sa précieuse bibliothèque. Il est encore arrêté en 1941 et détenu au camp de Riom-ès-Montagnes (Cantal, quart sud-est de la France), pendant un court moment car il a réussi à s'évader.

LE TESTAMENT D'UN ANARCHISTE KABYLE

Jusqu'à ses ultimes instants de vie, Mohamed Saïl collait encore les affiches en banlieue parisienne, notamment à Bobigny. Il est mort dans cette ville en 1953, à six mois de ses 60 ans, mais surtout à une année du déclenchement de la guerre de libération en Algérie, la Révolution algérienne. Non seulement il l'appellera de ses vœux, mais il y concourra par ses actes structurants de militant révolutionnaire. Prémonitoire, il annoncera la « libération totale » du territoire algérien : « Emprisonnez, assassinez, oh ! pitres sanglants, mais la révolte du peuple continuera sa

marche en avant jusqu'à sa libération totale. Vos bagnes et vos prisons sont, pour l'immense majorité des opprimés que nous sommes, la véritable liberté, la libération de conscience, le soulagement d'un cœur ulcéré qui un jour proche criera "vengeance" ».

Dans son texte le plus commenté, en l'occurrence « La mentalité kabyle » (Le Libertaire, 16/02/1951), il écrit : « Aujourd'hui, alors que la caverne d'Ali Baba d'outre-mer craque et coule, je crois utile d'affirmer, contre tous les pessimistes professionnels ou les rêveurs en rupture de places lucratives, que l'Algérie libérée du joug colonialiste serait ingouvernable au sens

religieux, politique et bourgeois du mot. [...] Il faut voir l'indigène algérien, le Kabyle surtout, dans son milieu, dans son village natal et non le juger sur son comportement dans un meeting, manifestant contre son ennemi mortel : le colonialisme. Pour l'indigène algérien, la discipline est une soumission dégradante si elle n'est pas librement consentie. Cependant, le Berbère est très sensible à l'organisation, à l'entraide, à la camaraderie, mais, fédéraliste, il n'acceptera d'ordre que s'il est l'expression des désirs du commun, de la base ». Ses camarades du groupe anarchiste d'Aulnay-Sous-Bois, lui reconnaissent une seule passion : « Répandre autour de lui les graines

de la révolution ». Il incarnait, selon eux, « l'anarchisme social, le communisme libertaire. Son combat était prolétarien et révolutionnaire. Il souffrait au plus profond de lui-même de la vie injuste, la vie mauvaise imposée par les puissants de l'heure. Il souffrait surtout pour ses frères algériens, pour ses frères colonisés du monde ».

Dans l'hommage post mortem que lui a rendu la FA, son comité national a rappelé le rôle central de Saïl qui lui avait permis de « trouver un large écho dans les milieux nord-africains ». On peut y lire : « Venu dès sa jeunesse aux idées libertaires, Saïl Mohamed fut toujours un militant exemplaire. Agitateur, propagandiste,



Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'Université du Québec, a réuni et présenté les textes de Mohamed Saïl dans le livre *L'étrange étranger* (Lux Éditeur, 2020).

militant fraternel, il s'était fait une règle d'intransigeance, repoussant tout geste qui eût pu avoir un caractère mercantile, méprisant ses intérêts personnels. Combatant de la Révolution espagnole dans la colonne Durruti, militant de chaque instant, il paya ses activités de onze ans de prison et de camps. À la Libération, il se retrouvait parmi les jeunes pour reconstituer le mouvement, et le groupe qu'il animait à Aulnay-sous-Bois est un des plus actifs de la région parisienne. Saïl fut un infatigable propagandiste du Libertaire, l'homme de tous les dévouements et de tous les coups durs. Saïl n'avait pas oublié ses frères de race et les luttes héroïques du peuple algérien. Le type même du militant, prêt à tous les sacrifices, jamais découragé ». Il est enterré le 30 avril 1953 au cimetière musulman de Bobigny, non sans une ultime polémique, entre la famille et ses camarades autour des obsèques : religieux ou anarchistes !? ♦



MOHAMED SAÏL

« UN ANARCHISTE KABYLE »

Texte : MLT & Dessins : OLT

Né en Kabylie le 14 octobre 1894, Mohamed Saïl fut emprisonné durant le premier conflit mondial pour insoumission et désertion. Après sa libération, et installé en région parisienne, il adhéra à l'Union Anarchiste. Il fonde en 1923 le Comité de Défense des Indigènes Algériens.



Menacé par les ligues d'extrême droite il est armé. Il est arrêté le 3 mars 1934 et condamné à 4 mois et demi de prison pour port d'arme prohibée.



Pour combattre les nationalistes d'Espagne, il rejoint le Groupe international de la colonne Durruti en juillet 1936.



L'Espagne Antifasciste publie ses lettres écrites sur le front des combats.



Blessé à Saragosse, il rentrera en France. En septembre 1938, il est condamné à 18 mois de prison pour distribution de tracts contre la guerre.



Pendant l'occupation nazie il se consacre à la réalisation de faux-papiers.



Il reprend ses écrits anticolonialistes dans *Le Libertaire* dès 1946, jusqu'à son décès en avril 1953 à Bobigny.



TEXTES RECUEILLIS ET PRÉSENTÉS PAR SYLVAIN BOULOUCQUE

« Ce recueil de texte d'un anonyme rédacteur de la presse libertaire, publié originellement par les éditions Volonté anarchiste en 1994, voulait rappeler l'existence d'une vision libertaire sur les problèmes coloniaux qu'il refusait de détacher de la question sociale. L'émergence des débats sur le colonialisme a fait qu'il est devenu une figure importante de l'anarchisme. animateur de multiples comités, sa connaissance intime de l'Algérie lui permet de publier des textes soulignant les multiples mécanismes de domination. [...] Ces articles l'inscrivent dans les formes classiques du militantisme anarchiste alliant anticolonialisme, anticommunisme, anticapitalisme antifascisme et combat pour l'émancipation. » <<https://www.partage-noir.fr/796>>



BD sur Mohamed Saïl, publiée en octobre 2021 (à lire sur le site anarchiste Partage-Noir.fr).

SIDI BEMOL. *ROCKEUR ET PRODUCTEUR DE MUSIQUE.*

“ *J’aime beaucoup de styles musicaux différents, j’aime toutes les musiques* ”

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMIR GHEZLAOUI

Votre public vous connaît comme Sidi Bemol l’artiste et moins comme Hocine Boukella le producteur de musique. Comment êtes-vous arrivé dans ce métier ?

Mon premier album Cheikh Sidi Bemol a été produit par le label Samarkand en 1998. Mais pour mon deuxième album, El Bandi, sorti en 2003, nous n’avions pas réussi à trouver un producteur. Donc, nous l’avons fait nous-même dans un studio rudimentaire, installé dans les locaux de l’Association L’Usine, à Arcueil, un collectif d’artistes algériens et français qu’on avait créé en 1997 et qui regroupait des chanteurs, musiciens, poètes, peintres, dessinateurs, producteurs de spectacles et de disques, etc. C’était ça les débuts de Sidi Bemol, une carrière professionnelle qui a commencé péniblement et sur le tard.

Afin de ne pas subir les mêmes problèmes de production et de commercialisation avec les albums suivants, j’ai créé mon propre label en 2004 : CSB Productions. Et ce, en sachant que l’album El Bandi a eu un bon succès en France. En Algérie, on

Mon prochain album s’intitulera Guellal Montréal et il aura une orchestration sobre : de la percussion et des guitares. J’y reprendrai des textes de poésie amérindienne

peut dire même qu’il a cartonné.

C’est ça qui vous a encouragé à poursuivre dans la production musicale ?

Oui. Le label ne s’est pas juste limité à produire mon propre groupe. Il a servi rapidement à la production des albums de copains qui venaient répéter à L’Usine. Cela nous a permis de régler le problème avec les producteurs et les labels à la source. On s’est dit qu’il valait mieux maîtriser et faire les choses nous-même. Ce qui signifiait aussi faire une musique qui nous plaisait. Puis, nous avons enregistré d’autres groupes : Zerda, Azenzar, Zalamite, etc.

Qui est Sidi Bemol ?

Hocine Boukella, futur Sidi Bemol, naît à Alger en 1957. Il grandit dans le quartier de Belcourt (actuel Belouizdad). Dans les années 1980, il étudie la biologie marine à l’université des sciences et de la technologie de Bab Ezzouar, tout en taquinant la guitare et la plume. Il évolue dans les milieux underground où les musiques maghrébines novatrices sont en gestation ; il réalise ses premières bandes dessinées, mais ses planches sont clouées au pilori par une censure frileuse. En 1985, il débarque à Paris pour un doctorat de génétique des populations mais en 1988, après les manifestations d’octobre à Alger, il décide de quitter le monde de la science pour se consacrer à l’art. Il publie des dessins de presse dans diverses revues en France et en Algérie, il dessine des affiches, des pochettes d’albums, il participe à des expositions et il multiplie les petits boulots. Avec des compagnons de galère, il monte un groupe de rock, en 1994, qui « fait plus de chantiers que de concerts ». Il a des problèmes de papiers et connaît une éprouvante période de « clandestinité ». En 1997, il crée et dirige l’Association L’Usine

à Arcueil, avec des amis artistes, la plupart algériens fraîchement débarqués. Ce collectif occupe et gère un immeuble transformé en locaux de répétition et enregistrement, et en ateliers de graphistes. Le lieu devient vite un point de ralliement incontournable pour la scène algérienne de Paris, et un laboratoire de création artistique où mûriront de nombreuses expériences musicales des années 2000 : Orchestre National de Barbès, Gaâda Diwane de Bechar, Mad in Paris, Raï Kum, Thalweg, etc. En 1998, il sort enfin son premier album : Cheikh Sidi Bemol, titre qui reprend le nom de son groupe. C'est un mélange inimitable de musiques traditionnelles et de guitares électriques. Ses albums El Bandi (2003) et Gourbi Rock (2008) connaîtront un beau succès en Algérie. Il a aussi enregistré un album live au festival Bledstock : Live à Alger (2000). Ces premiers disques marquent par l'originalité d'un style nouveau, mêlant blues, rock et musiques du terroir (gnawi, chaâbi, kabyle, etc.) en une synthèse tonique et bourrée d'humour. En 2007, l'aventure L'Usine prend fin et Sidi Bemol se consacre pleinement à CSB Productions, un label qu'il avait créé, en 2004. Une nouvelle période commence, celle de l'expérimentation tous azimuts. Avec la complicité du poète kabyle Ameziane Kezzar, Hocine Boukella revisite des chants marins glanés aux quatre coins du globe pour les adapter en kabyle. Deux albums Izlan Ibahriyen (ou Chants marins kabyles) sont publiés : vol. I (2007) et vol. II (2012).

En 2010, il retourne sur les terres de la musique celtique qu'il avait déjà explorées avec Thalweg dix ans plus tôt et qu'il mixe joyeusement avec les airs kabyles, chaâbis et chaouis dans un album hommage aux trois villes qui l'ont nourri culturellement : Paris Alger Bouzeguène, la troisième étant la ville d'origine de ses parents en Kabylie. En 2014, il réunit des jeunes jazzmen avec des musiciens gitans du Rajasthan pour enregistrer l'album Afya. En 2017, il crée au Théâtre Antoine Vitez, un conte musical intitulé L'Odyssée de Fulay, spectacle à mi-chemin entre théâtre et concert, mis en scène par Ken Higelin. Son dernier album en date Chouf! (2020), dont le titre signifie « regarde » en arabe dialectal, est dédié à la révolution du sourire, le Hirak, et à la jeunesse algérienne. Sidi Bemol retourne à ses premières amours : les rythmiques traditionnelles colorées de blues et de rock. Actuellement, il prépare un nouvel album Guellal Montréal, à paraître fin 2024. Par ailleurs, Hocine Boukella n'a jamais cessé son travail de dessinateur. Il a publié plusieurs recueils de dessins et ses œuvres sont visibles sur son blog : Le Zembrek. ♦

Source : CSB Prod.



Pour mon groupe, cette expérience a été très importante car au-delà du côté purement artistique de la musique, elle nous a permis d'en maîtriser les rouages administratifs et financiers. Ce qui nous a aidé dans la gestion de notre carrière en montant des projets pour nous-même et pour d'autres artistes. On a fait du rock, du blues, du chaâbi, du kabyle, du chaoui, du celtique, etc. Franchement, au départ, c'était pour répondre à un besoin ponctuel. On s'était dit qu'on allait faire un ou deux albums, mais finalement ça fait 20 ans que ça dure...

Un bel âge à fêter.

Qu'avez-vous prévu à cette occasion ?

Nous avons déjà commencé un riche programme de concerts depuis janvier dernier. Il y a eu trois soirées au Studio de l'Ermitage (Paris, 20e, ndlr) avec des shows différents : un ciné-concert de L'Attrail, le spectacle « Fat Man's Bar Songs » et le spectacle « Sidi Bemol, 20 ans 20 titres ». Nous allons enchaîner avec une nouvelle date le 23 mars prochain, toujours au Studio de l'Ermitage. C'est une soirée très spéciale car les 20 morceaux qui seront joués ont été sélectionnés par notre public par vote en ligne.

Pas de date en Algérie où l'on ne vous a pas vu depuis quelque temps ?



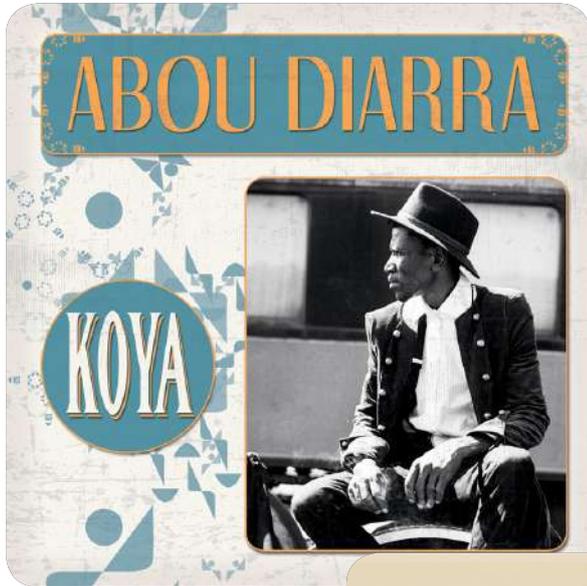
*Sidi Bemol en concert à Rennes
(Bretagne) en juillet 2021 (©France
Algérie Actualité)*

Aucune pour l'instant, à mon grand regret. On est tributaire des organisateurs de spectacles là-bas. Et ça fait un moment qu'on ne nous appelle plus. J'espère que ça va changer dans les quelques mois à venir.

Pour revenir au label, êtes-vous satisfait de cet aspect de votre carrière en sachant que c'est un métier à part et compliqué ?

Globalement, je suis content. On en est à 24 albums produits en 20 ans. Il y a de quoi être satisfait. Dans le lot, il y a une dizaine d'albums de Sidi Bemol. Le reste concerne des artistes venant d'univers très différents. C'est une fierté personnelle que notre label soit pluriel, ouvert à toutes et à tous : L'Attrail, un groupe de musique instrumentale français ; Abou Diarra, un bluesman malien ; Electro Bamako, un groupe franco-malien ; Maria Teresa, une chanteuse portugaise de fado ; Guappcarto, un groupe italien ; Iwal, un jeune groupe algérien formé par un couple chaoui.

Pour moi, autant de diversité, c'est déjà une réussite. Ce qui est dû à un travail collectif. Heureusement, je ne suis pas tout seul dans le label. J'ai la chance de collaborer avec une gestionnaire vraiment rigoureuse, qui est Ira Wizenberg. C'est elle la vraie patronne de CSB Prod, qui s'occupe habituellement de tous les aspects administratifs et financiers. Même si je l'aide un peu plus maintenant afin de lui laisser du temps à sa propre activité artistique en tant que réalisatrice de vidéoclips, mon rôle dans le label



se focalise essentiellement sur la création artistique et la production musicale.

Est-ce qu'il y a des projets en cours que vous produisez ?

Nous venons de produire un clip, réalisé par Ira justement, avec Nesrine Chimouni et Fayssal Achoura, du groupe Iwal. C'est le clip de la chanson Ac'hal (amour en chaoui, sortie le 14 février, ndlr). Le titre est extrait de leur premier album Hamghart (la vieille ou l'ancienne en chaoui, ndlr), que nous avons publié en 2022. Ils sont en France actuellement et ils préparent de belles nouveautés pour leurs fans. Sinon, je travaille principalement sur mon prochain album.

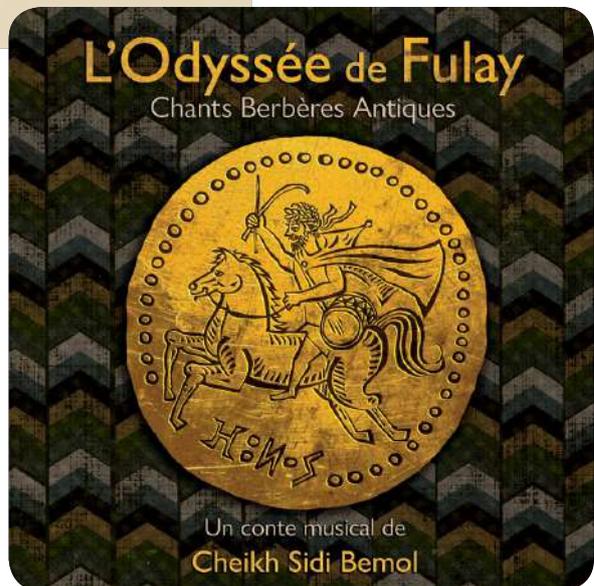
Pouvez-vous nous en dire plus ?

Mon prochain album s'intitulera Guellal Montréal et il aura une orchestration sobre : de la percussion et des guitares. J'y reprendrai des textes de poésie amérindienne. Au cours de l'un de mes sept voyages au Canada, j'ai découvert par hasard ce patrimoine culturel mondial qui m'a tout de suite

inspiré. J'ai donc acheté des livres de quelques poètes autochtones, notamment Joséphine Bacon et Natasha Kanapé Fontaine. Avec la lecture, je me suis amusé à traduire des passages en kabyle, puis à les reprendre en français tout en les adaptant au contexte algérien. Au final, je me suis retrouvé avec une dizaine de chansons prêtes pour le studio d'enregistrement. Elles composeront ainsi l'album que je suis en train de finir, dont la date de sortie est prévue pour fin 2024, à l'occasion des 30 ans de mon groupe.

Cheikh Sidi Bémol est si jeune que ça ?

En fait, personnellement j'ai pratiqué la musique longtemps en amateur et je suis devenu professionnel vraiment très tard, à l'âge de 40 ans, après la création du groupe Cheikh Sidi Bémol en 1994, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Donc, effectivement fêtons seulement nos 30 ans de carrière ! Au départ, ça ne m'avait jamais vraiment effleuré l'esprit de devenir artiste professionnel. Toutefois, à





mes heures perdues, je faisais du dessin et j'écrivais des chansons en pensant pouvoir trouver un chanteur qui accepterait de les interpréter. Faisant des études de biologie

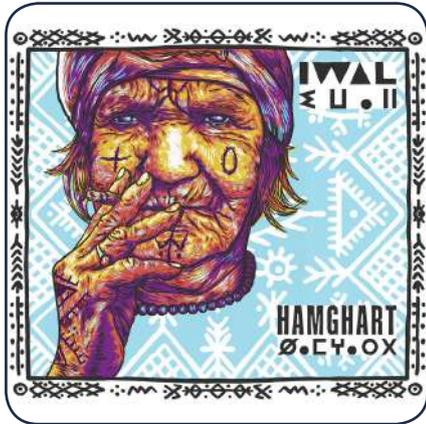
marine en Algérie, je ne pensais pas embrasser un jour la carrière d'un chanteur. En 1985, j'ai même entamé une thèse de doctorat en France, à l'Université de Jussieu (Paris), que j'ai abandonné après octobre 1988. À partir de là, je me suis consacré au dessin. J'ai réalisé des affiches pour des festivals, des pochettes d'albums, des dessins de presse, etc. Puis, à la musique aussi, en participant à quelques festivals, des animations, des mariages. À partir du début des années 1990, j'ai commencé à faire de la scène plus sérieusement, des concerts à droite et à gauche. Mais pour pouvoir percer dans

la musique et être un professionnel qui vit de son art, il fallait vraiment cravacher et être persévérant, beaucoup travailler ! Pendant près de dix ans, c'était très dur pour moi, la disette. Finalement, ça a commencé à marcher dès la sortie du premier album. Aujourd'hui, la discographie du groupe est riche d'une dizaine d'albums, sur lesquels ont travaillé successivement une quarantaine de musiciens ayant fait partie de l'équipe Cheikh Sidi Bemol.

Ce qui vous a permis d'explorer divers styles musicaux, même si CSB



Le 2 mai prochain, à l'Alhambra de Genève, Sidi Bemol sera en spectacle avec la fille du regretté Idir, Tanina Cheriet (elle est au milieu des membres d'AmZik, un autre groupe de la nouvelle génération d'artistes qui maîtrise bien les codes des médias sociaux. Ils ont fait ensemble une série de spectacles en Algérie durant le printemps 2023. ©Facebook de Tanina).



est considéré comme un groupe de rock. Est-ce voulu de votre part ?

Oui, parce que j'aime beaucoup de styles musicaux différents, en vérité j'aime toutes les musiques. Ce qui m'intéresse, c'est vraiment de faire à chaque fois des fusions, des mélanges, entre le rock, les musiques algériennes et celles du monde : celtique, indienne, etc. Même quand on prend par exemple mon répertoire en kabyle, c'est très varié. Il y a une grande différence entre les Chants Marins Kabyles (2007 et 2012), inspirés du patrimoine traditionnel berbère, et le conte musical L'Odyssée de Fulay (2017), dominé par la musique baroque. Pareil, le projet Paris Alger Bouzeguène (2010) se distingue des autres car c'est le résultat d'un mélange rythmé entre le folklore kabyle et la musique celtique. Je me suis inspiré de mon expérience au sein du groupe Thalweg, à l'époque de L'Usine, où nous faisons de la musique celto-maghrébine très festive. Pour la chanson Boudjehlellou, j'ai même fait un beau duo, dont je suis particulièrement fier, avec Karim Abranis (fondateur du groupe mythique de rock kabyle Les Abranis, ndlr).

En parlant des « anciens » de la chanson algérienne et celle de l'exil en particulier, mis à part de rares exceptions comme par exemple les feats de Cheb Mami avec Soolking et de Takfarinas avec Numidia Lezoul, pourquoi êtes-vous réticents à s'ouvrir vers la nouvelle génération pour toucher le public des médias sociaux ?

C'est vrai, vous avez raison sur ce constat. Je pense que cela est

lié au fait que ce n'est pas dans l'ADN des artistes de ma génération. Pour ma part, ce n'est pas de la réticence mais je suis plutôt réservé. Mais si on me sollicite pour un projet sérieux, je ne dirai pas non. Je prépare d'ailleurs un spectacle avec Tanina Cheriet, la fille du regretté Idir. Il aura lieu à l'Alhambra de Genève, le 2 mai prochain.

En effet, les nouveaux médias permettent une transmission intergénérationnelle. Des milliers de jeunes, et de moins jeunes d'ailleurs, qui ne connaissent pas forcément un artiste et son style musical peuvent le découvrir et l'apprécier à partir d'une simple vidéo sur YouTube. ♦



Sidi Bemol poursuit le programme de la célébration des 20 ans de son label par une nouvelle date au Studio de l'Ermitage (Paris, 20e, ndlr), le 23 mars prochain (©CSB Prod).

EL AJOUAD-LES GÉNÉREUX, UNE VERSION BILINGUE DE LA PIÈCE D'ABDELKADER ALLOULA JOUÉ EN FRANCE

Radioscopie de la société algérienne des années 1980 et 1990, El Ajouad (Les Généreux), une pièce de théâtre écrite et montée, en 1984, par feu Abdelkader Alloula, auteur et dramaturge algérien, tué par les terroristes islamistes en 1994, a été adaptée à la langue française et jouée au Théâtre Studio d'Alfortville par des comédiens des deux pays.

PAR YACINE FARAH



Feu Abdelkader Alloula, grand dramaturge algérien, tué par les terroristes islamistes en mars 1994 (©D.R.).

également le parcours et la vie de « petites » personnes qui aspirent juste à vivre heureux et sans problèmes. Et c'est à travers trois récits que se déclinent ces morceaux d'une vie souvent saccadée et pleine d'obstacles. Le premier s'intitule Hbib Errebouhi, le second Akli et Mnawer et le dernier Djelloul El Fhaymi.

COMLOT ANIMALIER ÉTRANGER

Dans le premier, l'auteur évoque l'histoire d'un syndicaliste Hbib Errebouhi qui s'intéresse au sort des animaux vivant dans un jardin public, mais laissés à l'abandon par le personnel de la Mairie. Ainsi, chaque soir, à la nuit tombée, il escalade le petit grillage clôturant le jardin pour donner à manger à ces bêtes affamés par l'indifférence des services publics.

Il les nourrit, les soigne et leur parle, protégé qu'il était par les habitants du quartier qui font le guet pour l'alerter en cas d'arrivée inopinée de la police ou

Près 30 ans après la disparition d'Abdelkader Alloula, une des figures majeures du théâtre algérien avec Kateb Yacine, *Les Généreux* – qui évoque la complexité et les contra-

dictions de la société, et montre indirectement le rôle inquisiteur et manipulateur de l'Etat et de son système bureaucratique – a été jouée au Théâtre Studio d'Alfortville, dans la banlieue parisienne, du 24 janvier au 11 février 2024. Cette pièce expose

d'un responsable politique. Agacé par les activités de Errebouhi, le département des jardins publics de la Mairie mène une enquête pour mettre la main sur le fameux bienfaiteur et ami des animaux.

Il le suspecte même d'échafauder un plan « maléfique » pour déstabiliser la Mairie et d'être une « pièce » d'une longue chaîne de manipulation orchestrée par un pays ennemi.

UN SQUELETTE EN HÉRITAGE

Dans Akli et Mnawer, c'est de la connaissance dont il s'agit. Pour servir la science, le premier a, dans son testament, demandé à son ami d'offrir son squelette à un Lycée n'ayant pas les moyens de s'en procurer un, mais dont l'enseignante a grandement besoin pour ses cours d'anatomie. Mnawer est chargé d'exécuter cette promesse, difficile à tenir dans un pays musulman. La charia exige que tous les corps soient enfouis sous terre. Mais de discussion lasse, Mnawer a fini par accepter. Il a donc remis le squelette de son ami au lycée. S'ensuivra un cours à double niveau : celui du savoir scientifique et celui qui a trait à l'émotionnel et au vécu du défunt.

COMME UN CADAVRE À LA MORGUE

Le troisième récit parle d'un petit employé d'hôpital très consciencieux. Il s'appelle Djelloul El Fhaymi. Intrigué par son sérieux et son dévouement professionnel, la direction de l'hôpi-



Jamil Benhamamouch, metteur en scène oranais, est l'homme qui a « osé » adapté en bilingue l'un des chefs-d'œuvre d'Alloula (©D.R.).

tal, pour éviter tout problème, va le déplacer d'un poste de travail à un autre. Jusqu'à ce qu'il se retrouve dans le service de la « morgue ». Dernière étape avant le licenciement.

Là, il va découvrir l'étendue du laisser-aller des employés et de la direction de l'hôpital. Au point de voir un soir surgir dans l'obscurité de la nuit, un « cadavre » sorti directement d'un cercueil. Après enquête, il s'est avéré qu'une erreur d'affectation

a conduit un malade évanoui à la morgue, à la place d'un autre décédé réellement.

LES GENS, LA MUSE D'ALLOULA

À travers ces trois récits, Alloula a voulu rendre hommage aux gens simples et à leurs modestes existences, souvent empreintes de tracasseries bureaucratiques et d'injonctions politiques. Ils sont finalement intimement liés



Répétitions pour la partie « Akli et Mnawer » de la pièce *El Ajouad (Les Généreux)* au Théâtre Studio d'Alfortville (©D.R.).

à sa vie, à sa vision du monde et à son humanisme. Ce sont aussi les miroirs déformés d'une société algérienne, malade de ses institutions et de ses gouvernants.

Assassiné en 1994, à Oran, par des terroristes du Groupe islamique armé (GIA), le dramaturge est toutefois encore vivant, à Paris, grâce à l'une de ses pièces phare, *Les Généreux*, remise au goût du jour par la compagnie Istijmam et le Collectif GENA. Sur la base du texte d'Abdelkader Alloula et d'une nouvelle traduction de Rihab Alloula, sa fille, la pièce a été mise en scène par Jamil Benhamamouch. Les acteurs, algériens et français, ont travaillé ensemble afin de la jouer pour la première fois en deux langues :

Fruit d'une coopération franco-algérienne, la pièce théâtrale El Ajouad-Les Généreux, mise en scène par Jamil Benhamamouch, partira bientôt en tournée dans toute la France

français et arabe dialectal algérien. Ce qu'on oublie presque, sur scène, tant la complicité des comédiens est énorme et le passage d'une langue à une autre semble naturel. Une véritable « intégration » et coopération théâtrale entre les deux rives de la Méditerranée.

LE CONTEUR DU PEUPLE

C'est Jamil Benhamamouch, metteur en scène né à Oran, qui a donc monté cette version bilingue. Il a eu le déclic à la suite de sa rencontre avec la comédienne et metteuse en scène Julie Lucazeau. Dans sa note d'intention, il a écrit : « L'idée n'est

pas de faire une simple version bilingue classique, c'est-à-dire d'alterner le texte original et sa traduction, mais d'inventer, de créer une mise en scène qui mélange les deux langues, qui les fait s'entrecroiser, se confronter, se questionner et de la faire évoluer dans une même histoire, celle de la mosaïque de notre culture commune ».

Pari réussi haut la main. Il aurait comblé Alloula, chantre du multiculturalisme et du dialogue des cultures.

Né à Ghazaouet, près de Tlemcen (ouest de l'Algérie), Alloula possède un riche parcours théâtral et littéraire grâce notamment à sa sensibilité et sa quête interminable de conteur d'histoires du peuple « d'en bas » et des gens modestes.

Son amour pour les planches le pousse à arrêter les études en 1956 pour se consacrer exclusivement au théâtre, au sein de la troupe oranaise Echabab (La jeunesse). Cela lui a permis d'accéder à plusieurs stages et formations, dont des cours d'étude théâtrale au Centre universitaire d'études théâtrales de Nancy et à la Sorbonne.

À partir de 1962, il enchaîne les pièces et les spectacles, sous différentes casquettes (comédien, auteur, metteur en scène et, surtout, directeur), au sein du Théâtre National Algérien et du Théâtre régional d'Oran. Il a eu aussi une belle carrière d'acteur au cinéma. Au total, il a associé son nom à une trentaine d'œuvres artistiques. Depuis sa disparition, le Théâtre régional d'Oran porte son nom. ♦



Une scène d'El Ajouad (Les Généreux) au Théâtre Studio d'Alfortville. C'est une pièce maîtresse du théâtre d'Abdelkader Alloula, écrite en 1984 (©D.R.).

LE ROI DE LA LOUBIA À ALGER, IL N'Y A QUE LE GOÛT QUI COMPTE

À Alger pour un séjour détente ou de passage pour quelques heures chrono ? Cela ne change rien ! Pas besoin de plus pour vivre une expérience culinaire condensée, typiquement algéroise : déguster un bon plat authentiquement DZ, admirer le charme des quartiers populaires de l'intérieur, chater en vrai avec les gens sans aucun code. Bienvenue chez Le Roi de la Loubia, trônant rue Tanger à Alger-Centre.

PAR AMIRA MENSOUR

Est-il vraiment roi ? Oui, il a été couronné par ses clients, toujours loyaux. Ici, on ne vient jamais une fois. Il y a toujours une deuxième fois, une troisième... et puis une habitude. C'est le seul restaurant au monde où le plat se commande tout seul : la loubia algérienne à base d'haricots blancs. Le Roi c'était Aâmi Ali (tonton Ali) ou « El Moro », Ali-Khellil Ammar de son vrai nom, avant son couronnement donc. Originaire d'Annaba, il s'installa à Alger dans les années 1940. Il s'est éteint en octobre 2014, à l'âge de 78 ans. Son four, en revanche, est toujours allumé, comme la flamme du soldat inconnu. Dans le quartier, et parmi les habitués, ceux qui ont eu la chance de goûter la loubia d'El Moro le disent, haut et fort. Ils ne cessent de le répéter avec fierté. « Je suis un client ici depuis les années 1970, je travaillais alors comme fonctionnaire à la wilaya d'Alger. Je suis resté fidèle à ce restau car ses propriétaires le sont aussi. », témoigne Youcef, aujourd'hui haut cadre dans un ministère. El Moro a « mis ses pieds dans le plat il y a déjà 50 ans », lit-on encore, et toujours, sur un vieil article accroché au mur de sa

boutique, toute étroite, et pas que de monde, obligé de patienter dehors en faisant la queue peu avant midi. Le restaurant est ouvert tous les jours et il draine « la foule » à n'importe quelle heure de la journée. La partie du local réservée à l'accueil du public est composée, en tout et pour tout, d'une salle de deux m2 environ et de deux à trois tables disposées



à l'intérieur. Trois à quatre autres sont installées sur le trottoir, sis rue Tanger. On l'appelle rarement ou jamais rue Ahmed Chaïb, son nom officiel depuis l'indépendance ; celui d'un héros et martyr de la Bataille d'Alger. Quoiqu'il en soit, elle est facile à trouver, se situant à deux

pas de la place de l'Émir-Abdelkader et de la Librairie du Tiers-Monde. Comme ces deux lieux célèbres, Le Roi de la Loubia est un « monument » absolument à visiter quand on se retrouve à Alger-Centre. Au-delà du restaurant lui-même, l'allée qui l'abrite, typique d'Alger, vaut le détour. Elle est bruyante mais charmante, chargée d'histoire et de nostalgie. Un patrimoine algérois à découvrir et à redécouvrir.

PAS DE CHICHI CHEZ LE ROI DE LA LOUBIA

Chez Le Roi de la Loubia, les seules choses qui comptent sont le goût et le charme. Ni plus ni moins. On arrive, on attend, on blablate, on s'attable. Servi en deux minutes, il faut manger tout aussi rapidement afin de faire profiter les autres. Une fois à table, on ne cherche pas le menu. Il faut juste décider si Noss (demi plat de loubia) ou double Noss (plat complet). À la demande, elle peut être accompagnée d'un plat de sardine, d'un peu de hmis – une salade de poivrons et de tomates grillés, mélangés avec de l'huile d'olive – et de l'incontournable limonade blanche de Hamoud Boualem. Le tout à moins de 5 euros. Et si on

se contente seulement du plat de la loubia, c'est moins d'un euro. Oui ! C'est vrai que c'est « Un monde à part ». Après le globetrotter Ben N'co ou encore l'attachée culturelle de l'ambassade américaine en Algérie, qui avaient déjà fait les éloges de ce « plan », le journaliste François Mazure a été surpris par la « magie des lieux », la « générosité des gens » et surtout la « perfection du goût ». On est bien sûr dans un lieu antonymique au luxe et au confort, mais ce n'est pas important. « On cherche plutôt un endroit où on peut manger comme à la maison. », raconte Latif, en déplacement professionnel depuis Sétif. Tout est simple et modeste : verres, assiettes, portes pain, tables et tous les ustensiles de la cuisine. « On ne vient pas ici uniquement pour le prix bas non plus, mais par amour du goût. Je viens surtout lorsqu'il fait froid. », témoigne de son côté Nadia, qui consomme ce plat au moins une fois par semaine. En effet, Le Roi de la Loubia c'est pour tout le temps, il n'obéit pas ainsi à la règle des Algériens, et particulièrement des algérois, qui vaudrait que le plat de la loubia soit mangé exclusivement durant la saison du froid. « Nous, dès qu'on a l'occasion on vient », raconte une étudiante, en visite groupée de la Casbah d'Alger. « On ne découvre pas que le goût mais aussi la culture et l'histoire de la ville et du pays. », relate Abdallah. Il explique que les photos des martyrs, du vieil Alger, des célébrités locales, etc., accrochées aux murs avec plusieurs articles de presse, nourrissent sa curiosité. On nourrit le ventre et la tête ! Au Roi



Fondé par Ali-Khellil Ammar, au début des années 1970, le restaurant populaire Le Roi de la Loubia se situe rue Ahmed Chaïb, dite rue Tanger, à Alger-Centre, près de la place de l'Émir-Abdelkader et de la Librairie du Tiers-Monde (© D.R.).

de la Loubia, pas de chichi. Lorsque le client est seul, il y a de fortes chances que d'autres s'attablent avec lui, avec ou sans son autorisation. Et ce n'est pas mal pris. On mange et on repart. Au moment de l'attente ou entre deux bouchées, on trouve, tout de même, quelques secondes pour parler de la CAN râtée des Fennecs, de la guerre à Gaza, de la situation socio-économique du pays, etc. Bref une journée ordinaire dans un quartier populaire

algérien. C'est un lieu de mouvement perpétuel. Les serveurs et les clients les plus fidèles s'appellent avec leurs prénoms, parfois associés à des noms de clubs de foot ou d'autres surnoms. « Regardez ce monsieur en costume, c'est mon chef, il est chef de département où je travaille, mais chez Le Roi, il n'y a pas de hiérarchie à respecter. Premier arrivé, premier servi. », ironise Saïd. « Nous sommes tous là, dit-il amusé, pour le goût et le délice ». De 7h30 jusqu'à 19h30, les va-et-vient sont sans interruption, avec un pic de clientèle au déjeuner. Les clients servis plus tôt dans la matinée sont surtout des routiers et autres voyageurs. À partir de 20 heures, le surplus de la loubia qui n'a pas été vendu est servi gratuitement aux passants, principalement des pauvres et des sans-abris. La boucle est bouclée pour ce restaurant décidément pas comme les autres. ♦



Le journaliste de la RTBF François Mazure, producteur et présentateur de l'émission « Un monde à part », a été agréablement surpris par son expérience, en décembre dernier, au Roi de la Loubia. Et il l'a fait savoir.

«J'IRAI DORMIR CHEZ VOUS» SPÉCIAL ALGÉRIE, LE 8 MARS SUR RMC DÉCOUVERTE



« J'irai dormir chez vous », émission de voyage et de découverte, animée et réalisée par Antoine de Maximy. Elle est diffusée sur RMC Découverte depuis 2021 (©France Télévisions).

PAR F.A.A.

J'ai le plaisir de vous annoncer que l'épisode algérien de J'irai dormir chez vous, tourné en septembre dernier, va passer sur RMC Découverte le 8 mars à 21h00. RMC Découverte est le canal 24 de la TNT, donc tout le monde peut le voir. À bientôt ! », a lancé dans une courte vidéo, tout souriant, le précieux invité des Algériens, reçu dans le pays comme l'un des leurs dès sa descente d'avion, tel il l'a montré lui-même à travers ses posts sur les réseaux sociaux.

Il faut dire que la notoriété de l'homme à la chemise rouge, à toute

Le globe-trotteur Antoine de Maximy, animateur et réalisateur de la célèbre émission « J'irai dormir chez vous », a annoncé sur ses réseaux sociaux, début février, que l'épisode qu'il avait filmé en Algérie, en septembre dernier, et tant attendu, sera enfin diffusé, le 8 mars prochain.

épreuve, l'avait précédé en Algérie, où il a déjà un public qui le suit depuis près de deux décennies, à la télévision et sur internet. Le format unique et pionnier de son émission télé séduit les téléspectateurs, jusque dans la rive sud de la Méditerranée. Équipé de trois caméras fixées sur lui, il voyage toujours seul, sans équipe technique, à travers les pays qu'il visite !

Faisant le pari de la simplicité et de la proximité, avec des prises de risque permanentes auxquelles l'ancien reporter de guerre est habitué, il va à la rencontre spontanée et au hasard de gens lambda, partout dans le monde y compris dans des lieux les plus improbables. Et quand c'est le temps de dormir, il toque chez l'habitant, inopinément, à la recherche de celui qui vaudrait bien l'accepter en « invité surprise » pour passer la nuit chez lui, sans préparation, sans mise en scène. Et c'est finalement ce naturel, ce côté aventurier-vagabond, que les gens aiment chez de Maximy ! ♦



FRANCE ALGÉRIE
Comprendre le passé et construire l'avenir
ACTUALITÉ

©Ghez Media

26 rue P. Semard, 92320 Châtillon
www.france-algerie-actualite.fr
contact@france-algerie-actualite.fr
09 55 36 70 69

Directeur de publication

Samir Ghezlaoui

Rédaction

Rédacteur en chef : Samir Ghezlaoui

Rédacteurs : Amayes Amar, Mohand Aziri, Ali Boukhlef, Mehdi Bsikri, Yacine Farah, Chérif Ghezlaoui, Rabah Karèche, Walid Mebarek, Amira Mensour, Zahra

Rahmouni, Augustin Sénach et Hocine Slimani

Conception graphique

Malik Brihmat

Mise en page et infographie

K. N. Communication

Abonnements et Publicité

24 rue de la Gare, 92320 Châtillon
abonnement@france-algerie-actualite.fr

pub@france-algerie-actualite.fr

(+33) 6 01 42 36 35

Impression

BLG (Toul) ; imprimé en France

Dépôt légal : février 2024





ABONNEZ-VOUS

1 an - 12 numéros
6 mois - 6 numéros
3 mois - 3 numéros

À partir de
4,90 €
 /mois
 ÉDITION DIGITALE

À partir de
5,90 €
 /mois
 ÉDITION IMPRIMÉE



BULLETIN D'ABONNEMENT

À compléter et à renvoyer sous enveloppe affranchie à Ghezlaoui Media – Service Abonnements – 24 rue de la Gare, 92320 Châtillon

Je m'abonne à France Algérie Actualité selon l'édition et la formule suivante :
 Cocher les bonnes cases

ÉDITION DIGITALE

- 59,99 € (engagement de 1 an)
 30,99 € (engagement de 6 mois)
 16,99 € (engagement de 3 mois)
 5,90 €/numéro (sans engagement)

ÉDITION IMPRIMÉE

- 69,99 € (engagement de 1 an)
 39,99 € (engagement de 6 mois)
 19,99 € (engagement de 3 mois)
 6,90 €/numéro (sans engagement)

Je fais un don supplémentaire unique pour soutenir les débuts de France Algérie Actualité

- 10 €
 50 €
 100 €
 Autre montant :

J'indique ci-dessous mes coordonnées

Mme M.
 Nom
 Prénom
 Adresse
 Code postal
 Ville
 Téléphone

Email
 Obligatoire pour pouvoir accéder à la version numérique de vos numéros inclus dans votre abonnement

J'accepte de recevoir par email des offres exclusives de France Algérie Actualité

MODE DE RÈGLEMENT*

Je choisis de payer par :

Cocher la bonne case

- Chèque à l'ordre de Ghez Media : À envoyer avec le bulletin d'abonnement
 Carte bancaire ou PayPal : Se rendre sur le site france-algerie-actualite.fr
 Prélèvement automatique : Remplir le mandat SEPA joint

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

À compléter, à signer et à renvoyer obligatoirement avec un RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez France Algérie Actualité à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions de votre abonnement. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Toute déclaration de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Référence Unique du Mandat :

(Ne rien inscrire ci-dessus).

Mon compte (indiquez les chiffres figurant sur votre RIB).
 **

IBAN (Numéro international d'identification de votre compte bancaire)
 **

BIC (Code international d'identification de votre banque)
 ** Fait le à ** Signature :

** Mentions obligatoires

Créancier : Ghez Media - 26 Rue Pierre Semard, 92320 Châtillon
 SIRET : 977 606 805 000 17
 NACE : 5813Z
 Type de paiement : récurrent

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement.
 Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Une question : 06 01 42 36 35 (appel/SMS gratuits) / contact@france-algerie-actualite.fr

* La société Ghez Media, située au 26 rue Pierre Semard, 92320 Châtillon, qui édite France Algérie Actualité, est responsable du traitement et de la collecte de vos données afin de servir votre abonnement. Elles sont conservées pour une durée maximale de 5 ans à partir de votre désabonnement. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité, d'opposition, d'effacement ou de traitement de vos données et définir vos directives post-mortem à l'adresse mail suivante : contact@france-algerie-actualite.fr, en joignant une copie de votre carte d'identité. À tout moment vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Les destinations qui vous sont chères, moins chères.



L'Algérie

à partir de

78€
TTC**

Au départ de Paris, Lyon,
Nantes, Montpellier et
Strasbourg.

Transports collectifs
de voyageurs
**ÉLU
SERVICE
CLIENT
DE L'ANNÉE
2024**

 **transavia**

AIRFRANCEKLM
GROUP

*Étude BVA - Viséo CI - Plus d'informations sur [esca.fr](https://www.esca.fr). **Prix disponible sur une sélection de billets aller simple au tarif Basic, au départ de France métropolitaine. Plus d'informations sur [transavia.com](https://www.transavia.com) - 492 791 306 R.C.S. Créteil.